

UKRAINE
LA BALTIQUE
TREMBLE

ARCHÉOLOGIE — LES MERVEILLEUSES
CITÉS TROPICALES **FRANCE — UNE UNION**
HISTORIQUE À GAUCHE



Courrier
international

N° 1645 du 12 au 18 mai 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40
€, Sénégal 3.400 F CFA, Suisse 6,80
CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

MONDIALISATION

LA FIN D'UN MODÈLE

*La pandémie et la guerre en Ukraine
ont bouleversé les règles
du commerce mondial.
Que faut-il changer ? Débat
dans la presse étrangère.*



M 03183 - 1645 - F: 4,50 €





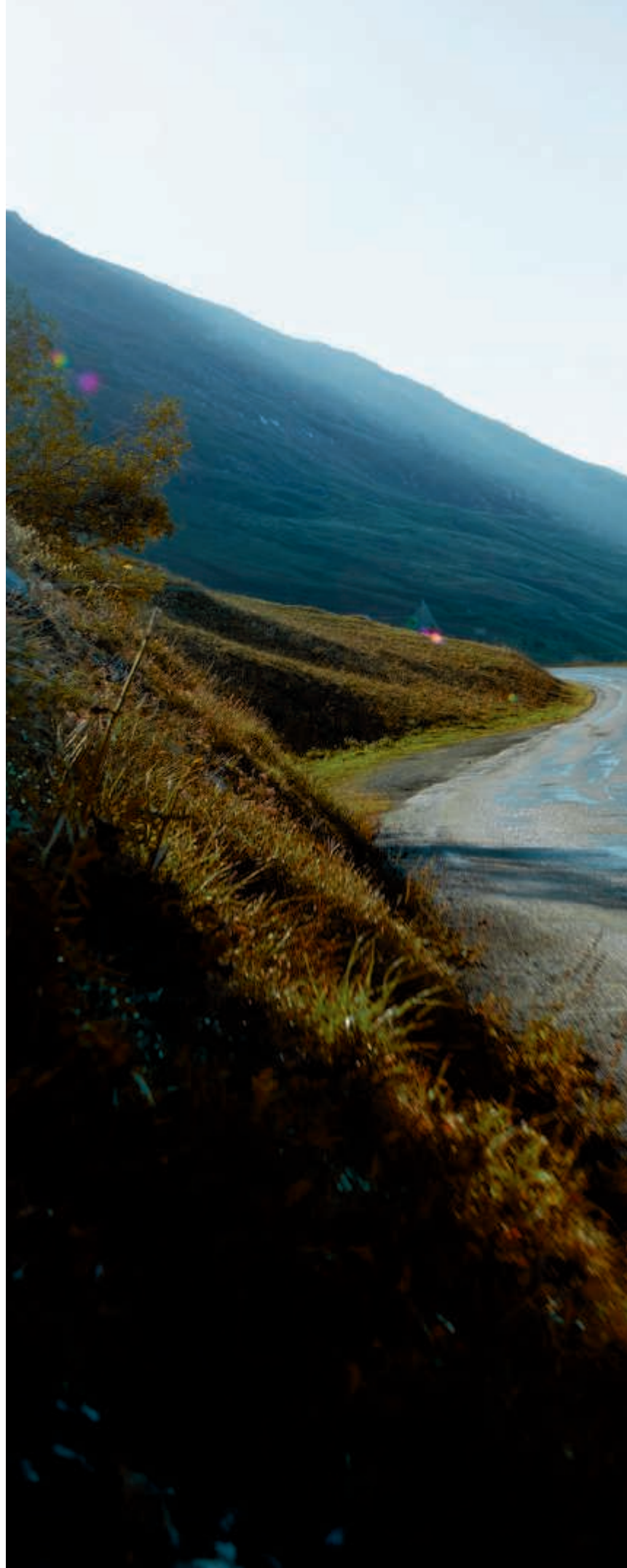
PEUGEOT 5008

7 places
pour voyager plus grand.

3e rang modulable*

PEUGEOT i-Cockpit®
avec système de vision de nuit*

Conduite semi-autonome*



Pour les trajets courts, privilégiez



PEUGEOT RECOMMANDE TotalEnergies Consommation mixte WLTP⁽¹⁾ : 5,1 à 5,2 l/100km.

(1) Ces valeurs peuvent varier en fonction des conditions réelles d'utilisation et de différents facteurs. Plus d'informations auprès de votre point de vente ou sur <https://www.peugeot.fr/marque/politique-environnementale/wltp.html>. *De série, en option ou indisponible selon les versions. OPEN – Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Mondialisation : la fin d'un modèle

p. 28

Au revoir, la Chine. Rebonjour, l'Europe" : le titre de l'article d'**El Mundo** qui ouvre notre dossier cette semaine résume bien une tendance récente du commerce mondial qui pourrait s'avérer durable. La pandémie de Covid-19, avec ses confinements à répétition, et la guerre en Ukraine ont bouleversé les règles de la mondialisation. Ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, pénuries... depuis deux ans, les conséquences de ce dérèglement se multiplient au point que c'est tout le modèle de libre-échange planétaire qu'il va falloir

repenser. Déjà, de nombreuses entreprises envisagent de rapatrier leurs usines en Europe et cherchent à diversifier leurs fournisseurs, explique **El Mundo**. "La Chine, grand atelier du monde, n'est plus aussi bon marché et compétitive qu'autrefois, et des entreprises de tous les secteurs déplacent leur production vers des pays plus proches (la Turquie, le Maroc, le Portugal), afin de réduire leur dépendance au géant asiatique, écrit le quotidien espagnol. Il ne s'agit pas seulement de relocaliser mais de changer de modèle."

Avec la pandémie, les entreprises ont pris conscience de leur vulnérabilité et des risques de goulets d'étranglement. Aujourd'hui, en conséquence, elles "réexaminent la provenance de leurs achats et constituent des stocks", même si cela leur coûte plus cher, explique le **New York Times**. Une "reconfiguration de la production mondiale qui risque d'alimenter une inflation

durable". Mais qui pourrait aussi participer à la création de modes de production plus vertueux. D'inflation et de pouvoir d'achat il a été fortement question ces dernières semaines, lors de la campagne pour l'élection présidentielle en France, mais aussi dans de très nombreux pays touchés par la flambée des prix. C'est pourquoi ce dossier, qui s'éloigne à la fois de l'actualité sur le terrain en Ukraine – traitée par ailleurs longuement dans ce numéro, avec un reportage du **Financial Times** en Finlande – mais qui a tout à voir avec les conséquences du conflit, nous paraissait s'imposer. Il s'agit de questionnements à la fois économiques et géopolitiques, de problématiques qui pourraient paraître lointaines mais qui résonnent avec notre quotidien. "Le concept de mondialisation est malmené depuis des années déjà, sous l'effet des rivalités économiques, des fermetures

d'usines dans les pays riches, mais aussi de ces voix qui s'élèvent pour affirmer que l'ouverture des frontières commerciales n'est pas dans l'intérêt national, en particulier en situation de crise", écrit le **Wall Street Journal**. La guerre en Ukraine pourrait accélérer encore le mouvement. Les sanctions contre la Russie portent en effet un coup fatal au libre-échange tel qu'il était défini lors de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 1995, estime le quotidien américain. "L'accession de la Russie à l'OMC, en 2012, est venue parachéver, à certains égards, des décennies d'efforts pour mettre à bas le système de blocs qui a caractérisé l'économie mondiale de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique."

Aujourd'hui, prévient le journal, le monde risque de revenir à une dangereuse logique de blocs dans les échanges commerciaux. Qu'a-t-on à y gagner sur le long

terme? Les démocraties doivent-elles entretenir des relations normales avec les régimes autocratiques? Le repli sur soi est-il la solution? s'interroge **The Economist**. La réponse ne va pas de soi pour cet hebdomadaire très libéral. Plus catégorique, **The Guardian** voit au contraire une chance à saisir dans cette reconfiguration de la mondialisation tous azimuts. Les États doivent reprendre le contrôle de leur économie, plaide le quotidien britannique, et penser davantage à protéger leurs citoyens et la planète. "Le modèle actuel de mondialisation résulte de choix politiques délibérés, écrit un chroniqueur du journal, et l'avenir sera également dicté par des choix politiques délibérés." Le débat est lancé.

En couverture : Mondialisation : Dessin de **Michael Glenwood**, États-Unis/The i Spot. Ukraine : Dessin de **Boligán**, Mexique.



Sommaire



DOMINGO LEIVA/GETTY IMAGES

360° p. 40

Les merveilleuses cités tropicales

Bâties au sein d'une nature hostile, on les a crues maudites. Avant que les Européens ne colonisent le monde, de vastes villes ont connu une vie florissante au milieu des forêts, raconte la **Süddeutsche Zeitung**.

DOSSIER p. 10

Ukraine, les voisins sur le pied de guerre

De la Moldavie jusqu'à la Suède et la Finlande, en passant par la Pologne et les pays Baltes, les États proches de l'Ukraine se préparent à l'éventualité d'une invasion russe.

AFRIQUE p. 22

La Russie à l'assaut du pré carré français

Multipliant les accords de sécurité, épaulé par les mercenaires du Groupe Wagner, Moscou profite du recul français en Afrique pour mettre en œuvre une lente montée en puissance. Épicerie de cette rivalité : le Mali, où s'est rendu un reporter du **New York Times**.

IRLANDE DU NORD p. 8

Une victoire pour rien ?

Le Sinn Féin a remporté les législatives locales du 5 mai et se retrouve en position de diriger l'exécutif nord-irlandais. Une première pour un parti proréunification, relève **The Times**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Americas Quarterly New York, trimestriel. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Il Fatto Quotidiano** Rome, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **Grist** (grist.org) Seattle, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **Independent Persian** (independentpersian.com) New York, en ligne. **iRozhlas** (iRozhlas.cz) Prague, en ligne. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Yediot Aharonot** Rishon LeZion, quotidien.

Vous régaler, ça commence *par nous* engager

PROMOUVOIR LA NATURALITÉ

Nos recettes en 3 mots ? Simples, saines et savoureuses. Alors nous innovons toujours, pour le goût et la qualité, pour vous partager notre amour des végétaux.

SOUTENIR LA BIODIVERSITÉ

Vive le vivant ! Nos produits respectent nos territoires et la diversité de nos écosystèmes. Acteurs bio de la première heure, nous nous engageons avec nos producteurs dans la préservation des écosystèmes.

VALORISER LES SAVOIR-FAIRE

La passion du bio et du bon, c'est sélectionner nos ingrédients en faisant honneur à l'expertise et la production française avec notre filière soja français, ou en choisissant le commerce équitable.

RENFORCER LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE ENTREPRISE

Notre engagement dans l'économie locale et circulaire grandit, notre empreinte sur terre se réduit. Une industrie agroalimentaire vertueuse, on y croit et on veut partager cette réalité avec vous.



**VOUS AVEZ FAIM D'EN SAVOIR PLUS ?
RENDEZ-VOUS SUR [SOJADE.FR/NOS-ENGAGEMENTS](https://sojade.fr/nos-engagements)**



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. **Irlande du Nord.** Une victoire pour rien ?

Dossier

10. **Ukraine.** Les voisins sur le pied de guerre

D'un continent à l'autre

16. **France.** Une union historique autour de Mélenchon

18. **États-Unis.** La société doit se mobiliser pour défendre l'avortement

20. **Argentine.** L'extrémiste qui chamboule la politique

21. **Japon.** Des gangs plus discrets

22. **Afrique.** La Russie à l'assaut du pré carré français

26. **Turquie.** Pourquoi tant de peine ?

27. **Israël.** L'État binational de facto mettra fin à la démocratie

À la une

28. **Mondialisation.** Le basculement

Transversales

36. **Sciences.**

Croqueurs de montagnes

37. **Environnement.**

Réparer plutôt que remplacer

38. **Économie.**

Malades de télétravail ?

360°

40. **Archéologie.** Les

merveilleuses cités tropicales

44. **Plein écran.** Quand

les séries se font joueuses

46. **Culture.** Aryana

Sayed, au nom des Afghanes



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger.
Qui à Matignon ?

Nomination du Premier ministre et du gouvernement, union de la gauche, campagne des législatives : analyses et reportages de la presse étrangère sur l'actualité politique française.

États-Unis. À droite toute !

Dans une chronique virulente, le **New York Times** s'inquiète de la dérive ultraconservatrice de la Cour suprême sur la question de l'avortement.

À lire aussi : le portrait de J. D. Vance, l'écrivain à succès devenu l'émule de Donald Trump, qui vient de remporter la primaire républicaine pour le siège de sénateur de l'Ohio.

Philippines. Le retour du clan Marcos

Découvrez les articles sur l'écrasante victoire de Ferdinand Marcos Junior à l'élection présidentielle, trente-six ans après la chute de son père dictateur.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble,
en tant qu'individus, société et nation ?
Qu'est-ce qui nous divise ?
La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Mai 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Caroline Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 1639), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechi (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Favier (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lambézat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécaül (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodin, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saïndon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizé Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malsherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardini, Lionel Blot, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Geneviève Deschamps, Lucie Droulers, Jeanne Fournier, Sophie Laurent Lefevre, Cécile Le Liboux, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Florent Normand, Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations Sébastien Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellana (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (1652) Comptabilité 0148884355 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Guide Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Latlemand (1691), Véronique Sauderont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavio

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service Abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03.21.13.04.31 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-485, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E7K1, Canada.

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

PEFC
10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Emballages : Ptot - 0,0083 kg / tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.





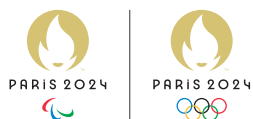
Devenons l'énergie qui change tout.

TIENS, UNE NOUVELLE STATION- SERVICE!

Avec 6 000 nouvelles bornes de recharge par mois en Europe*, le groupe EDF contribue au développement de la mobilité électrique dans les territoires. Et ça, c'est mieux pour le climat.



RES PARIS 2024



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

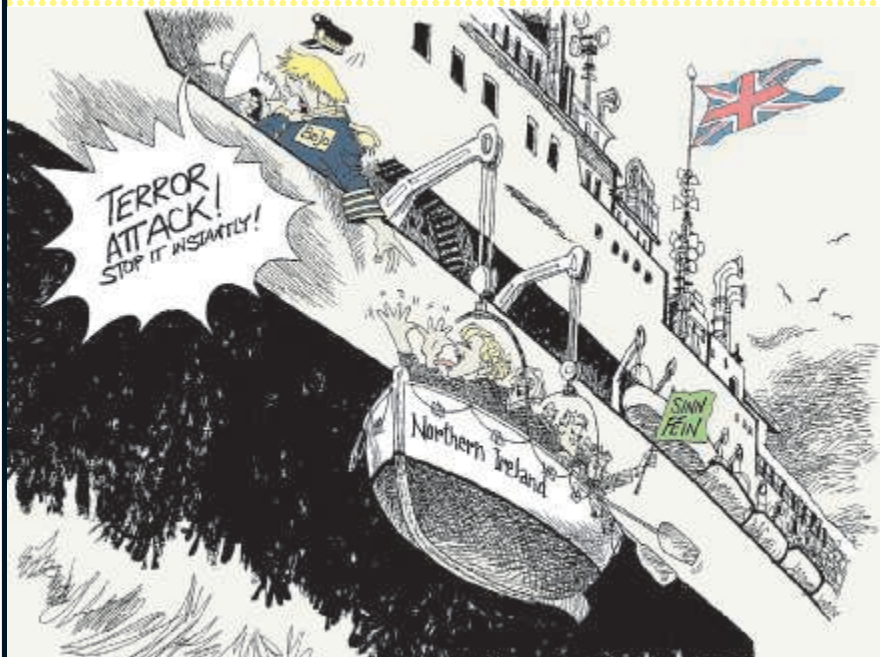
*Moyenne en 2021 sur le périmètre France, Angleterre, Belgique et Italie – source EDF. En savoir plus sur edf.fr/mobilite-electrique

FOURNISSEUR OFFICIEL
D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ



Irlande du Nord. Une victoire pour rien ?

Après avoir remporté les législatives locales du 5 mai, le Sinn Féin se retrouve en position de diriger l'exécutif nord-irlandais. Une première pour un parti proréunification. Désormais, une période de grande incertitude s'ouvre, déplore ce journal londonien.



—The Times Londres

Les dernières élections à l'Assemblée d'Irlande du Nord placent les habitants de la province britannique dans une position peu enviable. Le Sinn Féin, devenu pour la première fois la première force politique, se réjouit aujourd'hui de prendre les rênes du gouvernement nord-irlandais, à ceci près qu'il estime que ce gouvernement n'a pas lieu d'être puisqu'il plaide pour une réunification de l'Irlande.

Arrivés en deuxième position, les unionistes [partisans du maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni] du DUP semblent prêts à utiliser le droit de veto que leur confèrent les accords du Vendredi saint [qui mirent un terme à la période des Troubles en 1998] pour empêcher la constitution dudit gouvernement. Du moins, tant qu'ils n'auront pas provoqué avec l'Union européenne (UE) une vaine confrontation, qui a peu de chances de déboucher sur quoi que ce soit. Autant dire que l'Irlande du Nord devrait être assez mal gouvernée pour quelque temps – si elle est gouvernée.



ÉDITO

Le partage équitable du pouvoir étant garanti entre le premier parti nationaliste et le premier parti unioniste [le vainqueur devant avoir le poste de Premier ministre, l'autre celui de vice-Premier ministre], la distribution des premières et seconde places à l'issue d'un scrutin ne change pas grand-chose à la gestion

courante des affaires publiques nord-irlandaises. Cependant, les symboles sont importants en politique, et nul ne peut minimiser la portée symbolique de la victoire du Sinn Féin. Jamais les unionistes n'avaient perdu la domination de la vie politique régionale [depuis la partition de l'Irlande en 1921], et le Sinn Féin est l'héritier politique d'une organisation terroriste, l'Armée républicaine irlandaise (IRA). La victoire électorale d'une telle formation est un grand bouleversement.

Ce moment historique vient indéniablement apporter de l'eau au moulin nationaliste, mais il ne faut pas en conclure que l'Irlande du Nord va filer tout droit et à brève échéance vers la réunification. Les accords du Vendredi saint ne prévoient de référendum sur la réunification qu'à

✓ Boris Johnson : "Attentat terroriste! Arrêtez immédiatement ce bateau!"
Sur le bateau, avec à son bord Michelle O'Neill, leader du Sinn Féin :
Irlande du Nord. Dessin d'Oliver paru dans la Süddeutsche Zeitung, Munich.

condition qu'il soit établi qu'une majorité d'électeurs est favorable à une réunification avec la république d'Irlande. Selon les dernières enquêtes d'opinion, les Nord-Irlandais restent à ce jour moins de 50 % à l'appeler de leurs vœux.

Actuellement, le Sinn Féin lui-même n'en fait pas un cheval de bataille. La formation nationaliste se présente comme un parti socialiste européen moderne, prônant le progressisme sur les questions sociales et une politique économique de gauche. Michelle O'Neill, la figure de proue du Sinn Féin dans la province britannique, incarne bien l'évolution du parti : cette fille d'un membre de l'IRA n'a elle-même jamais eu aucun lien avec l'organisation armée, et elle milite notamment depuis son compte Instagram, où elle poste allègrement selfies à la salle de sport et drapeaux arc-en-ciel.

Le problème de l'Irlande du Nord dans l'immédiat sera de réussir cette course d'obstacles apparemment infranchissables, qui mène des résultats de l'élection à un gouvernement viable. Le principal parti unioniste menace de bloquer la formation d'un gouvernement à moins que le "protocole nord-irlandais" ne soit radicalement modifié, voire supprimé. Signé avec l'UE dans le cadre du Brexit, cet accord a conduit au maintien de certaines règles européennes en Irlande du Nord et à l'instauration de contrôles sur les marchandises qui traversent la mer d'Irlande entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ce qui suscite l'ire des unionistes.

Le DUP va devoir faire preuve de réalisme sur ce sujet, mais sa marge de manœuvre est limitée. Le parti unioniste Traditional Unionist Voice, encore plus hostile au protocole, a gagné des voix et menace le DUP sur sa droite. Après des années à jouer les Cassandra en martelant les dangers de cet accord, le DUP récolte ce qu'il a semé. Les difficultés du parti sur la scène politique reflètent d'ailleurs ses propres tourments en interne puisque le DUP en est à son troisième dirigeant en un an.

Les ministres [à Londres] promettent de redoubler d'efforts afin d'"améliorer" le protocole. Ils ne brandissent plus la menace de la désobéissance au traité, ce qui aurait fait mauvais genre alors que les démocraties essaient de faire front pour défendre le respect du droit, dans le contexte de la guerre en Ukraine. D'autres pourparlers sont en cours, mais l'UE n'a jamais été un parangon de pragmatisme ni de souplesse, du moins à ce jour. Une rapide sortie de crise est donc peu probable. C'est d'autant plus regrettable que l'Irlande du Nord ne peut faire l'économie d'un gouvernement stable.

Les listes d'attente au sein du système de santé publique sont à pleurer : sept ans pour l'accès à certains spécialistes. Une fois de plus, les citoyens nord-irlandais seront les grands perdants de cette crise si les dirigeants à Londres, Belfast et Bruxelles se refusent à tout compromis.

Publié le 9 mai

À la une



"WIN FEIN", titre dans un jeu de mots l'édition nord-irlandaise du tabloïd **Daily Mirror**, le 7 mai. Le parti nationaliste récolte les fruits d'une campagne centrée sur des sujets du quotidien, estime le quotidien de gauche, qui relève également l'importante percée, en troisième position, de l'Alliance, mouvement politique ni nationaliste ni unioniste.

Boris Johnson sanctionné à Londres

●●● "Londres est tombé", tempête **The Sun**. À l'issue des élections locales du 5 mai, "**Boris [Johnson] a perdu Wandsworth et Westminster au profit des travaillistes pour la première fois depuis un demi-siècle**", peste le tabloïd conservateur. Aux deux conseils d'arrondissement du centre de la capitale, bastions aisés des Tories, s'ajoute celui de Barnet, dans le Nord-Ouest londonien, lui aussi gagné par le Labour. Ce scrutin, qui renouvelle quelque 200 autorités locales en Grande-Bretagne, a confirmé les difficultés du Premier ministre, sur fond de Partygate et d'explosion du coût de la vie. Au total, les Tories ont perdu près de 500 sièges. Côté travailliste, le bilan est "mitigé", le principal parti d'opposition "**n'ayant pas gagné autant d'élus qu'il l'escomptait**" en dehors de Londres, note **The Daily Telegraph**. "**Invariablement, la pression augmente sur Boris Johnson, tenu pour responsable de la déroute par les responsables locaux de son parti**, analyse **The Times**. Mais, dans le même temps, la vague travailliste n'a pas eu lieu. Il n'est donc pas farfelu d'imaginer le Premier ministre rester en poste jusqu'aux prochaines législatives", prévues en 2024.

**LE DESSIN
DE LA SEMAINE**



↓ Dessin de **Del Rosso**,
Italie.

Le retour de la burqa



AFGHANISTAN — Vingt et un ans après la chute du premier régime taliban, les Afghanes vont de nouveau devoir se couvrir entièrement dans l'espace public. "Le décret, rendu public lors d'une conférence de presse à Kaboul le 7 mai, appelle les femmes à ne montrer que leurs yeux et recommande qu'elles portent la burqa de la tête aux pieds", écrit le site **Gandhara**. En cas de manquement, "le père ou le parent le plus proche de la contrevenante sera réprimandé, emprisonné ou perdra son emploi dans la fonction publique". Depuis leur retour au pouvoir en août, les talibans ont largement balayé vingt ans de liberté conquise par les femmes.

80

MILLIONS DE DOLLARS. C'est la somme que les Nations unies espéraient réunir lors d'une conférence de donateurs le 11 mai, afin de vider un des plus gros pétroliers du monde de sa cargaison de 1,1 million de barils de brut, rapporte le quotidien britannique **The Guardian**. Le *Safer*, au large du Yémen, n'est plus entretenu depuis le début de la guerre, en 2015. Il est si dégradé qu'il risque de se briser ou d'exploser et de provoquer une marée noire, avec des conséquences dramatiques pour le Yémen et pour la mer Rouge, l'une des principales voies du commerce mondial.

Un Marcos élu triomphalement

PHILIPPINES — "Trente-six ans après la révolution historique qui a vu l'éviction de l'homme fort Ferdinand Marcos, son fils et homonyme, Ferdinand 'Bongbong' Marcos Junior, s'appête à devenir le 17^e président d'un pays où le slogan 'plus jamais ça' subsiste, certes, mais a été étouffé par une nébuleuse promesse d'unité", constate le **Philippine Star** le 10 mai, au lendemain de la présidentielle.

Celui qui succédera à l'autoritaire Rodrigo Duterte, ajoute le site indépendant **Rappler**, s'est évertué "à enterrer le passé" et "à échapper à tout examen approfondi". Fort d'une majorité écrasante (près de 59 % des suffrages) et de son alliance avec Sara Duterte, fille du président sortant qui accédera à la vice-présidence, Ferdinand Marcos Jr risque, pour le moins, de marcher dans les pas de son prédécesseur.

Plongée dans le chaos



SRI LANKA — "En pleine crise politique, le Premier ministre démissionne", titre le 10 mai le **Daily Mirror**.

Sur sa une, le journal de Colombo publie un dessin de Mahinda Rajapaksa s'extrayant d'un bain de sang. Une façon de le désigner comme responsable de la crise économique sans précédent qui frappe l'île, mais aussi des violences qui, le même jour, ont fait au moins 5 morts et 200 blessés. Depuis des semaines, des manifestants réclamaient la démission du gouvernement des Rajapaksa. Pour l'heure, le frère du Premier ministre et président du pays a décidé de rester en place. Une position qui pourrait se révéler de plus en plus intenable face à la colère de la population.

Une "grève armée" sème la terreur

COLOMBIE — Des morts, des dizaines de véhicules incendiés, des centaines d'habitants obligés de rester enfermés chez eux... Une partie du territoire colombien a traversé des journées de terreur après l'extradition vers les États-Unis, le 4 mai, d'"Otoniel", le chef du Clan du Golfe, arrêté en novembre. En représailles à cette extradition, la plus importante organisation de trafic de drogue du pays avait décrété une "grève armée". Depuis Bogota, **El País América** évoque un "défi clair lancé au gouvernement", face à "l'énorme pouvoir de ce cartel qui se finance avec la vente de drogue aux mafias mexicaines".

Contre la désertification

CÔTE D'IVOIRE — "Jusqu'au 20 mai, Abidjan sera la capitale mondiale de la lutte contre la désertification", annonce le site **Fratmat** le 9 mai, jour d'ouverture de la COP15. "Moins connue que sa 'grande sœur' sur le climat, cette 15^e Conférence des parties (COP) de la CNUCLD [Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification] aborde des questions tout aussi cruciales, à l'heure où l'ONU estime que 40 % des terres sont dégradées dans le monde", note la **Deutsche Welle**.

Un nouveau chef à poigne



HONGKONG — "Lee Ka-chiu élu nouveau chef de l'exécutif par 1416 voix", titre l'**Oriental Daily News**, l'un des grands quotidiens de

Hong Kong. "La charge est lourde et la route est longue", sous-titre le journal, avant de préciser : "Sans concurrent, Lee est le premier chef de l'exécutif avec un passé dans l'ordre public." Également connu sous le nom de John Lee, celui qui succède à la controversée Carrie Lam était le chef de la sécurité de la région administrative spéciale. À ce titre, il a supervisé la répression du mouvement démocratique de 2019 dans le cadre de la reprise en main politique par Pékin.

Marilyn s'envole

ÉTATS-UNIS — "Le portrait sérigraphié de Marilyn Monroe, réalisé en 1964 par Andy Warhol, l'une des images les plus reconnaissables du siècle dernier, a été adjugé au prix record de 195 millions de dollars", rapporte le 10 mai le site **ARTnews** au lendemain de la vente chez Christie's à New York. "Ce montant en fait l'œuvre la plus chère d'un artiste du xx^e siècle jamais vendue aux enchères." Mais, pondère **Bloomberg**, ce *Shot Sage Blue Marilyn* reste loin du célèbre *Salvator Mundi* de Léonard de Vinci, adjugé 450,3 millions de dollars en 2017.

dossier



UKRAINE

Les voisins sur le pied de guerre

La perspective d'un couloir russe vers la Transnistrie, république pro-Kremlin autoproclamée limitrophe de l'Ukraine, suscite l'inquiétude. Tout comme les intentions de Moscou dans le corridor de Suwalki, zone stratégique entre la Lituanie et la Pologne. Au nord, l'Otan pourrait bientôt accueillir la Suède mais surtout la Finlande, où les autorités se préparent depuis des années à une éventuelle invasion au moyen de la constitution de stocks vitaux et de procédures sans cesse mises à jour.

—Financial Times (extraits) Londres

Si les pires craintes de l'Europe se réalisent et que le conflit en Ukraine s'étend à d'autres voisins de la Russie, la Finlande, elle, sera prête. Elle dispose de réserves. Au moins six mois de carburant et de céréales sont préservés dans des entrepôts stratégiques, tandis que les entreprises pharmaceutiques sont obligées de stocker l'équivalent de trois à dix mois de tous les médicaments d'importation.

Elle dispose d'une défense civile. À partir de certaines dimensions, tous les bâtiments doivent être équipés d'abris antiaériens, et le reste de la population peut utiliser les parkings souterrains, les patinoires et les piscines, prêts à être transformés en centres d'évacuation. Et elle dispose de combattants. Près d'un tiers de la population adulte de ce pays nordique fait partie de la réserve, si bien que, relativement à sa taille, la Finlande peut aligner une des plus grandes armées d'Europe.

“Nous avons préparé notre société, et nous nous sommes entraînés à cette situation depuis la Seconde Guerre mondiale”, déclare Tytti Tuppurainen, ministre des Affaires européennes finlandaise. Après avoir passé quatre-vingts ans à vivre d'abord dans l'ombre de l'Union soviétique, et maintenant de la Russie, la menace d'une guerre en Europe “ne nous a pas pris par surprise”.

La stratégie de “défense totale” improvisée qui caractérise la résistance acharnée de l'Ukraine face à l'invasion russe, et qui aura vu aussi bien des jeunes mariés que des commerçants prendre les armes, a fasciné le public dans le monde entier. Or, la Finlande s'est dotée de ce qu'elle définit comme une stratégie de “sécurité sociétale globale”, montrant comment un pays peut mettre en place un système rigoureux à l'échelle de toute la société afin de se protéger préventivement – et de se préparer non seulement à une invasion potentielle, mais aussi à des catastrophes naturelles, des cyberattaques ou une pandémie.

Il n'est pas uniquement question de préparation militaire. Le concept s'étend à ce que Charly Salenius-Pasternak, spécialiste de la sécurité à l'Institut finlandais des Affaires internationales, décrit comme le *“travail pénible, peu séduisant”* qui consiste à veiller à ce que les lois et les réglementations fonctionnent en temps de crise. La Finlande a établi des réseaux informels entre les élites du monde politique, des affaires et des organisations non gouvernementales afin d'être préparée au pire. Elle ne cesse de chercher à analyser quelles sont ses principales faiblesses et s'efforce de les rectifier pour que le système soit aussi résistant que possible avant une crise.

La guerre en Ukraine a rappelé à quel point la Finlande est vulnérable à une attaque, le pays comptant 1340 kilomètres de frontière commune avec la Russie. Les dirigeants finlandais débattent aujourd'hui de la perspective d'intégrer l'alliance militaire de l'Otan, alors que les pays d'Europe réévaluent leurs

niveaux de coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité. Pour la première fois de leur histoire, les Finlandais sont une majorité à approuver qu'Helsinki demande à entrer dans l'Otan. Ce qui n'empêche pas ce pays de 5,5 millions d'habitants d'être conscient qu'il est indispensable de disposer de sa propre stratégie nationale et de la moderniser.

“Compte tenu de notre position géostratégique, de notre immense territoire et de notre population clairsemée, nous devons avoir tout ce qu'il nous faut pour défendre notre pays... Nous nous entraînons régulièrement à plusieurs niveaux pour être sûrs que chacun sache ce qu'il a à faire, commente Janne Kuusela, directeur général de la politique de défense au ministère de la Défense. Le résultat, c'est qu'il nous est possible de faire passer notre société en mode crise si besoin est.”

Le souvenir de la guerre d'Hiver. Si la Finlande est prête, c'est notamment à cause de la propre guerre qu'elle a vécue contre la Russie, et qui n'est pas sans rappeler l'invasion de l'Ukraine. En 1939-1940, les Finlandais ont dû mener la terrible guerre d'Hiver pour repousser l'Union soviétique, perdant au passage une partie de leur territoire, dont leur ville la plus cosmopolite, Vyborg, et une de leurs principales régions industrielles. Quand ils ont reconstruit après ce conflit, les Finlandais se sont juré une chose : plus jamais ça.

“L'Histoire nous a enseigné bien des fois de rudes expériences. Nous ne l'avons pas oublié, c'est dans notre ADN. C'est pourquoi nous avons soigneusement veillé à entretenir notre capacité de résistance”, confie le président, Sauli Niinistö. Il cite des sondages, selon lesquels les trois quarts des Finlandais seraient prêts à se battre pour leur pays, de loin le chiffre le plus élevé d'Europe.

“Pendant la Seconde Guerre mondiale, nous avons frôlé la mort, ça n'a fait que nous renforcer.”

Janne Kuusela, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE LA FINLANDE

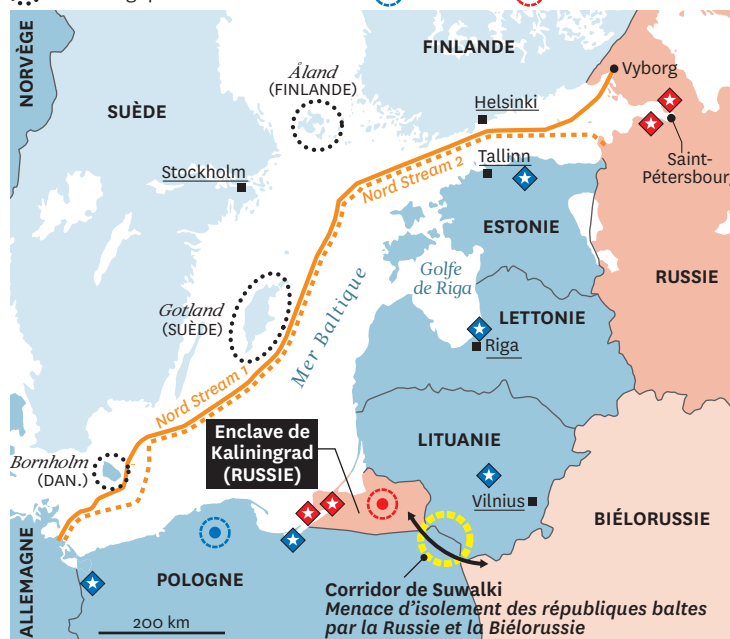
En temps de paix, les forces armées finlandaises comptent environ 280 000 hommes, ainsi qu'un total de 900 000 réservistes. Même après la fin de la guerre froide, le pays a maintenu le service militaire pour tous les hommes après leur scolarité, alors que tant de pays d'Europe y ont renoncé, et Helsinki a continué de consacrer un budget important à la défense, là où d'autres l'ont réduit dans les années 1990 et 2000.

Il existe des plans détaillés sur les moyens de riposter à une invasion, dont le déploiement d'avions de combat sur des routes éloignées dans tout le pays, le minage des principales voies de navigation et la préparation de défenses terrestres, comme la destruction des ponts.

Jarmo Lindberg, ancien commandant en chef des forces de la défense finlandaise, explique

La poudrière de la Baltique

- Pays membre de l'Otan
- ◆ Base militaire de l'Otan
- Pays candidat potentiel à l'entrée dans l'Otan
- Île stratégique
- Gazoducs
- Alliance militaire Russie-Biélorussie
- ◆ Base militaire russe
- Déploiement de missiles antiaériens ou d'un système de défense antimissiles de l'Otan
- de la Russie



Les secteurs stratégiques – les télécommunications, l'approvisionnement en vivres, l'énergie – se réunissent plusieurs fois par an dans le cadre de discussions soigneusement encadrées pour débattre de sujets susceptibles de les affecter. “L'idée fondamentale est la suivante : si une entreprise ou un secteur est touché, comment résoudre le problème malgré tout ? Par exemple, comment nourrir la nation ou la fournir en papier-toilette s'il y a un blocus en mer Baltique ?” précise Salonius-Pasternak.

L'Agence nationale d'approvisionnement d'urgence (ou *Huoltovarmuuskeskus*) participe à la coordination de ce réseau d'entreprises, mais ses responsabilités sont beaucoup plus étendues. Son bilan consolidé s'élève à 2,5 milliards d'euros, et comprend des réserves stratégiques de six mois de blé et d'avoine, ainsi que de divers types de carburants, comme l'essence et le diesel, et des “actifs stratégiques” tenus secrets, dont une part du réseau électrique national.

Elle peut rapidement acheter du matériel crucial, mais peut aussi se tourner vers différents secteurs et demander, par exemple, si les agriculteurs finlandais produiront un surplus de céréales cette saison. À partir de décembre, l'agence a suivi de façon “hyper-intensive” la situation en Ukraine, s'étant jusqu'à concentrée sur la pandémie de Covid-19.

Pour garantir que les hauts responsables de l'establishment finlandais soient conscients des enjeux, ils sont invités à prendre part à ce que le pays appelle les stages de défense nationale. Quatre fois par an, un groupe composé de plusieurs dizaines de politiciens, de chefs d'entreprise et de représentants de l'Église, des médias et des organisations non gouvernementales se retrouve pour un programme intensif d'un mois, au cours duquel ils assistent à des conférences tenues par des officiers et des membres du gouvernement, ainsi qu'à une simulation de crise. En tout, 10 000 personnes ont suivi ces stages au cours des soixante dernières années, et la plupart ont coutume de se rencontrer régulièrement pour des discussions.

La Finlande ne se concentre pas seulement sur la menace d'une invasion, mais aussi sur d'autres formes d'agressions – qu'elles soient locales, comme l'empoisonnement d'une source d'eau ou le sabotage d'une centrale électrique, ou nationales, comme les cyberattaques. Les menaces dites hybrides, des opérations souvent ambiguës et qui n'atteignent pas le niveau d'une attaque militaire de grande envergure, font l'objet d'une attention accrue. En 2015, par exemple, la Finlande a été prise au dépourvu par la Russie, qui a poussé des migrants de l'autre côté de la frontière.

qu'Helsinki, la capitale, “ressemble à un gruyère”, avec des dizaines de kilomètres de tunnels. “À certains endroits, on se croirait dans un film de James Bond”, ajoute-t-il. Tous les centres de commandement des forces armées sont situés dans des abris creusés dans la roche, sous “30 à 40 mètres de granit”. Si une attaque potentielle était détectée par le renseignement militaire, les forces seraient mobilisées et, dans la mesure du possible, les civils seraient évacués des zones à risque, une nette différence avec ce qui s'est passé en Ukraine.

Kuusela souligne que toute la stratégie de la Finlande est bâtie sur la volonté de ses citoyens de se battre et de défendre un pays qui, pour la cinquième année d'affilée, se trouve en tête du classement des nations les plus heureuses du monde, selon l'ONU. “Être finlandais, c'est un contrat, précise-t-il. Nous sommes numéro un quand il s'agit d'être heureux. En revanche, cela va avec l'idée que l'on est prêt à défendre ça... Pendant la Seconde Guerre mondiale, nous avons frôlé la mort, ça n'a fait que nous renforcer.”

Société survivaliste. Comme ils savent que cela risque de ne pas suffire, les Finlandais n'ont pas ménagé leurs efforts pour se préparer aux crises. Cela passe entre autres par l'implication du secteur privé du pays, qui joue un rôle clé dans la préparation et la gestion de crise. Salonius-Pasternak considère que la capacité de la Finlande à faire appel à ses plus grandes entreprises à tout moment pour répondre à une crise nationale représente un énorme avantage, car elle permet “d'exploiter l'économie de marché pour une société survivaliste”.

← Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

SOURCES : LE MONDE ; ATLAS DE L'EUROPE ; ED. AUTREMENT.

11 ← Avant que la guerre n'éclate en Europe, la préparation de la Finlande a été mise à l'épreuve par le Covid-19. S'il est généralement admis que le pays a su surmonter la pandémie sans trop de dommages, les observateurs estiment que des choses pourraient encore être améliorées. Le principal problème tient aux difficultés auxquelles s'est heurté le gouvernement pour mettre en œuvre les décisions qu'il avait prises et pour communiquer efficacement à leur propos. Il a, par exemple, été ardu de tester les passagers qui débarquaient dans les aéroports. Le gouvernement en a pris la décision, mais en fait, il a fallu impliquer vingt et un autres acteurs avant qu'elle soit appliquée.

“La volonté d'agir est cruciale. Et quand on l'associe aux effets de réseau d'un petit pays et à la préparation, le résultat est vraiment solide.”

Charly Salonius-Pasternak,
SPÉCIALISTE DE LA SÉCURITÉ À L'INSTITUT
FINLANDAIS DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Il ne fait aucun doute que les Finlandais ont les nerfs à vif depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, un autre voisin de Moscou qui n'est pas membre de l'Otan. Helsinki s'est toujours efforcé d'entretenir des relations de bon voisinage avec la Russie en raison de leur longue frontière commune, mais ces espoirs n'ont désormais plus lieu d'être. Pendant la guerre froide, la position géostratégique de la Finlande l'avait contrainte à accepter d'être neutre pour tenir l'Union soviétique à distance, mais après avoir rejoint l'UE en 1995 et s'être rapprochée de l'Otan au cours des dernières décennies, Helsinki a de plus en plus le sentiment qu'une intégration dans l'alliance militaire consoliderait son statut de pays occidental indépendant.

Toutefois, d'aucuns estiment aussi que la guerre en Ukraine démontre la sagesse de l'approche adoptée par la Finlande pendant toutes ces années. “L'idée, simple, est que notre pays mérite d'être défendu et que nous avons donc une plus grande responsabilité, que l'on soit PDG ou enseignant”, constate Salonius-Pasternak. Ce que l'Ukraine a appris aux Finlandais, poursuit-il, c'est que “la volonté d'agir a vraiment son importance. Et quand on l'associe, premièrement aux effets de réseau d'un petit pays, et deuxièmement à la préparation, le résultat est vraiment solide”.

Il y a derrière tout cela le sentiment sous-jacent que, même si l'Ukraine et le débat sur l'Otan changent fondamentalement les choses dans le pays, la seule constante est et restera que la Finlande est vouée à être un voisin de la Russie. “À en croire certains, nous aurions connu trente-deux guerres avec la Russie, d'autres parlent de quarante-deux”, déclare Lindberg, l'ancien commandant en chef des forces de la défense. Tout ce que je sais, c'est que la Russie sera toujours là, et nous, nous savons que nous serons prêts.”

—Richard Milne
Publié le 28 mars

La Russie ne se risquera pas à une invasion

VU DE SUÈDE Il est fort peu probable que Poutine attaque la Suède ou la Finlande si elles demandent à entrer dans l'Otan, estiment des spécialistes dans les pages du quotidien de Stockholm.

—Dagens Nyheter Stockholm

Pour nous, peu importe que l'Otan compte 30 ou 32 membres. Le problème, c'est que ces adhésions se traduiraient par un doublement de la frontière terrestre entre l'Otan et la Russie. Il est évident qu'il faudra renforcer les forces de défense”, écrivait Dmitri Medvedev, le 14 avril, sur sa chaîne Telegram. Ancien président de la Russie et actuel vice-président du Conseil de sécurité de cet État fédéral, Medvedev est un proche de Vladimir Poutine.

À maintes reprises, Maria Zakharova, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, a mis en garde la Finlande et la Suède contre toute tentation d'adhérer à l'Otan. “Nous les avons averties, à la fois publiquement et au niveau bilatéral. Tout le monde sait où cela nous mènerait”, déclarait-elle encore le 20 avril sur Rossiya 24, une chaîne contrôlée par le Kremlin. Si elle n'a pas précisé ce que cela signifierait concrètement, d'après les experts un renforcement militaire serait à attendre à la frontière avec la Finlande, longue de 1340 kilomètres. Dans les faits, cela pourrait se traduire, côté oriental, par une mobilisation de troupes, une augmentation du nombre de bases militaires et la création de zones interdites.

Le Kremlin dispose aussi d'une panoplie d'autres moyens de pression. Et ce n'est pas un hasard s'ils ne sont pas dévoilés. “Ils n'hésiteront pas à recourir à toutes les formes de guerre hybride. Menaces directes, exercices militaires le long de la frontière. Peut-être bien l'acheminement de migrants. Mais je ne crois pas à une attaque militaire contre la Suède ou la Finlande”, assure Abbas Galliamov, analyste politique indépendant et ancien auteur de discours pour le Kremlin.

Pavel Felgenhauer, spécialiste des questions de défense, ne croit pas non plus à une agression militaire. Pour une raison simple : la Russie n'a pas suffisamment d'hommes. “Ils ne peuvent pas faire grand-chose car l'essentiel des troupes russes est en Ukraine. Ils vont gronder et menacer, mais ils ne vont pas pénétrer en territoire suédois ni finlandais”, estime Felgenhauer, ancien chroniqueur au journal indépendant *Novaïa Gazeta*, dont la parution est désormais suspendue. Il prévoit néanmoins une multiplication des survols russes au-dessus de la mer Baltique. Les violations d'espace aérien – que les chasseurs russes pratiquent déjà depuis des années – devraient se multiplier.

Sur sa chaîne Telegram, Medvedev affirme qu'il ne “sera plus possible de discuter” d'un espace dénucléarisé autour de la Baltique si la Suède et la Finlande deviennent membres de l'Otan. Pour Felgenhauer, ces menaces n'ont toutefois pas de sens. “La Russie dispose déjà d'armes nucléaires à Kaliningrad”, fait-il observer.

Jusqu'à présent, l'élite politique de Moscou n'a pas été très active dans le débat sur l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'Otan. Alexandre Aliochine, chercheur à l'Institut Primakov à Moscou, explique néanmoins que les experts n'ont jamais cessé de s'en préoccuper. “Pendant longtemps, il a semblé plus

“Ils ne peuvent pas faire grand-chose car l'essentiel des troupes russes est en Ukraine.”

Pavel Felgenhauer,
SPÉCIALISTE DES QUESTIONS DE DÉFENSE

probable que la Suède et la Finlande ne rejoindraient pas l'Otan. Après tout, la Suède est neutre depuis deux cents ans et la Finlande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et en Russie, on est habitué à entretenir de très bonnes relations avec ces pays”, indique-t-il.

C'est la possible adhésion de la Finlande à l'organisation transatlantique qui est la plus problématique pour Moscou car elle se traduirait par un doublement de la frontière entre la Russie et les pays de l'Otan. Selon Alexandre Aliochine, “il faudra s'attendre à toutes sortes de sanctions économiques. Le risque d'incidents frontaliers sera également plus élevé en raison des tensions croissantes de part et d'autre.” Toutefois, le chercheur ne croit pas non plus à une attaque contre la Suède ou la Finlande : “Avec l'Ukraine, la guerre dure en réalité depuis huit ans. Mais avec la Finlande, nous n'avons aucun contentieux en ce qui concerne la frontière. Nous n'avons jamais eu d'incident militaire, que ce soit avec la Finlande ou la Suède. Tout fonctionne.”

D'autant que Poutine ne fait plus confiance ni à ses services de renseignement ni à ses généraux, qui lui ont menti sur le niveau de préparation de l'armée avant l'invasion de l'Ukraine, souligne Abbas Galliamov. “Il y a peu de risques qu'il les croie s'ils lui disent que la Russie a les moyens de s'en prendre à deux pays nordiques.”

—Anna-Lena Laurén
Publié le 30 avril

SOURCE



DAGENS NYHETER

Stockholm, Suède

Quotidien

dn.se

Fondé en 1864, c'est le grand quotidien libéral du matin suédois, célèbre pour ses grands débats d'actualité en page 6. Après avoir frôlé le gouffre au milieu des années 2010, le titre a su rebondir grâce à une stratégie innovante sur les réseaux sociaux. En 2019, il avait séduit 160 000 abonnés numériques, et 170 000 autres personnes avaient souscrit à une offre combinant abonnements papier et web.

La Lituanie se prépare au pire

VU D'ALLEMAGNE Situé entre la Biélorussie, alliée de Moscou, et l'enclave russe de Kaliningrad, le corridor de Suwalki est une bande de terre large de 35 kilomètres partagée par la Lituanie et la Pologne. La région européenne la plus vulnérable à une attaque russe.

— Die Welt Berlin

Si la Russie attaque, ça sera par ici”, déclare Egidijus Papeckys en contemplant une modeste route dans le sud de la Lituanie. Elle mène directement vers la frontière russe, vers l'enclave de Kaliningrad. Papeckys, en treillis camouflage et coiffé d'un béret, commande une compagnie de l'Union des tireurs de Lituanie, une organisation paramilitaire qui, en Lituanie, existe aux côtés de l'armée et de la réserve. C'est une force composée de bénévoles qui est intégrée dans la stratégie de défense nationale. Si la Lituanie est attaquée, ses 10 000 membres seront subordonnés à l'armée.

La compagnie de Papeckys est chargée de contrôler la zone proche de ce que l'on appelle le corridor de Suwalki, une portion d'une centaine de kilomètres de frontière entre l'angle formé par la Lituanie, la Pologne et la Biélorussie, et l'angle formé par la Lituanie, la Pologne et la Russie (Kaliningrad). Cette région agricole verdoyante est considérée comme le talon d'Achille de l'Otan.

C'est par le corridor de Suwalki que l'Alliance devrait transporter le matériel et le ravitaillement nécessaires à la défense des pays Baltes en cas de crise. Avec des moyens relativement limités, la Russie pourrait rapidement couper les Baltes du reste de l'Alliance.



↑ Dessin de Del Rosso, Italie.

SOURCE

DIE WELT

Berlin, Allemagne

Quotidien

welt.de

Porte-drapeau des éditions Springer, “Le Monde”, très complet dans le domaine économique, est aussi lu pour ses pages sur le tourisme et l'immobilier.

La peur de la Russie est palpable en Lituanie. Non seulement à cause de la frontière directe entre les deux pays, mais aussi “parce que la Russie a déjà tout pris par le passé”, dit Papeckys en faisant allusion à l'époque de la domination soviétique, qui avait commencé en 1940. Plus tard, la Lituanie a été le premier pays à se séparer de l'Union soviétique. En 1990, elle a déclaré son indépendance et a très tôt manifesté le désir d'entrer dans l'UE et l'Otan.

Preuve de l'importance des pays Baltes dans la stratégie de défense de l'Otan, l'Alliance ne cesse de renforcer les effectifs et les équipements déployés dans la région. Peu de temps avant l'invasion russe en Ukraine, la ministre de la Défense allemande, Christine Lambrecht (SPD), avait d'ailleurs annoncé l'envoi de 350 soldats supplémentaires en Lituanie. Jusque-là, près de 500 soldats allemands étaient déjà stationnés dans le pays. L'Allemagne joue ainsi le rôle principal au sein de la Enhanced Forward Presence, une unité de l'Otan composée de 1 000 à 1 200 soldats, qui sont relevés tous les six mois.

Il est évident que cette présence multinationale sur le flanc est de l'Alliance ne pourrait pas s'opposer à une offensive de la Russie. Quoi qu'il en soit, elle représente un élément clé de la stratégie de dissuasion occidentale. Car si les forces de Moscou passaient à l'attaque ici, elles se heurteraient aussi à des soldats américains,

allemands, français ou britanniques. Ce qui est censé faire réfléchir Moscou, du moins l'espère-t-on.

Toutefois, la Lituanie veut aussi se préparer au pire par elle-même. Le quartier général de la compagnie de volontaires est situé dans une petite rue commerçante de la ville industrielle de Marijampolé, près de Kaliningrad et de la Pologne, juste au-dessus d'un magasin de confection. Quelques membres de l'Union attendent déjà dans la salle de conférences. Il ne s'agit pas d'une organisation politique, répètent-ils. Papeckys assure : “Nous ne faisons que protéger notre patrie et nous nous estimons responsables de nos villes, de nos villages, là où nous habitons et vivons.”

Preuve de l'importance des pays Baltes dans sa stratégie de défense, l'Otan ne cesse d'y renforcer ses effectifs et les équipements déployés.

Ces derniers temps, la Lituanie a vécu une ruée sur les armes et les équipements de combat. Dans bien des boutiques, on ne trouve plus de tenues de camouflage et de lunettes de visée nocturne, ni même d'armes semi-automatiques. Depuis le mois de mars, les membres de l'Union des tireurs peuvent acheter des armes automatiques. Et ils doivent conserver chez eux leurs pistolets ou leurs fusils. En cas de guerre.

Le week-end, ils organisent des séances d'entraînement. “Certains de nos membres entrent ensuite dans l'armée – ils sont les meilleurs, car ils sont préparés”, précise Papeckys. Pendant les vacances, il y a même des programmes pour les enfants et les jeunes. Mais l'Union rejette l'idée qu'elle serait un groupe militant. En tout cas, le groupe dispose d'une organisation solide. Des membres du gouvernement lituanien en font également partie, et l'État le soutient à coups de millions de dollars. Sa mission serait inscrite dans la Constitution, les volontaires l'affirment, dans le cadre du droit à l'autodéfense de l'État.

Le docteur Rimantas Bernotas travaille dans une clinique privée. “Si nous ne nous préparons pas, la Russie viendra jusqu'ici”, dit-il. Âgé de 60 ans, c'est un homme discret, à la voix posée. Il forme les membres aux premiers secours tactiques, qui leur permettraient d'aider les blessés en cas de crise. “Tout le monde dans le pays devrait devenir membre de notre Union de tireurs”, déclare Bernotas. Il cite l'exemple d'Israël, où toute la population est concernée par la conscription. Il a rejoint l'Union en 2015, alors que la Russie avait annexé la Crimée et occupé le Donbass.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'organisation serait submergée de candidatures. Car l'État balte a toujours peur d'être le prochain sur la liste des projets d'offensive de Moscou. Et ses habitants tiennent à être prêts.

— Marco Reinke
Publié le 2 mai

Dernière minute**“LES PAYS DE L’OTAN N’ONT PAS VOULU NOUS ÉCOUTER”**

●●● Lors de la traditionnelle commémoration de la victoire contre l’Allemagne nazie en 1945, célébrée le 9 mai en Russie, Vladimir Poutine a justifié l’intervention en Ukraine par la défense de la patrie russe, relate le site pro-Kremlin **Vzgliad**. “En décembre 2021, nous avons proposé un accord sur les garanties de sécurité, la Russie a appelé l’Occident à un dialogue honnête, à la recherche de compromis raisonnables, tenant compte des intérêts de chacun. En vain! Les pays de l’Otan n’ont pas voulu nous écouter”, a-t-il déclaré.

VERS LA LOI MARTIALE EN RUSSIE?

●●● À mesure que la guerre se prolonge, Vladimir Poutine utilisera des “moyens plus drastiques”, a affirmé la directrice du renseignement national américain devant une commission du Sénat le 10 mai. Citée par le quotidien britannique **The Guardian**, Avril Haines a estimé que le président russe pourrait même recourir à “l’imposition de la loi martiale” si la Russie se trouvait en mauvaise posture. Haines a aussi estimé que les forces russes “ne seront pas en mesure de prendre le contrôle d’un pont terrestre qui s’étend jusqu’à la Transnistrie et comprend Odessa sans lancer une certaine forme de mobilisation.

DES UKRAINIENS EMMENÉS EN RUSSIE CONTRE LEUR GRÉ

●●● “Nous n’avons pas de chiffres, mais nous avons vu des signes montrant que des Ukrainiens étaient emmenés d’Ukraine en Russie”, a déclaré le 9 mai le porte-parole du ministère de la Défense américain, John Kirby, relayé par **The Daily Telegraph**. Questionné au cours d’un point presse sur les affirmations du gouvernement ukrainien selon lesquelles 1,2 million de personnes auraient été déportées en Russie et placées dans des camps, Kirby a qualifié le comportement de la Russie d’“inadmissible”, assénant qu’il n’était “pas celui d’une puissance responsable”.

→ Dessin de Del Rosso, Italie.



La Moldavie redoute l’avancée des Russes

SOURCE**IROZHLAS**

Prague, République tchèque
irozhlas.cz

Lancé en 2017, iRozhlas, le site d’information en ligne de Radio publique tchèque (Cesky Rozhlas), est devenu l’une des principales sources d’information pour de nombreux Tchèques, notamment en période de crise ou en période électorale. Cesky Rozhlas, qui fêtera son centenaire en 2023, est indépendante du pouvoir politique.

VU DE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE Dans ce pays parmi les plus pauvres d’Europe, on craint l’extension de la guerre par la voie de la Transnistrie, cette région séparatiste où des soldats russes stationnent depuis trente ans.

—iRozhlas Prague

Le matin du mardi 26 avril, les Moldaves se sont réveillés en apprenant que des explosifs avaient mis hors service deux émetteurs radio en Transnistrie. Le conseil de sécurité de la région séparatiste a ensuite annoncé qu’une unité militaire avait été la cible d’une “attaque terroriste”. La présidente moldave, Maia Sandu, a réagi en déclarant que des “factions proguerre” transnistriennes étaient à l’origine de ces incidents et que les attaques relevaient d’une volonté d’escalade des tensions. Quelques jours plus tard, le commandement de l’armée russe a officiellement déclaré son intention de prendre le contrôle de l’est et du sud de l’Ukraine. Ces activités laissent penser

que la guerre pourrait se déplacer en Moldavie, en passant donc par la région séparatiste pro-russe de Transnistrie.

“Il est très probable qu’il s’agissait d’une provocation organisée – pour la simple raison que les explosifs ont été placés de manière à ne blesser personne et à ne pas détruire les propriétés situées dans les alentours. Peut-être que l’idée qui se trouve derrière tout cela est de mobiliser la population de Transnistrie. Mais je ne peux pas imaginer que la Transnistrie commence à appeler les conscrits”, dit Jiri Kocian, un expert tchèque spécialiste de la question des régions et des minorités nationales en Europe de l’Est.

Quelque 1 500 soldats sont stationnés en Transnistrie. Ils forment les troupes de la “mission russe de maintien de la paix”, sur

LES MOTS DES AUTRES

l’actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

place depuis 1992. Leur présence s'inscrit dans le cadre de l'accord de paix signé après la guerre d'indépendance avec la Moldavie. Kocian doute toutefois de leur capacité de combat : "Il se peut que la Transnistrie soit utilisée comme une base. Mais le problème est qu'elle n'a pas d'accès à la mer, ce qui signifie qu'un scénario semblable à celui de la Crimée – avec une flotte arrivant de la mer Noire dont débarquerait un contingent – est de facto impossible sans que les Russes passent par d'autres territoires moldaves ou ukrainiens."

Pour bien comprendre la relation entre le gouvernement central de Moldavie et la région séparatiste, il faut remonter à la période de l'effondrement de l'URSS. La Transnistrie s'est séparée de la Moldavie en 1990, craignant une réunification du pays avec la Roumanie, ethniquement, linguistiquement et historiquement très proche. Après la déclaration d'indépendance, des combats ont éclaté entre les séparatistes et les troupes gouvernementales, auxquels un accord de paix a mis fin. Cependant, le gouvernement de Chisinau a perdu le contrôle du territoire aux dépens des séparatistes, et la présence des troupes russes constitue un élément stabilisateur essentiel pour ces derniers.

Courants identitaires. Sur un petit territoire [de 4 163 km²] s'étirant tout en longueur, la Transnistrie, outre son isolement politique international, est également isolée géographiquement. Elle est séparée du reste de la Moldavie par le fleuve Dniestr. "Le problème et la complexité de la situation moldave reposent sur le fait que la Transnistrie est clairement prorusse. Mais elle n'a pas vraiment d'autre option possible. Il n'est pas réaliste d'y développer un autre courant de pensée si elle entend conserver son indépendance", affirme Jiri Kocian. Les Russes tentent d'attirer la Transnistrie dans le conflit en Ukraine, y compris en prétendant que la population russophone y est opprimée.



Par ailleurs, le russe reste la principale langue de communication dans toute la Moldavie, entre les Moldaves, les Russes, les Ukrainiens et les habitants de Transnistrie ou de Gagaouzie, un territoire autonome du sud de la Moldavie où le peuple turcique gagaouze est majoritaire.

Trois grands courants identitaires composent la nation moldave. Le premier se considère comme faisant partie de la nation roumaine et soutient depuis longtemps l'idée d'une unification. Le "courant intermédiaire" rassemble ceux qui reconnaissent une affinité culturelle avec la Roumanie, mais considèrent la Moldavie comme une entité distincte. Enfin, le troisième courant est celui qui est le plus prorusse, mais pas dans

"La complexité de la situation moldave est liée au fait que la Transnistrie est clairement prorusse."

Jiri Kocian, EXPERT TCHÈQUE DES MINORITÉS NATIONALES EN EUROPE DE L'EST

une conception ethnique. Dans le pays, un tiers de la population se réclame de l'ethnicité moldave, un tiers de l'ukrainienne et un tiers de la russe. Mais faute de sondage d'opinion, personne ne sait très bien quelles sont leurs positions et leurs perceptions de la guerre actuelle.

Aux yeux de Pavel Havlicek, chercheur tchèque spécialiste de l'Europe de l'Est, il s'agit d'ailleurs là de l'un des problèmes structurels sur le long terme de la Moldavie avec, par exemple, l'émergence sur sa scène politique de partis éprouvant un penchant pour la Russie. "La déstabilisation de la région aide fondamentalement la Russie. Mais les dirigeants transnistriens, eux, préféreraient que la région fonctionne en vase clos et reste aussi éloignée que possible du conflit en Ukraine", poursuit-il. Ils redoutent que la guerre ne leur soit fatale, car il s'agit d'une entité très faible – un "musée soviétique à ciel ouvert" dont le maintien au pouvoir ne dépend que des soldats russes.

Peu après l'invasion de l'Ukraine, Maia Sandu a déclaré que son pays ne se sentait pas en sécurité. Elle et d'autres dirigeants moldaves ont veillé à ne pas attiser les tensions. Et pour cause : lors des élections de 2021, environ un tiers des Moldaves ont voté pour des partis prorusses. L'objectif de Sandu est néanmoins bien de rejoindre l'Union européenne, ce à quoi les Moldaves aspirent depuis plus de dix ans. Dans cette optique, la question de l'intégrité territoriale pourrait être problématique. Sur ce point, la Moldavie est loin du compte. "Je suis convaincu qu'à terme la Moldavie serait prête à renoncer à la Transnistrie, explique Jiri Kocian.

Les dernières discussions visant à un règlement du différend entre la Moldavie et la Transnistrie – avec des médiateurs russes, ukrainiens, de l'OSCE et des responsables occidentaux – ont eu lieu en octobre 2019 à Bratislava. Les dirigeants de la Transnistrie avaient proposé "un divorce à la tchécoslovaque". Sans succès.

—Jakub Grim
Publié le 29 avril



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Moldavie : pour l'historien russe Andreï Zoubov, "tous les signes d'une opération militaire sont là". Embourbé sur le front de l'Est, en Ukraine, Vladimir Poutine a besoin d'une victoire, estime l'historien et opposant Andreï Zoubov dans un entretien avec la chaîne bulgare **BTV**. Selon lui, "Poutine voit la Moldavie, tout comme l'Ukraine d'ailleurs, uniquement comme une ancienne république de l'URSS, inféodée à Moscou".

Le président croate opposé à l'élargissement de l'Otan à la Finlande et à la Suède. Qualifiant de "charlatanisme dangereux" la possible adhésion des pays nordiques à l'Otan, le président croate, Zoran Milanovic, a engagé un bras de fer avec les membres de l'Alliance. "Il faut la bloquer tant qu'on n'aura pas trouvé de solution à la crise en Bosnie-Herzégovine", a-t-il déclaré, rapporte le quotidien de Zagreb **Jutarnji List**.

NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ? Qu'est-ce qui nous divise ?
La France racontée par la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX Courrier international

d'un
continent
à l'autre.

france



Amériques.....	18
Asie	21
Afrique.....	22
Moyen-Orient...	26

Politique. Une union historique autour de Mélenchon

Avec la naissance de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), la gauche française se recompose derrière son aile la plus radicale. Un tournant, selon ce quotidien italien.

→ Dessin de Ramsés, Cuba.



— Il Fatto Quotidiano
(extraits) Rome

En France, tout le monde évoque un accord “historique”. La naissance de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, version moderne de l’union des gauches, qui ambitionne de remporter les élections législatives des 12 et 19 juin, marque un tournant dans la vie politique française, surtout du fait de la volonté affichée du chef de file de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon, de briguer Matignon.

La date du 3 mai amène à dresser un parallèle historique entre 2022, où même le Parti socialiste (PS) a décidé de prendre sur lui et d’embrasser le “prince” Mélenchon, et 1936, qui a vu la gauche remporter les élections avec le Front populaire de Léon Blum, dans un gouvernement qui, à l’époque, bénéficiait aussi de l’appui extérieur du PCF.

Cohabitation désirée. Si l’accord est historique, c’est surtout pour une autre raison. Pour la première fois depuis des décennies en Europe, l’union s’est matérialisée à gauche sous la bannière de La France insoumise, qui profite de la très bonne performance de Mélenchon à la présidentielle (21,95 %) et de la débâcle concomitante de ses nouveaux alliés – les écologistes franchissant péniblement la barre des 4 %, le PCF à 2 % et quelques, et les socialistes à des profondeurs historiques (1,75 %), pas très loin des trotskistes du NPA (0,77 %).

Pour paraphraser le débat italien, ce *campo largo* [“champ élargi”] parle le langage de la critique antilibérale, de l’inquiétude “souverainiste” (qui en France est un concept un peu plus complexe qu’en Italie), de la poussée écologiste et du rejet de la guerre. Le programme électoral en voie d’adoption, quelque peu édulcoré pour que cette nouvelle coalition puisse voir le jour, prévoit une revalorisation du Smic à 1400 euros

(en Italie, il n’existe pas), l’âge de départ à la retraite à 60 ans (Macron le voit à 65 ans), l’abrogation de la loi El-Khomri, “l’impératif écologique”, la défense des services publics, et même une sorte de droit de “désobéir” aux normes européennes qui feraient obstacle à ce programme.

Autant de revendications qui ne figuraient pas jusque-là dans le programme des gauches libérales européennes. Et, surtout, la campagne des législatives sera

Le programme électoral a été édulcoré pour faire naître la coalition.

marquée du sceau de Mélenchon: ce sera lui qui défiera Emmanuel Macron pour conquérir, par la voie des urnes, la charge de Premier ministre, lequel est officiellement nommé par le président de la République, et imposer à ce dernier une “cohabitation” entre l’Élysée et le gouvernement.

Reste une inconnue liée au système électoral, qui rend le pari du chef de file des Insoumis particulièrement hasardeux. Les 577 députés de l’Assemblée nationale sont élus au scrutin majoritaire à deux tours: est déclaré vainqueur celui qui obtient la majorité absolue des voix, et ce ne sont pas uniquement les deux premiers qui sont qualifiés pour le second tour, mais les partis ou les coalitions (comme la Nupes) qui ont recueilli les suffrages de 12,5 % des électeurs inscrits. Au second tour, il est donc probable de retrouver au moins trois listes: celle de la Nupes, celle que formera Macron et celle, en force, de Marine Le Pen. Les chances que personne ne décroche la majorité absolue à l’Assemblée sont élevées, mais Mélenchon compte sur la “dynamique” que ce projet de recomposition de la gauche et sa crédibilité acquise à la présidentielle peuvent impulser.

Chez les socialistes, la fracture guette. L’ancien Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis a appelé à la “rébellion” contre l’accord: “C’est la signature d’une reddition. J’appelle les socialistes à refuser cet accord sous toutes les formes possibles, que ce soit lors d’un vote des militants ou au Conseil national ou autre”, a-t-il proclamé dans un tweet.

Reste à savoir jusqu'où mènera cette fronde. Sur les 577 sièges en jeu, le PS a obtenu 70 circonscriptions assez difficiles, et des négociations auront sans doute lieu en interne sur les candidats éligibles. Mais – et, là aussi, c'est une nouveauté – la querelle interne au PS se produit cette fois sur le front réformateur, et si scission il devait y avoir (peut-être au bénéfice de la liste de rassemblement que Macron est en train de préparer), ce serait une scission à droite.

La campagne des législatives s'ouvre sur une nouveauté de taille, et il sera intéressant de tester la solidité de ce président si cher à la gauche italienne. Un sondage Ipsos réalisé pour France Télévisions et Radio France semble confirmer le peu de légitimité dont jouit le chef de l'État français: 42 % de ceux qui ont voté pour lui au second tour déclarent que leur unique motivation était de faire barrage à une possible élection de Marine Le Pen.

Si l'on ajoute à ce chiffre les 28 % d'abstention et les 6 % de votes blancs ou nuls, il est évident que le vote Macron est minoritaire dans le pays: 43 % des sondés font état de "sentiments négatifs" (contre 34 % de "sentiments positifs") à l'égard de sa réélection, et 56 % souhaitent qu'il "perde les législatives et qu'il y ait une cohabitation avec un gouvernement de l'opposition qui l'empêche de mettre en œuvre son programme". Enfin, 57 % souhaitent qu'une coalition de gauche présente "des candidats communs" aux législatives. Ce qui est justement ce qui va se produire. Un *campo largo* à la française, la voilà, la nouveauté.

— **Salvatore Cannavo**
Publié le 5 mai

* En français dans le texte.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Le Parti socialiste ébranlé par un "séisme" eurosceptique

Pour le quotidien espagnol de centre gauche **El País**, les socialistes français prennent des risques en acceptant des concessions sur l'Europe afin de rejoindre l'union des gauches.

Macron promet une "nouvelle méthode"

Pour son second mandat, le "président monarque" se veut désormais "rassembleur", analyse la presse internationale.

Dans un discours sobre de moins de dix minutes, remarquablement court pour un dirigeant volontiers prolix durant son premier mandat, M. Macron a semblé déterminé à faire preuve d'une nouvelle humilité et à rompre avec un style parfois brutal", observe le **New York Times**.

Une rupture de ton également relevée par **Le Soir**, qui estime que l'allocution d'Emmanuel Macron, samedi 7 mai, pour son investiture, témoigne d'une "volonté ferme de montrer que le second mandat ne sera pas dans la continuité du premier". Le quotidien bruxellois ajoute que ce discours, "résolument politique pour une adresse d'investiture, a laissé entrevoir le programme et les priorités du quinquennat: réformer et réparer [...], en impliquant davantage les corps intermédiaires, délaissés pendant le quinquennat précédent".

"M. Macron s'est engagé à tourner la page d'un premier mandat durant lequel il a exercé son autorité sans chercher le consensus politique, renchérit le **Wall Street Journal**. Cette approche brutale a permis à M. Macron de mettre en œuvre la refonte de l'économie française, mais lui a aussi coûté l'électorat de gauche, dont il a besoin pour décrocher la majorité aux élections législatives de juin."

Il a donc promis une "nouvelle méthode" pour son second quinquennat, s'engageant à "gouverner en concertation avec les syndicats et tous les représentants des secteurs culturels, économiques, sociaux et politiques", écrit le **New York Times**. Un "contraste" avec le style présidentiel "vertical" adopté pendant le premier mandat, "qui semblait souvent réduire le Parlement au rôle de figurant".

Une analyse partagée par **El País**. "C'est comme si [il] disait à ses compatriotes: 'La concentration de tout le pouvoir à l'Élysée, le président monarque, la verticalité, c'est fini; le temps de la délibération, du dialogue social et de l'horizontalité est arrivé.'"

Le quotidien madrilène estime que l'allocution a aussi permis au président "d'exposer l'esprit des cinq prochaines années". Et "contrairement à ce qui s'est passé avec certains de ses prédécesseurs ayant eu deux mandats, il ne veut pas que cet esprit soit l'inertie et l'inaction" mais "agir sans relâche". M. Macron a aussi "promis d'agir pour créer un système éducatif plus inclusif" et un système de santé "accessible partout", ainsi qu'une plus grande égalité des sexes et une armée plus forte", rapporte **The Guardian**.

Le Temps, qui retient un discours "intense, sous le signe de l'action, du refus de la fatalité face aux crises qui s'accumulent", relève que 450 personnes étaient invitées, "un chiffre exceptionnellement élevé pour une seconde cérémonie d'investiture". Élu, collégiens, soignants, sportifs: l'Élysée a voulu jouer la diversité et "donner des indices sur les nouvelles priorités". Mais le **New York Times** juge qu'il y avait "beaucoup d'hommes blancs en costume cravate bleu marine, l'uniforme presque universel des produits des écoles d'élite du pays". Pour le quotidien américain, "la France a encore un long chemin à parcourir dans sa quête d'une plus grande diversité politique".

— **Courrier international**



Revue de presse

Des idées pour l'Europe

●●● "L'Europe, c'est moi", titre en français **Der Spiegel** au lendemain du discours d'Emmanuel Macron à Strasbourg le 9 mai. Le magazine allemand revient sur les idées de réforme lancées par le président français au jour de la clôture de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il a parlé d'une généralisation du vote à la majorité qualifiée et de la création de différents statuts d'adhésion pour rendre l'Union européenne plus inclusive pour ses voisins. "À peine réélu, Emmanuel Macron s'empresse de présenter une nouvelle idée pour l'Europe", écrit **Der Spiegel** en expliquant que "le président français cherche une double confrontation: à l'extérieur avec Vladimir Poutine, et dans son pays avec les adversaires de l'UE".

Courrier international
CONTENU PARTENAIRE

ESCAPE TO BERN

Envie de partir en vacances en Suisse ?

Participez à notre escape game en ligne et tentez de remporter deux voyages pour deux personnes dans la Région de Berne.

RELEVEZ LE DÉFI JUSQU'AU 2 JUIN

© BLISSCHIFFFAHRT

Informations, indices et inscription dès maintenant sur evenements.courrierinternational.com/escapetobern

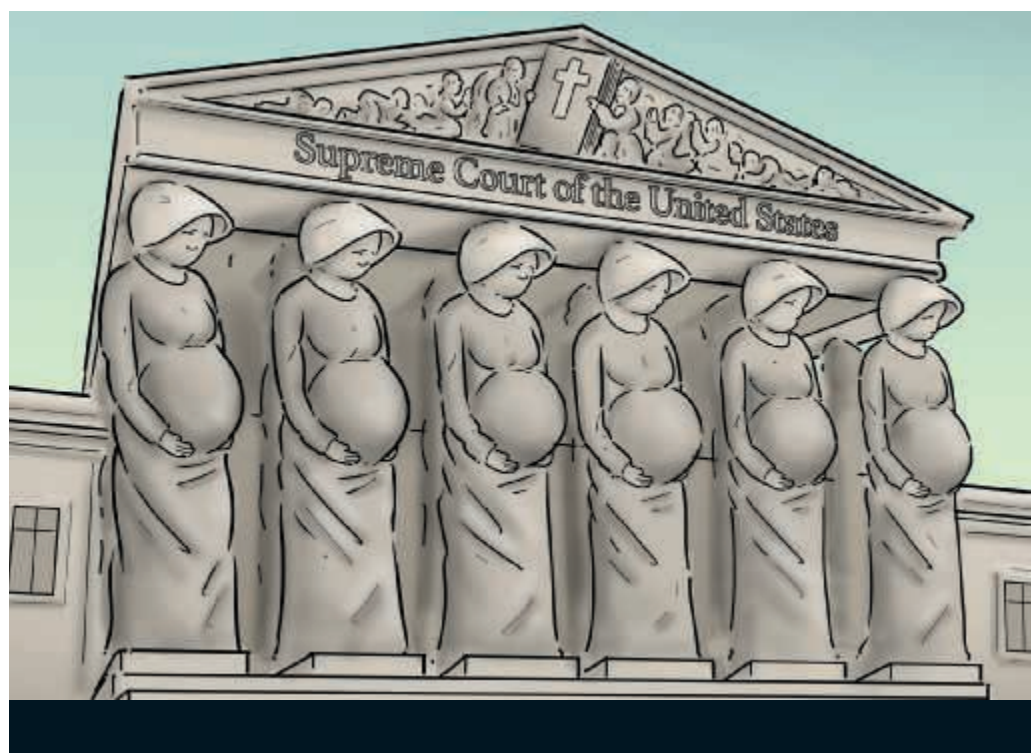
#ESCAPETOBERN



amériques

États-Unis. La société doit se mobiliser pour défendre l'avortement

Soutenu par la plupart des Américains, l'accès à l'IVG est pourtant menacé. Selon cette chroniqueuse et critique, l'importance de ce droit et la réalité qu'il recouvre ne sont pas assez visibles dans la culture populaire.



—Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

C'est reparti. Alors que la planète est en train de bouillir et que la Russie envahit l'Europe de l'Est, les machinations cyniques des conservateurs, qui ont fait du droit à l'avortement leur unique thème de campagne, vont sans doute obliger notre pays à reprendre le combat pour le droit le plus inaliénable des femmes : la liberté de disposer de leur corps. D'après un document obtenu par *Politico*, la Cour suprême est sur le point d'annuler *Roe v. Wade*, cet arrêt historique qui, depuis cinquante ans, garantit le droit des femmes à avorter légalement et sans risque dans tous les États américains.

Tous les sondages sur le sujet montrent qu'une majorité d'Américains soutiennent le droit

à l'avortement. Ce qui signifie deux choses : les conservateurs abusent du terme "majorité silencieuse"; et c'est la vraie majorité qui est depuis trop longtemps restée silencieuse. Les Américains vont devoir se mobiliser, dans les rues et dans les urnes, pour ce droit qu'une minorité tyrannique, obsédée par le contrôle, essaie de faire disparaître. Nous devrions également reconsidérer d'un œil critique les productions culturelles populaires qui, trop souvent, passent sous silence l'importance des droits reproductifs et la réalité qu'ils recouvrent.

Selon les estimations de l'Institut Guttmacher, une Américaine sur quatre aura recours à un avortement au cours de sa vie, le plus souvent lors du premier trimestre de grossesse et après avoir déjà eu au moins un enfant. La majorité a moins de 30 ans et vit au niveau

du seuil de pauvreté ou en dessous; mais de nombreuses autres sont des femmes qui travaillent après avoir fait des études, et ressemblent beaucoup aux personnages féminins qu'on peut voir sur grand écran ou à la télévision.

Pourquoi donc si peu d'histoires sur le sujet? En dehors des séries ou des films qui évoquent les grossesses surprises ou non désirées, les scénarios où l'avortement fait partie intégrante de l'histoire se comptent sur les doigts d'une main. La première fois que j'ai vu un personnage féminin dans cette situation, c'était en 2011, dans *Grey's Anatomy*. Cristina (jouée par Sandra Oh) se fait avorter

À l'écran, les femmes qui décident d'avorter sont extrêmement rares.

parce qu'elle n'a pas prévu – et aucune envie – de devenir mère.

Par la suite quelques rares séries ont évoqué l'avortement. Le personnage de *Jane the Virgin* donne naissance à un enfant après une grossesse inattendue mais, dans la saison 3, sa mère fait un tout autre choix, à peu près au même moment où Paula, de *Crazy Ex-Girlfriend*, décidait elle aussi d'avorter. Quelques années plus tard, dans *Shrill*, Annie choisit l'avortement après l'échec de la pilule du lendemain. Cette pilule est certes de plus en plus présente à l'écran, mais les exemples de femmes qui choisissent d'avorter sont bien plus rares.

Dramatisation. Plus fréquemment, l'avortement est dramatisé (et très souvent une fausse couche se produit par un heureux hasard). L'avortement de fiction intervient généralement dans un contexte historique où il est dangereux, comme dans la première saison de *La Chronique des Bridgerton*, ou le film français *L'Événement*, ou alors c'est un homme qui essaie de l'imposer à une femme, comme dans la série récente *Maid*. Ces deux situations reflètent également la réalité, mais il n'en reste pas moins qu'à l'écran, on voit toutes sortes d'histoires de femmes qui décident de garder leur bébé, tandis que celles qui décident d'avorter sont extrêmement rares.

Nous préférons humaniser les gangsters et les tueurs en série ou dépeindre les horreurs d'une dystopie plutôt que de mettre en scène la réalité que vivent tant de femmes au quotidien. Ce genre de tabou ne fait que renforcer les idées fausses et, bien trop souvent, le sentiment de honte.

Je peux comprendre que certaines personnes pensent que l'avortement est un meurtre, tout comme certains pensent que fumer un joint est le premier pas vers l'overdose d'héroïne. Mais les croyances personnelles ne sont pas une base solide pour écrire le droit. Le moment précis où un groupe de cellules devient un fœtus puis un bébé viable reste flou. *Roe v. Wade* se fonde sur le consensus scientifique autour de trois trimestres de grossesse, avec des chances croissantes de viabilité du fœtus hors de l'utérus, pour encadrer le degré d'intervention possible de la puissance publique

afin de protéger un potentiel enfant. Rédigé et approuvé par des juges nommés à la fois par des républicains et par des démocrates, cet arrêt fait jurisprudence depuis cinquante ans – une période qui a vu le taux d'IVG décliner – et reste soutenu par la plupart des Américains.

Mais pas tous, bien entendu. Richard Nixon a exploité, avec succès, sa position antiavortement pour séduire les électeurs catholiques [longtemps associés au Parti démocrate]; et les républicains ont depuis brandi la possibilité de faire annuler *Roe v. Wade* pour forger une coalition improbable de catholiques, d'évangéliques et de groupes d'extrême droite. L'avortement est devenu, non pas un sujet de santé publique ou de société, mais un vecteur de mobilisation utilisé pour faire tourner le débat politique autour

Le débat se réduit à une alternative trompeuse : être ou non favorable au meurtre de bébés.

d'une seule et même alternative trompeuse : être ou non favorable au meurtre de bébés.

C'est là que la culture aurait dû jouer un rôle – et ne l'a pas fait. En l'absence de fictions dépeignant la réalité de l'avortement pour la plupart des femmes, il était bien trop facile d'imposer cette distorsion, délibérément malfaisante, du débat sur le droit des femmes à disposer de leur corps.

La droite, avec son instrumentalisation cynique du sujet, est assurément coupable, tout comme les organisations religieuses qui continuent de réduire le corps des femmes à la sexualité et la sexualité au péché, tout comme les électeurs qui jugent que mettre fin à l'avortement légal est le premier combat à mener à notre époque.

Mais, d'un certain côté, nous sommes tous responsables. Parmi la grande majorité des Américains favorables au droit à l'avortement, beaucoup trop sont restés passifs. Oubliant d'utiliser la parole, l'écriture, les chansons, les films ou les séries, afin de montrer combien ce droit est fondamental, et pourquoi le combat pour l'obtenir en valait la peine.

—Mary McNamara
Publié le 3 mai

Vent de panique à la Maison-Blanche

Pris de court par la fuite du document de la Cour suprême, Joe Biden dispose de très peu d'options pour protéger le droit à l'avortement.

Dans les heures qui ont suivi la publication du document de travail de la Cour suprême remettant en cause l'arrêt *Roe v. Wade* de 1973, qui a reconnu l'avortement comme un droit protégé par la Constitution

américaine, le président Biden "a immédiatement réagi en promettant de lutter pour protéger l'accès à l'avortement, déclarant : "Nous serons prêts quand le jugement tombera", rapporte le **Washington Post**.

En fait, un "vent de panique" a soufflé sur la Maison-Blanche dans la journée du 3 mai, souligne le quotidien de la capitale fédérale, lorsque Biden et ses conseillers, pris de court par la fuite émanant de la Cour suprême, ont réalisé à quel point "ils disposaient de peu d'outils le jour où l'arrêt *Roe v. Wade* serait annulé".

Le gouvernement Biden a en effet peu d'options pour contrecarrer le très attendu jugement définitif de la Cour suprême, qui

pourrait tomber fin juin ou début juillet. L'une d'elles serait d'assurer le financement des frais de voyage et des frais médicaux - dans le cadre du programme d'assurance-santé Medicaid, notamment - aux femmes résidant dans les États les plus conservateurs et contraintes de se déplacer dans d'autres États pour avorter.

Autre piste : le gouvernement pourrait demander aux législateurs de voter une loi pour garantir l'accès à l'avortement, mais compte tenu de la très faible majorité démocrate au Congrès, "cette option est pour l'heure considérée comme hors de portée", note le journal.

Qui plus est, toute tentative du gouvernement fédéral pour protéger l'accès à l'IVG "fera l'objet de recours devant les tribunaux de la part des procureurs généraux républicains dans les États", de quoi, au moins, bloquer toute évolution de la situation pendant de longs mois.

"Nous serons prêts quand le jugement [de la Cour suprême] tombera."

Joe Biden,
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Le *Washington Post* souligne, en outre, que le débat actuel sur l'avortement place Joe Biden dans "une position centrale mais inconfortable de champion du droit à l'IVG".

Catholique pratiquant, le président américain a en effet d'abord été opposé à l'arrêt *Roe v. Wade*, considérant à l'époque que le jugement de la Cour suprême allait trop loin, rappelle le **New York Times**. Il a ensuite évolué sur cette question tout au long de sa carrière politique. Mais, relève le quotidien new-yorkais, "en tant que président, il n'a jamais prononcé le mot 'avortement'" avant ses déclarations à la presse et son communiqué officiel du 3 mai,

dans lequel il souligne en substance que la meilleure réponse est d'élire davantage d'hommes et de femmes politiques soutenant le droit à l'avortement.

"Si la Cour suprême annule l'arrêt *Roe v. Wade*, il incombera aux élus de notre nation, à tous les échelons, de protéger le droit des femmes à disposer de leur corps. Et il incombera aux électeurs d'élire des responsables politiques qui défendent le droit à l'avortement", souligne le locataire de la Maison-Blanche dans ce communiqué.

Joe Biden y insiste également sur l'importance des élections de mi-mandat du 8 novembre prochain : "Au niveau fédéral, nous aurons besoin, au Sénat et à la Chambre des représentants, de plus d'élus favorables au droit à l'avortement, et notamment d'une majorité à la Chambre pour adopter une loi reprenant les garanties de l'arrêt *Roe v. Wade*. Je m'emploierai à faire voter ce texte et à le promulguer."

— **Courrier international**



Revue de presse

 **MUSÉE DU QUAI BRANLY JACQUES CHIRAC**



du visible

Sur la route des chefferies du Cameroun

à l'invisible

Exposition
5 avril
— 17 juillet
2022



✍ Javier Milei,
en octobre 2021. Photo
Juan Mabromata/AFP

ARGENTINE

L'extrémiste qui chamboule la politique

L'ultralibéral Javier Milei, qui se revendique aussi comme anarchiste, met en difficulté les partis traditionnels argentins.



—Americas Quarterly
New York

Quand, à la mi-mars, Javier Milei, nouveau député libertarien argentin [il se définit comme anarcho-capitaliste], a organisé pour la troisième fois un tirage au sort permettant de remporter son indemnité parlementaire, 2 millions de personnes y ont participé. Soit presque 5 % de la population argentine.

L'heureuse gagnante, une jeune femme de 26 ans, Cecilia Agüero, originaire de la province de Buenos Aires, a déclaré qu'elle comptait utiliser les 350 000 pesos [2 900 euros] pour finir les travaux de sa maison.

Pendant un temps, il était tentant de reléguer à la marge ce nouveau venu, adepte des coups d'éclat, mais qui n'avait aucune chance de percer dans le paysage politique argentin, dominé par la coalition péroniste au pouvoir et l'opposition de centre droit.

Comment prendre au sérieux ce simple professeur d'économie et animateur de radio, fier de ne "jamais" coiffer sa chevelure rebelle. "Je préférerais me couper un bras plutôt que d'augmenter les impôts", avait-il déclaré en 2020.

Selon Milei, les éternels litiges de l'Argentine avec ses créanciers internationaux, comme le

Fonds monétaire international (FMI) et son recours constant aux contrôles des capitaux, sont très faciles à résoudre : il suffit de fermer la banque centrale et de dollariser l'économie.

Son cri de ralliement est aussi très simple : "Vive la liberté, bordel !" Après le meurtre d'un commerçant à Buenos Aires lors d'un braquage en novembre dernier, [une affaire] qui avait suscité l'émotion dans le pays, Milei n'a pas hésité à traiter le ministre de l'Intérieur de "fils de pute" sur Twitter, quand ce dernier avait affirmé : "Ce sont des choses qui arrivent."

Troisième voie. Mais les élites politiques argentines rient jaune. Milei et ses alliés ultralibéraux ont remporté 17 % des voix à Buenos Aires lors des élections de mi-mandat à l'automne dernier, privant ainsi l'opposition d'une précieuse majorité.

Son parti, La Libertad Avanza, caracole dans les sondages à 18 % [au niveau national, contre 5 % il y a un an], et Milei veut désormais se présenter à la présidence en 2023 – et à en croire certains commentateurs, il aurait une chance d'être élu.

De l'extérieur, cette percée des idées ultralibérales dans un pays longtemps associé au péronisme

et à l'interventionnisme économique peut paraître étrange.

Pourtant, la taille de l'État argentin ferait bondir n'importe quel libéral. Les dernières données de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) montrent bien la part disproportionnée du secteur public en Argentine, qui emploie 17 % des travailleurs, contre 12 % au Mexique et au Brésil. Les revenus de l'impôt constituent près de 30 % du PIB argentin, contre 21 % au Chili et 16 % au Mexique.

En outre, les gouvernements successifs de chaque côté de l'échiquier politique n'ont pas réussi à résoudre les dysfonctionnements économiques du pays. Mauricio Macri, président de 2015 à 2019, a cherché à doper la croissance poussive du pays par des réformes libérales sans pour autant réussir à stabiliser sa monnaie.

Le gouvernement d'Alberto Fernández, au pouvoir depuis 2019, n'est pas non plus parvenu à endiguer la montée de la pauvreté ni la stagnation économique et, récemment, l'aile gauche de sa coalition a menacé de le lâcher.

Pendant toute cette période, le secteur privé argentin est resté anémique : en 2020, sur 100 Argentins en âge de travailler, seulement 18 % étaient employés par le secteur privé, les autres étaient souvent au chômage, travaillaient au noir ou dans le secteur public.

On comprend mieux pourquoi de nombreux Argentins cherchent une troisième voie et se laissent séduire par les piques de Milei contre la "caste politique" – les péronistes au pouvoir et l'opposition de centre droit – noyauté par les "sociaux-démocrates" qui perpétuent des politiques étatiques sans le moindre résultat, selon lui.

Milei est venu bouleverser le clivage droite-gauche traditionnellement lié à l'âge, et a détourné une bonne partie des jeunes du péronisme et de la gauche.

Les apparitions en public souvent cabotines de Milei et ses

"Je préférerais me couper un bras plutôt que d'augmenter les impôts."

Javier Milei, lors d'une déclaration faite en 2020

Repères

Un "faucou libéral"

●●● Le 3 avril, Javier Milei a rendu officielle sa candidature à la présidentielle, élection qui se jouera le 27 octobre 2023, puis le 24 novembre en cas de second tour. Il a proposé, selon le journal **Perfil**, "une baisse de la dépense publique et des impôts", prévoyant ainsi de passer le nombre de taxes de 170 à 10, et a promis "une réforme monétaire et une réforme du marché du travail". Il a également affirmé qu'il maintiendrait les aides sociales pour les plus démunis, "car il ne s'agit pas d'une bande de fainéants mais de victimes du système, [composé de] politiques voleurs". Au sujet d'éventuelles alliances, il a déclaré : "Si les faucous veulent soutenir le projet libéral de [notre parti] La Libertad Avanza, ils sont les bienvenus." Dans un commentaire, *Perfil* écrit : "Javier Milei est une figure exotique [...], qui recrute parmi les jeunes, les chômeurs ou les salariés mal payés, et parmi une foule qui partage son credo 'les politiques sont une caste'."

petites phrases à l'emporte-pièce séduisent les milléniaux et la génération Z. À la télévision argentine en septembre, un jeune partisan de Milei expliquait, lors d'une manifestation, qu'il avait quitté le mouvement péroniste "parce qu'ils ont tous les mains sales". "Je veux du neuf et du propre", avait-il lancé.

Les précaires à l'écoute. Plus inquiétant encore pour la gauche que son soutien chez les jeunes, les plus ardents partisans de Milei ne sont pas riches. "Il a tendance à être plus populaire parmi les classes sociales les moins aisées", explique le politologue Sergio Morresi. L'électeur type est plutôt un petit commerçant ou un travailleur précaire qui ne touche pas l'aide sociale, et qui en veut à ceux qui en profitent.

Milei est sans doute, pour l'instant, le plus célèbre anarcho-libertaire d'Amérique latine. [Mais] sur le plan sociétal, il adopte souvent des positions conservatrices. Il est contre les quotas pour les minorités et l'utilisation par le gouvernement de l'écriture inclusive.

Interrogé sur les inégalités salariales entre hommes et femmes, il a lancé : "Si les femmes étaient payées moins, les entreprises se battraient pour les embaucher !"

Milei veut autoriser l'avortement uniquement si la vie de la mère est en danger.

Il est encensé par le perdant de la présidentielle chilienne, José Antonio Kast, et il a également

Sur le plan sociétal, cet anarcho-libertaire adopte souvent des positions conservatrices.

signé un document à l'initiative de Vox, le parti d'extrême droite espagnol, accusant les groupes de gauche comme le Foro de São Paulo [une centaine de partis et d'organisations de gauche diverses] de fomenter un projet liberticide pour l'Amérique latine.

"Vox n'a pas grand-chose à voir avec le libertarisme", explique Daniel Raisbeck, célèbre adepte du mouvement libertarien en Colombie. "Ça n'a pas vraiment de sens."

Quel avenir pour Milei et son parti ? Tout dépend des résultats de la coalition péroniste au pouvoir. En cas de divisions comme en 2003, avec de nombreux candidats à la présidentielle se réclamant du péronisme, Milei a de grandes chances de se retrouver au second tour.

Une chose est sûre : il a déjà transformé le discours politique argentin, un peu comme Bolsonaro au Brésil. Sur des sujets comme le nouveau féminisme ou certaines positions de gauche, Sergio Morresi constate : "Avant l'apparition de Milei, certaines choses ne se disaient pas (en public). Maintenant elles ont une tribune."

—Nick Burns
Publié le 11 avril



Japon. Des gangs plus discrets

La loi antigang, qui fête ses trente ans, a permis de réduire le nombre et les activités des yakuzas. Mais la criminalité est devenue plus opaque.



IKON IMAGES

—Asahi Shimbun
(extraits) Tokyo

Cette année marque le trentième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi antigang, adoptée le 1^{er} mars 1992. Elle définissait pour la première fois juridiquement les organisations criminelles comme "groupes antisociaux" [voir encadré ci-contre]. Si l'influence des clans mafieux continue de diminuer, le problème est encore loin d'être réglé, notamment avec l'apparition de groupes de *hangure* [littéralement "demi-truands"], dont les activités sont plus opaques.

La promulgation de la loi antigang a coïncidé avec l'éclatement de la bulle spéculative [au

début des années 1990]. À cette époque, les organisations criminelles étendaient leurs activités à la Bourse et à l'immobilier, domaines juridiquement "gris" auxquels les autorités se sont attaquées. Désormais, en vertu de la loi antigang, une organisation qui utilise son influence pour rapporter de l'argent à ses membres est enregistrée en tant que "groupe criminel désigné" par la commission de la sûreté publique de la préfecture et voit ses activités sévèrement limitées.

La loi est régulièrement révisée en fonction de l'évolution des activités mafieuses. En 2004 et 2008, des dispositions ont été ajoutées pour rendre le chef d'un gang responsable des dommages

liés aux actes de violence et aux rackets perpétrés par les membres de l'organisation. En 2012, après une succession d'affrontements entre groupes criminels et d'agressions sur des citoyens ordinaires, un système imposant des restrictions plus strictes envers les organisations a été mis en place.

Des arrêtés d'exclusion des gangs ont en outre été promulgués dans toutes les préfectures en 2011 pour contraindre les citoyens à couper leurs liens avec la pègre. Entre 1991 et fin 2021, le nombre de membres (à part entière ou associés) d'organisations criminelles est passé de plus de 90 000 à 24 100 grâce à une série de coups de file.

Semi-gangs. Toutefois, si les activités visibles se réduisent, la criminalité semble s'opacifier, certains truands adoptant des méthodes pour faire croire qu'ils ont quitté leur organisation. "Nous avons plus de cinq fois plus de membres que ce que pense la police", confie un haut responsable d'une organisation. Vers 2010, les bandes de *hangure* ont commencé à se faire remarquer. Ces groupes qui échappent aux dispositions de la loi antigang sont considérés comme des "semi-gangs" par la police, qui s'efforce d'éclaircir la nature réelle de leurs activités.

"Il ne me reste que deux mois à vivre. Je vous laisse 40 % de ma fortune, qui se monte à 6,3 millions de dollars." C'est le message qu'un sexagénaire de Tokyo a reçu d'une "femme vivant au Royaume-Uni". Après avoir viré à cette femme quelque 300 000 yens [environ 2 000 euros] pour les "frais d'ouverture du compte nécessaire au transfert", il n'a plus reçu de nouvelles. C'est ce qu'on appelle une "arnaque sentimentale internationale".

En janvier, trois personnes affiliées aux organisations Yamaguchi-Gumi et Sumiyoshi-Kai ont été arrêtées après avoir escroqué de l'argent de cette façon. Les arrestations de membres de gang impliqués dans une arnaque sentimentale sont rares, mais ce genre d'escroqueries, qui comprend également l'extorsion d'argent auprès de personnes âgées en se faisant passer pour des proches, est aujourd'hui considéré comme une importante source de revenus des gangs, ou *shinogi*, le terme employé dans le milieu.

↳ Dessin de Stuart Kinlough,
Royaume-Uni.

Selon l'Agence nationale de police, lorsqu'on examine les chiffres de la criminalité connue par catégorie, les *shinogi* "traditionnels", comme les paris illégaux, sont en baisse, tandis que les arnaques sont en hausse. La police estime que derrière un grand nombre d'escroqueries, dont le préjudice avoisine les 30 milliards de yens [219 millions d'euros] par an, se cachent des truands liés aux groupes mafieux.

Si les *shinogi* évoluent, c'est parce qu'il est devenu plus difficile pour les organisations criminelles d'utiliser leur pouvoir depuis la mise en œuvre de la loi antigang et des arrêtés préfectoraux. Qu'en disent les intéressés? "Désormais, si on sait que vous êtes lié à un gang de près ou de loin, vous êtes coincé", explique un cadre affilié au Yamaguchi-Gumi du Kansai [partie ouest de l'île de Honshu]. L'usage des cartes de visite est soumis à un contrôle plus strict depuis une dizaine d'années. Pour éviter d'être arrêtés pour extorsion ou chantage, les gangsters ont dû les passer à la déchiqueteuse. "Si la personne à qui j'ai remis ma carte de visite se plaint ensuite d'avoir été menacée ou intimidée, c'est la fin", assure notre interlocuteur.

L'extorsion d'argent en échange de protection, qui rapportait aux

"Nous avons plus de cinq fois plus de membres que ce que pense la police."

UN HAUT RESPONSABLE D'UNE ORGANISATION CRIMINELLE

gangs plus de 5 millions de yens [environ 36 000 euros] par mois dans les années 1990, ne représente plus aujourd'hui qu'un tiers de ce revenu.

Selon le journaliste Atsushi Mizoguchi, qui a enquêté sur la pègre de nombreuses années, les gangs régnaient autrefois sur les secteurs de la restauration et du BTP. La loi antigang en a fait un "mal social" et les a ostracisés, les éloignant encore davantage de la société. "Récemment, la manière d'agir des truands a changé. Autrefois, ils gagnaient de l'argent en affichant leur appartenance à un gang. Aujourd'hui, au contraire, ils agissent secrètement, en dissimulant leur statut."—

Publié le 31 mars

Contexte

●●● Au Japon, le fait d'organiser un clan dans le but de commettre des crimes n'est pas illégal, la liberté d'association étant garantie par la Constitution. Apparus à l'ère Edo (1603-1867), les yakuzas ont prospéré grâce à cette lacune juridique, qui leur permet de s'afficher publiquement, allant jusqu'à imprimer le nom de leur clan sur leur carte de visite. D'où une situation surréaliste : la police détient des informations clés comme l'adresse du clan, le nom de son chef et le nombre de ses membres, sans pouvoir le démanteler. Certains politiques et patrons d'entreprise ont parfois tiré profit de leur existence, en collaborant occasionnellement avec eux afin d'enrayer des grèves ou des manifestations antigouvernementales ; les yakuzas ont longtemps été utilisés pour leur capacité à "arranger les choses" rapidement sans l'intervention de la justice, jugée coûteuse et lente. Or, courroucées par la prospérité des yakuzas qui culminait dans les années 1980, les autorités japonaises ont émis un arrêté départemental en 2011 permettant de sanctionner les civils ayant des rapports financiers avec eux. Les yakuzas se sont retrouvés déconnectés de leurs réseaux et ostracisés. Les "*shinogis*" ("*travaux*", en jargon du milieu) classiques tels que l'extorsion d'argent en échange de protection sont ainsi devenus plus difficiles. Ce qui a poussé les yakuzas à se tourner vers de nouveaux types d'activités.



Influence. La Russie à l'assaut du pré carré français



FOCUS

Moscou profite du recul français en Afrique pour mettre en œuvre une lente montée en puissance, notamment grâce aux abondantes richesses minières.

Épicentre de cette rivalité, le Mali, où le ressentiment antifrançais est savamment entretenu par la Russie. Moscou compte aussi, officieusement du moins, sur la société paramilitaire Wagner. Mais la Russie a également multiplié les accords officiels de sécurité, qui lui assurent, en retour, le soutien diplomatique de ces États tombés dans sa sphère d'influence.

—The New York Times
(extraits) New York

La pension où El Bachir Thiam travaillait comme agent de sécurité, une petite oasis de verdure au cœur de Bamako, la capitale animée du Mali, voyait passer un grand nombre de Français. Ils étaient généralement sympathiques, et le jeune homme les appréciait.

Pourtant, il retournait à son smartphone et à des groupes WhatsApp militants qui ne se préoccupaient que d'une chose : faire en sorte que les Français – leurs entreprises, diplomates et milliers de soldats – quittent le Mali.

Depuis quelques années, la France est de plus en plus critiquée dans ses anciennes colonies africaines. On lui reproche de ne jamais avoir vraiment mis fin à ses pratiques colonialistes et paternalistes. Sur les réseaux sociaux, dans les émissions de radio, dans les conversations, lors de manifestations, l'ancienne métropole est régulièrement prise pour cible.

Au Burkina Faso, tandis qu'un coup d'État avait lieu en janvier, des tailleurs ont déchiré des drapeaux français et cousu les pièces horizontalement pour former des drapeaux russes.

En novembre, au Niger, après que des manifestants ont essayé de bloquer un convoi militaire français aux cris de "À bas la France!" les soldats ont ouvert le feu. D'après le gouvernement nigérien, ils ont tué deux personnes.

Près de la moitié des pays d'Afrique ont été des colonies ou des protectorats français. Soixante ans après que la plupart d'entre eux ont conquis leur indépendance, de jeunes gens comme El Bachir Thiam – né longtemps après le départ des colons français – participent à ce mouvement. Pour cela, ils ont recours à de nombreuses informations auxquelles les générations précédentes, souvent moins instruites, n'ont jamais eu accès, et s'en servent pour promouvoir le changement. Leurs aînés suivent cela de près.

← **Manifestation contre la présence française, à Bamako, au Mali, le 27 mai 2021.**
Photo Michele Cattani/AFP

Même si les informations qu'ils consomment et partagent relèvent parfois de l'intox – notamment les rumeurs selon lesquelles la France travaillerait avec les djihadistes ou volerait de l'or –, une bonne partie des critiques qui émanent de pays ayant des liens avec la France visent l'arrogance réelle ou supposée de l'ancienne puissance coloniale. La France a toujours été critiquée, en particulier dans les milieux urbains, plus instruits, d'Afrique de l'Ouest, mais à l'heure où tout le monde possède un téléphone portable ou connaît quelqu'un qui en a un, ces idées se diffusent rapidement.

On reproche à la France de ne jamais avoir vraiment mis fin à ses pratiques colonialistes.

Au Mali, où les soldats français, invités il y a près de dix ans par Bamako, n'ont pas réussi à endiguer l'expansion des groupes islamistes armés, la France est accusée de faire preuve d'irrespect envers les Maliens.

"Ils veulent nous humilier", a déclaré le Premier ministre Choguel Maïga lors d'un récent discours qui a viré à la théorie du complot. Grâce à ce type de rhétorique, la junte militaire qui a pris le pouvoir en 2020 garde un immense soutien populaire.

Il s'agit d'un net revirement par rapport à la situation d'il y a dix ans. En 2012, lorsque les djihadistes se sont emparés des villes du Nord, le Mali a appelé la France à la rescousse. Et quand les soldats français sont arrivés, les Maliens les ont accueillis en libérateurs.

Échec. Désormais, dans les faits, ils sont chassés du pays. On leur attribue les sanctions économiques imposées par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), ayant pour but d'obliger la junte à céder le pouvoir. Ce qui revient à accuser la France de manipuler cette organisation.

Les Français se voient reprocher leur incapacité à enrayer une insurrection qui s'est propagée au-delà des frontières du Mali, déstabilisant une partie

importante du Sahel – même si des soldats maliens ont eux aussi combattu les insurgés et sont maintenant accusés d'avoir massacré des centaines de leurs concitoyens, aidés de leurs nouveaux partenaires, les mercenaires russes. Paris est également accusé de soutenir les anciens groupes rebelles du Nord, que certains, dans le sud puissant du Mali, considèrent comme n'étant pas différents des djihadistes.

La montée de l'insécurité était l'un des thèmes sur lesquels El Bachir Thiam effectuait le plus de publications sur les réseaux sociaux, depuis la pension de famille de Bamako où il était gardien de nuit. À un moment donné, son compte Facebook a totalisé plus de 35 000 amis et abonnés.

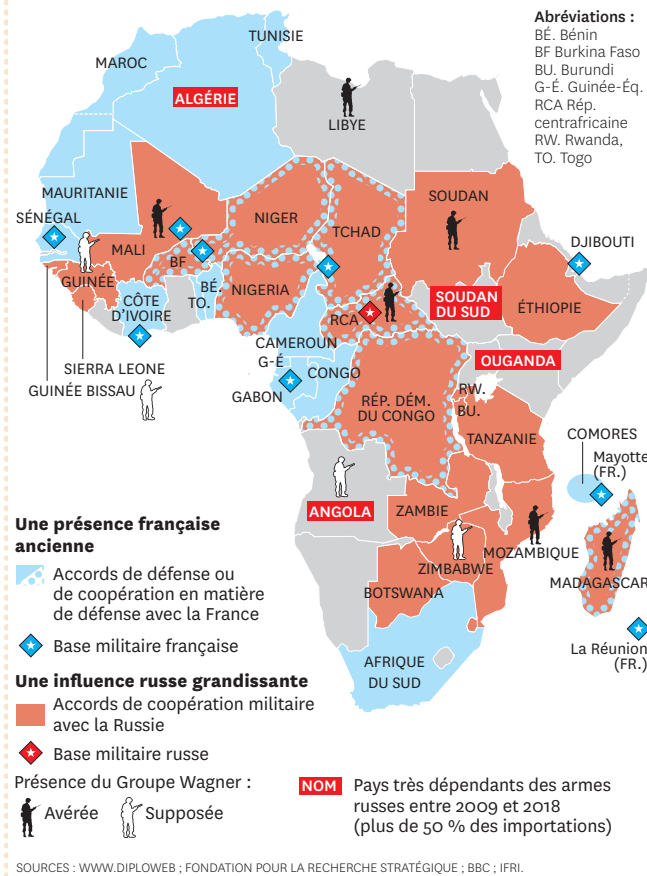
Non content d'être un guerrier en ligne, il a cofondé un mouvement militant, "On a tout compris", qui organisait des manifestations devant l'ambassade de France et prenait pour cibles des entreprises françaises comme Total. Il n'a pas tardé à se rendre compte qu'il n'arrivait plus à concilier son travail et son engagement militant. Il a alors quitté la pension de famille pour se consacrer au militantisme à plein temps.

Il n'aimait rien tant que publier des vidéos sur Facebook où on le voyait brûler un drapeau français.

Il assure que cela lui a valu d'être exclu du réseau social. (Facebook affirme que le fait de brûler des drapeaux n'est pas contraire à son règlement, mais il se peut que Thiam ait été exclu pour d'autres raisons.) Il ajoute qu'il a publié des photos de soldats français tués, accompagnées de cette légende : "D'autres terroristes". Dans le seul but de choquer. Il poursuit : "Nous savions que c'était exagéré, mais cela faisait partie de notre plan de bataille."

Désormais, les soldats français s'apprentent à quitter leurs bases, tandis que la France se recentre sur ses relations avec d'autres pays plus amicaux, comme le Niger et la Côte d'Ivoire. Ainsi, les Français organisent cette semaine une séance de formation avec l'armée ivoirienne, comme ils le font depuis des années.

France-Russie: la donne militaire



Polémique

Gossi, vraie manipulation ?

●●● Tout a commencé le 19 avril, quand les forces françaises ont remis aux autorités maliennes la base militaire de Gossi. Mais, rapporte la **BBC Afrique**, le 21 avril, l'armée française divulgue des images aériennes d'un groupe d'"individus de type caucasien" à côté d'une dizaine de corps, sur lesquels certains jetaient du sable tandis que d'autres filmaient. Côté malien, on affirme que l'état de décomposition avancée des corps exclut l'implication des forces du pays. Les militaires au pouvoir ont également dénoncé la diffusion par l'état-major français des vidéos et disent avoir constaté, "depuis le début de l'année, plus de 50 cas délibérés de violation de l'espace aérien du pays par des avions étrangers, notamment opérés par les forces françaises", rapporte le quotidien burkinabé **Le Pays**.

Longtemps après les indépendances africaines, la France a conservé un maillage de liens politiques et économiques avec ses anciennes colonies, soutenant souvent, dans les faits, des gouvernements corrompus ou des dictatures : un système connu sous le nom de Françafrique*.

Arrogance. Quand Macron est devenu président, on a pu croire dans un premier temps que les choses allaient changer. Il a promis de déclassifier les dossiers secrets liés à l'assassinat de Thomas Sankara, le président révolutionnaire du Burkina Faso, tué en 1987 lors d'un putsch dans lequel les Français sont largement soupçonnés d'être intervenus. Il a demandé pardon au Rwanda pour le rôle joué par la France dans le génocide des Tutsis.

Quand Macron est devenu président, on a pu croire que les choses allaient changer.

"Je suis d'une génération qui ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire", a-t-il déclaré devant un parterre d'étudiants à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, en 2017.

Ce n'était que de belles paroles : en janvier 2020, il convoquait cinq dirigeants africains à l'occasion d'un sommet, en partie pour protester contre la montée du sentiment antifrançais dans leur pays. Aux yeux de nombreux citoyens de ces pays d'Afrique, Macron a donné l'impression d'être d'une insupportable arrogance.

Ces derniers temps, le Mali était le premier pays à connaître les soubresauts de la région, qu'il s'agisse de coups d'État ou de la déstabilisation menée par les islamistes. Or les Maliens ont eu le sentiment que cette arrogance ne faiblissait pas. Des ministres français ont notamment condamné la junte militaire qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta [mort le 16 janvier], autrefois allié de la France.

Les relations entre les deux pays se sont rapidement dégradées. En janvier, après que le

ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a qualifié la junte d'"illégitime" et d'" incontrôlable", l'ambassadeur de France à Bamako a été invité à quitter le Mali.

De nombreux Maliens sont encore hérisés par cette épithète d'"illégitime". Certes, ils reconnaissent que la junte n'a pas été élue, mais ils sont nombreux à avoir le sentiment d'avoir été trahis par la démocratie telle que la France la conçoit et à s'estimer représentés par la junte. Mais si ces sentiments sont courants dans la capitale, certains Maliens du Nord et du centre, les régions où sévit l'insurrection, ne voient pas les choses du même œil.

Ami Walet Idrissa et Bintou Walet Abdou ont toutes les deux 22 ans. Réunies chez Ami, dans une banlieue tranquille de Bamako, entre des murs en parpaings qui chauffent au soleil, elles évoquent leurs vies à Tombouctou, une ville prise par les islamistes après le déferlement d'hommes et d'armes provoqué par le chaos libyen. → 24



↳ Un membre d'un commando centrafricain entraîné par des mercenaires du Groupe Wagner, à Bangui, le 1^{er} mai 2019. Photo Ashley Gilbertson/The New York Times

23 ← “Les Français ont beaucoup aidé le Mali”, rappelle Bintou. “Ce sont eux qui ont chassé les djihadistes”, renchérit Ami. En 2012, quand les djihadistes ont pris Tombouctou, Ami avait 13 ans. Ses parents avaient fui, mais elle était restée sur place avec ses frères et sœurs. Un jour que la jeune fille rentrait chez elle après s'être baignée dans le fleuve, des hommes

“Ce sont les Français qui ont chassé les djihadistes [de Tombouctou].”

Ami Walet Idrissa,
MALIENNE DE 22 ANS

en armes les ont arrêtés, elle et son frère. Ils leur ont dit que les garçons et les filles avaient interdiction de marcher ensemble, même s'ils étaient frères et sœurs. Et ils les ont fouettés, raconte Ami.

Les deux jeunes femmes s'inquiètent de ce qu'il se passerait si les Français partaient mais ne le disent jamais en public, même lorsque certains placent les Français au même rang que les djihadistes, comme souvent. À Bamako, leurs opinions leur attireraient des ennus.

— Ruth Maclean
Publié le 18 avril

* En français dans le texte.



Comment le Groupe Wagner tisse sa toile

Cette société paramilitaire privée permet à la Russie d'étendre son champ d'action et d'influence, à un moindre coût économique. Sur place, ce sont les populations civiles qui en font les frais.

Ils sont le visage du nouvel expansionnisme russe en Afrique. République centrafricaine, Mali, Soudan, Libye, Mozambique, les mercenaires du groupe paramilitaire Wagner ont peu à peu étendu l'influence russe sur le continent. “Ces soldats professionnels russes ont été impliqués dans des opérations militaires discrètes dans une demi-douzaine de pays africains au moins”, affirme l'agence **Associated Press** dans un article fouillé.

Wagner prétend être une société militaire privée, et le

Kremlin nie tout lien avec elle, note **Al-Jazeera**. Mais le groupe est financé par Evgueni Prigojine, un oligarque proche du président russe qui a été surnommé “le Cuisinier de Poutine”. Fin avril, Sergueï Lavrov a confirmé avec réticence que Wagner était bien présent au Mali et en Libye. Le ministre des Affaires étrangères russe s'est toutefois empressé d'ajouter que cette présence se faisait “sur une base commerciale” et n'avait rien à voir avec l'État russe, rapporte **Africa News**.

Grâce à l'outil du mercenariat, la Russie peut ainsi opérer

en secret, à moindre coût, sans contrôle démocratique et sans que l'État russe n'ait à répondre juridiquement et politiquement des actions de Wagner. En outre, contrairement aux forces étatiques, les entreprises militaires privées supposent moins de lourdeurs bureaucratiques.

L'influence et le rôle de Wagner vont bien au-delà de la fourniture de services de sécurité. Les dirigeants africains obtiennent reconnaissance et protection de la force militaire de Wagner. En contrepartie, ils accordent à la Russie un accès prioritaire au pétrole, au gaz naturel, à l'or, aux diamants et aux minerais précieux de leurs pays, analyse ainsi **Al-Jazeera**.

“C'est essentiellement [Wagner] qui dirige la République centrafricaine”, a déclaré le 15 mars le général Stephen Townsend, le commandant des forces armées américaines en Afrique (Africom), devant une commission d'enquête du Sénat américain. Pour ce qui concerne le

Mali, le chef de l'Africom a tenu des propos assez catégoriques lors d'une conférence virtuelle entre les chefs d'état-major général des armées africaines et américaines rapportés par **Sahara Reporters**: “La junte malienne [a] amené des mercenaires russes dans le pays. [...] Ils continuent de le nier en public. Mais mes informations sont assez claires sur le fait qu'ils ont fait venir Wagner.”

Pis encore, 10 millions de dollars par mois, soit 9,5 millions d'euros, sont déboursés par Bamako pour entretenir les hommes de Wagner, affirme Stephen Townsend.

Grâce à Wagner, c'est à une “guerre hybride” que se livre la Russie en Afrique. Guerre d'influence d'abord, puisque le soutien des États africains s'est avéré lors du vote de la résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine. Le 2 mars, 17 des 35 pays qui se sont abstenus – près de la moitié – étaient africains, et plusieurs autres États africains n'ont pas pris part au vote, rappelle à propos **Quartz Africa**.

Guerre d'information aussi, qui se noue particulièrement entre la France et la Russie. Le 19 avril, les forces françaises ont remis le contrôle de la base militaire de Gossi aux forces armées maliennes. Selon les vidéos réalisées par l'armée française, des hommes ont enterré plusieurs

cadavres à proximité. Une campagne sur les réseaux sociaux russes avait commencé à accuser la France d'être responsable de ce charnier. Avec le vide laissé par le départ des troupes françaises, selon des analystes cités par **The Guardian**, Wagner, toujours plus présent au Mali, risque de provoquer “une réaction violente parmi les communautés locales, ce qui aggraverait encore davantage la violence extrémiste islamiste au Mali”.



REVUE
DE PRESSE

SOURCE



THE NEW YORK TIMES
New York, États-Unis
Quotidien, 570 000 ex. (semaine)
nytimes.com
Avec 1 600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire “all the news that's fit to print” (“toute l'information digne d'être publiée”). C'est le journal de référence des États-Unis.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix
pour un monde
durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



Courrier
international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Enfin Wagner, c'est aussi une guerre réelle, avec son cortège d'exécutions de civils. La France, les États-Unis, mais également l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme ont accusé les mercenaires de Wagner d'exécutions extrajudiciaires de civils en République centrafricaine.

Human Rights Watch (HRW) a également enquêté sur le massacre de 300 civils, le 27 mars à Moura, dans le centre du Mali. Selon les témoignages recueillis, que rappelle *Al-Jazeera*, des "soldats blancs non francophones" auraient conduit ce que les auto-

Les dirigeants africains obtiennent reconnaissance et protection de la force militaire du groupe.

rités maliennes continuent de qualifier de "nettoyage systématique de toute la zone", tout en niant toute implication russe. Pourtant, HRW parle bien de "massacre délibéré".

Des documents internes à l'armée malienne consultés par *The Guardian* ont confirmé la présence de membres de Wagner – appelés "instructeurs russes" – lors de "missions mixtes" avec des soldats et des gendarmes maliens. Selon le quotidien britannique, pas moins de 456 civils maliens ont été tués dans neuf incidents impliquant les forces maliennes et le Groupe Wagner, entre janvier et la mi-avril.

— **Courrier international**



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Barkhane : le Mali coupe les ponts avec la France, pour mieux se rapprocher de la Russie? Décidée par la junte au pouvoir, la rupture des accords de défense avec Paris est le prélude à l'officialisation des relations avec la société russe Wagner, analyse le journal burkinabé **Aujourd'hui au Faso.**

Décryptage

Coopération militaire et sécuritaire

●●● En Afrique, la Russie multiplie les accords de coopération militaire. L'information avait été révélée le 1^{er} avril par l'agence de presse **United News of India**, et Madagascar avait tout fait pour éteindre la polémique. C'est un accord "ordinaire", "banal", a déclaré le ministre de la Défense malgache, le général Richard Rakotonirina, au sujet de l'accord de coopération militaire entre son pays et la Russie scellé à Moscou le 18 janvier. Même discrétion pour le Cameroun qui, le 12 avril, a signé un accord militaire avec la Russie. Selon **Actu Cameroun**, les deux pays coopéreront notamment dans "l'échange d'opinions et d'informations en matière de politique de défense et de sécurité internationale". Surtout, précise **Africanews**, Moscou "se serait engagé à fournir un soutien logistique à l'armée camerounaise, en proie aux exactions de Boko Haram". La **Fondation pour la recherche stratégique** indique qu'entre 2017 et 2019 la Russie a signé des accords de coopération militaire avec 20 pays d'Afrique subsaharienne, contre seulement sept de 2010 à 2017. Outre ces accords, Moscou semble décidé à asseoir durablement sa présence par le biais de bases militaires. "Les Américains craignent de plus en plus que la junte militaire soudanaise n'autorise la Russie à construire une base navale sur la côte stratégique de la mer Rouge", affirmait début mars le **Wall Street Journal**. Le numéro deux soudanais, Mohamed Hamdan Dagalo, de retour d'un voyage

à Moscou début mars, avait affirmé que "l'accord de construction de la base navale sur la côte de la mer Rouge était toujours à l'étude". L'implication militaire russe s'affirme alors que, dans le même temps, le pouvoir malien a dénoncé le 2 mai les accords de défense avec la France et ses partenaires européens, mettant fin au cadre juridique de l'opération Barkhane. Une rupture unilatérale, prélude à une officialisation des relations avec d'autres partenaires, analysait alors **Aujourd'hui au Faso.**

Économie

Ruée vers l'or africain

●●● La guerre en Ukraine a créé pour la Russie "un besoin urgent de liquidités et de réserves d'or", affirme **Middle East Eye**, qui consacre un article sur la façon dont le pays s'est adossé à des réserves d'or soudanais pour soutenir le rouble et contrer les sanctions imposées par l'Occident. Fin mars, selon le **Sudan Tribune**, le ministère des Affaires étrangères soudanais démentait la présence dans le pays du Groupe Wagner. Pourtant, **The Telegraph** rapportait à la même date les inquiétudes d'un lanceur d'alerte qui affirmait que "le Kremlin [était] le plus grand acteur étranger dans l'énorme secteur minier du Soudan". Selon ce dirigeant d'une des plus importantes sociétés aurifères soudanaises, la Russie ferait chaque année sortir en contrebande environ 30 tonnes d'or, acheminées par avion vers la Russie. Le Soudan, le Mali ou la Centrafrique illustrent ainsi la stratégie russe en Afrique, où les frontières entre les opérations de sécurité privées et l'extraction des ressources sont brouillées, analyse *The Telegraph*.

Courrier international

abonnez-vous pour **1 an** - 52 numéros

129 € au lieu de ~~218,80 €*~~



plus de **41 %** de réduction



L'accès illimité à l'édition abonnés du site Internet et au Réveil Courrier



EN CADEAU

Valeur **18€***

4 numéros

de *Courrier international*

Bon d'abonnement

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service abonnements - A2100
62066 Arras Cedex 9

Oui, je m'abonne pour 129 € (1 an, 52 numéros) au lieu de ~~218,80 €*~~ + **en cadeau 4 numéros** de *Courrier international*.

Mes coordonnées

RCO22BA1645

Madame Monsieur

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : | | | | | Ville :

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/2022/auto3> ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 31/07/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter.

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Turquie. Pourquoi tant de peine ?

Si le pays est si mal classé dans le dernier rapport international sur le bonheur, ce n'est pas seulement à cause des difficultés économiques des Turcs. Il existe aussi un malaise plus profond.



—Gazete Duvar (extraits) Istanbul

Arrête !” Peut-on commencer une chanson par ce mot ? Cem Karaca [célèbre musicien turc des années 1970 et 1980, un des pères du “rock anatolien”] le peut. “Raconte-moi Istanbul, comment c’était ? Raconte-moi le Bosphore !” enchaîne-t-il. C’est en Allemagne, dans les affres de l’exil, après qu’il a fui le coup d’État de 1980 en Turquie et inspiré par le poète Nazim Hikmet (1902-1963, célèbre poète communiste turc) qu’il compose cette chanson : *Toujours la tristesse*.

Il se figure les habitants d’Istanbul, il les imagine heureux et il ne veut pas gâcher ce rêve, ni le confronter à la réalité, quitte à lui préférer le mensonge : “Les gens riaient,

dans le tram, sur les bateaux et dans les bus, même si c’est un mensonge ça me plaît de l’entendre, raconte ! Toujours de la tristesse, de la tristesse, de la tristesse, je n’en peux plus.”

Dégingolade. Les gens rient-ils vraiment dans les trams ? Sont-ils heureux ? Le sommes-nous ? Il n’y a pas de véritable réponse à cette question, nous le savons. Il existe néanmoins un World Happiness Report [“Rapport mondial sur le bonheur”], publié en [mars] 2022 par l’ONU, que nous avons consulté. Pour faire court : notre société n’est pas heureuse.

Depuis cinq ans, c’est systématiquement la Finlande qui est classée en tête, talonnée par ses sombres et froids voisins scandinaves.

Cette année, nous sommes à la 112^e position. Chaque année, nous dégingolons dans ce classement. En 2018, lorsque la Finlande s’est taillé la première place pour la première fois, nous étions 74^e, puis 79^e, 93^e et enfin 104^e l’année dernière.

Mais les Nations unies sont-elles vraiment équipées pour établir un tel rapport ? Les Finlandais sont-ils si différents de nous ? Existe-t-il une formule du bonheur ? Et surtout, peut-on vraiment mesurer et comparer le bonheur ou le malheur ?

Contrairement à ce que l’on pourrait croire, cet “index du bonheur” ne se fonde pas que sur des critères objectifs et chiffrés, tels que le chômage ou l’inflation. Les enquêteurs s’intéressent davantage à la subjectivité des personnes sondées.

Nous déprimons plus vite que nous ne nous appauvrissons.

Ils demandent aux enquêtés où ils pensent se trouver sur “l’échelle du bonheur”, puis établissent un calcul en fonction des réponses non seulement de l’année en cours mais des trois années précédentes. Notre 112^e place est donc le fruit de plusieurs années de travail.

Il existe deux types de questions, celles générales sur votre vie, que vous vous posez vous-même de temps à autre, et d’autres plus spécifiques du type : “Avez-vous ri ou souri au cours de la journée d’hier ? Avez-vous fait quelque chose d’intéressant ou de nouveau dans la journée ? Vous êtes-vous senti respecté au cours de cette journée ? Avez-vous ressenti de la colère, du plaisir, du stress ou de la tristesse ?”

Les enquêteurs, une fois leur classement effectué, cherchent également à trouver les causes du bonheur ou du malheur propres à chaque pays, à travers l’étude de six catégories. Le PIB par tête, le niveau de solidarité (“Si vous êtes face à des difficultés, pouvez-vous compter sur l’aide de votre famille ou de vos amis ?”), l’espérance de vie en bonne santé, le degré de liberté et d’autonomie des individus quant à leur choix de vie, la capacité et le désir de venir en aide à autrui, le degré de corruption dans le privé ou dans le monde politique...

Comme le souligne la première phrase du roman *Anna Karénine*, écrit par Léon Tolstoï : “Tous les bonheurs se ressemblent, mais chaque infortune a sa physionomie particulière.” L’ambition de cette recherche est donc d’identifier les “physionomies particulières” du bonheur ou du malheur propres à chaque pays. Et voici ce qui ressort du rapport de 2022 nous concernant : “Nous nous plaignons en majorité de deux choses, le manque d’argent et l’ampleur de la corruption dans notre pays.”

Mais ce rapport ne s’appuie pas que sur des critères économiques, même s’il est

évident qu’ils occupent une part importante. C’est pour cela que l’on trouve le Costa Rica à la 23^e place, le Kosovo à la 39^e ou Maurice à la 52^e, bien mieux classés que la Turquie depuis dix ans alors que le niveau de vie des habitants y est inférieur.

Peur du lendemain. C’est ce constat qui est le plus triste, car il tend à nous montrer que nous n’avons pas qu’un problème d’argent. Les raisons de notre malheur sont plus opaques et profondes. Les membres de notre société ont répondu [majoritairement] non à la question “Avez-vous ri hier ?” comme à celles visant à savoir s’ils “s’étaient sentis respectés” ou s’ils “avaient fait quelque chose d’intéressant”.

Et quoi qu’en disent les résultats du rapport sur les causes de ce malheur, il n’est pas dû qu’à l’argent, car nous ne cessons collectivement de nous classer plus bas d’année en année. Nous nous appauvrissons, certes, mais nous déprimons plus vite que nous ne nous appauvrissons.

Mais alors qu’est ce qui rend les Finlandais si heureux ? Nous nous en doutons : ils ont leurs lacs, leurs îlots et leurs saunas, mais avec ce rapport, nous voyons surtout qu’ils ont la possibilité d’une vie sans peur du lendemain. Le luxe de pouvoir se dire qu’ils pourront rebondir s’ils tombent malades ou s’ils perdent leur travail. Qu’ils peuvent faire un enfant en toute tranquillité, qu’il recevra la meilleure éducation et qu’ils pourront le laisser jouer seul dans la rue car ils ont confiance les uns dans les autres.

Au cours d’une journée, le Finlandais moyen se sent respecté, il ne se fait pas houspiller ou bousculer, il a le sentiment de récolter le fruit de son travail, tente des expériences intéressantes, lit, se promène dans la nature et s’étend paresseusement pour regarder autour de lui sans penser à rien de particulier. Il vit. Oui, le Finlandais sourit, rit dans les bus et sur les bateaux. Ce n’est pas toujours de la tristesse, ce n’est pas du mensonge non plus.

Mais après tout, il est beau et agréable d’écouter des chansons tristes, mélancoliques, nostalgiques. Il nous reste toujours cela.

—Yenal Bilgici
Publié le 24 avril

SOURCE



GAZETE DUVAR

Istanbul, Turquie

gazeteduvar.com.tr

Fondé en 2016, ce site

d’information est opposé au régime du président Erdogan et à son parti, l’AKP. Sa ligne éditoriale est de sensibilité socialiste et écologique.

ISRAËL

L'État binational de facto mettra fin à la démocratie

La poursuite de l'occupation des Territoires palestiniens est une anomalie et une menace pour l'avenir de l'État hébreu en tant qu'État démocratique, estime cet editorialiste israélien.

—Yediot Aharonot *Rishon Lezion*

Dans un an, Israël célébrera ses 75 ans en tant qu'État juif indépendant et souverain. D'ici là, il nous faut souhaiter que son caractère le plus essentiel soit préservé et qu'il reste un État démocratique.

La démocratie est synonyme de santé et de vitalité, on en comprend la valeur quand elle fait défaut, quand elle est partielle ou quand elle dysfonctionne. Sans démocratie, il est difficile de respirer, de grandir, de penser, de connaître, d'aimer. Au terme de jours parfois longs et sombres, les non-démocraties tombent et les démocraties survivent. Elles survivent car elles seules sont capables de s'adapter aux changements et de se réinventer.

Israël a non seulement survécu aux soixante-quatorze années qui ont suivi son édification, mais sa démocratie a également survécu en résistant à la tentation autoritaire. Malgré les circonstances difficiles, malgré un environnement hostile et malgré les profonds désaccords idéologiques au sein de sa population.

Ou plutôt grâce à eux. Les désaccords sont la base de la démocratie. Ce sont eux qui font la grandeur et la force de la démocratie, laquelle permet de traiter les différends, de progresser et de tout simplement exister.

Une opinion répandue considère qu'il est très difficile pour les démocraties de changer de cap politique parce que tout changement de cap exige des débats, des compromis et des comptes à rendre devant le peuple. Autrement dit, les démocraties n'évolueraient que lentement, voire pas du tout.

Impasse. Par contraste, les régimes autoritaires seraient davantage capables d'introduire des changements parce que la décision finale revient à un autocrate ou à un cercle fermé qui ne sont pas embarrassés par des contre-pouvoirs ou la recherche d'équilibres. Bref, les régimes autoritaires seraient plus "maniabiles" que les régimes démocratiques.

Mais l'histoire prouve que c'est le contraire qui est vrai. À première vue, les tyrannies semblent plus solides et capables de réagir plus rapidement, alors

que ces régimes sont en fait pourris de l'intérieur et bloqués sur la seule voie qu'ils se sont initialement tracée, même lorsqu'elle mène de toute évidence à une impasse. Les tyrans s'en tiennent au schéma qu'ils ont inventé, n'écoutent que les conseils de proches leur disant ce qu'ils veulent entendre et craignent que tout écart ne porte atteinte à leur statut infaillible de guides éclairés.

Pour les tyrans, l'essentiel est de ne pas avoir l'air faibles et de ne pas donner l'impression de céder aux "influences de l'étranger". Et si le peuple ne croit pas en la sagacité inébranlable du chef, il n'a d'autre choix que de faire avec. Aux xx^e et xxi^e siècles, ce ne sont pas les exemples qui manquent de tyrannies aux objectifs ambitieux ayant finalement précipité leur peuple dans la régression et l'effondrement.

C'est tout le contraire dans les démocraties, où la pression de l'opinion publique et de l'électeur contraint les dirigeants à changer de cap lorsque la réalité l'exige. Le changement préserve les démocraties, tandis qu'avec le temps il détruit les dictatures.

Cet État unique sera une créature hybride, corrompue et monstrueuse qui n'aura aucune chance de survie à long terme.

Bien entendu, il n'existe pas de démocratie idéale et la démocratie israélienne n'a jamais été et n'est toujours pas idéale. Flirtant avec un régime autoritaire, l'État d'Israël avait initialement et pendant longtemps nié les droits démocratiques fondamentaux de ses citoyens arabes [jusqu'en 1966, les 20 % d'Arabes israéliens ont vécu sous un régime de gouvernement militaire]. Ces apories antidémocratiques ont ensuite été largement corrigées.

En ce 74^e jour de l'Indépendance, Israël est une démocratie, une économie et une société florissantes. Mais cette démocratie n'est une réalité qu'en dehors des Territoires [palestiniens] occupés depuis 1967.

En Cisjordanie prévaut un régime israélien d'occupation antidémocratique. Si, contrairement aux sombres prédictions [du philosophe et historien religieux]

Yeshayahou Leibowitz après la guerre des Six Jours [1967], le régime d'occupation n'a pas encore corrompu la démocratie israélienne, c'est précisément parce que ce dernier continue d'être perçu comme non démocratique.

Même s'il est parfois considéré comme une réponse à une contrainte sécuritaire, il reste encore une majorité de démocrates israéliens ayant du mal à trouver ce régime naturel et acceptable. C'est cela qui, jusqu'à présent et paradoxalement, a empêché qu'Israël ne dégénère en un régime autoritaire, dictatorial et policier.

Un véritable problème se posera à l'Israël démocratique quand les extrémistes seront parvenus à imposer leur vision et qu'un État unique et binational de facto sera établi entre la Méditerranée et le Jourdain. Cette vision se concrétise chaque jour un peu plus à mesure que s'éloigne la résolution du conflit israélo-palestinien sur la base de deux États indépendants. Par définition, cet État unique ne sera pas une démocratie mais une créature hybride, corrompue et monstrueuse qui n'aura aucune chance de survie à long terme.

On dit souvent que l'établissement d'un tel État binational signifiera la fin de l'État

des Juifs. C'est oublier qu'il débouchera d'abord et avant tout sur la fin de la démocratie israélienne. Or, cette démocratie est le fondement de notre indépendance nationale. Nous, Israéliens, devons mobiliser toutes nos ressources et toute notre intelligence collective pour prévenir le danger de l'État binational, avant qu'il ne soit trop tard. En ce 74^e jour de l'Indépendance, nous devons nous rappeler que, sans son système démocratique, l'État des Juifs n'aurait jamais survécu jusqu'à aujourd'hui.

—Sever Plocker
Publié le 2 mai

SOURCE



YEDIOT AHARONOT

Rishon Lezion, Israël
Quotidien
yediot.co.il

Créé en 1939, le quotidien "Les Dernières Informations", situé à droite, marie un certain sensationnalisme à un journalisme d'investigation.



à la une

MONDIALISATION LE BASCULEMENT



La pandémie et les sanctions contre la Russie après l'invasion en Ukraine ont bouleversé le commerce mondial. Depuis deux ans, les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement et les pénuries se multiplient, qui alimentent l'inflation. C'est tout le modèle de libre-échange planétaire qu'il va falloir repenser. Relocalisations, nouvelles normes et règles, rôle des États, ralentissement de la consommation : comment sortir de la logique de blocs qui se dessine dans l'économie ? Les analyses de la presse étrangère.

Au revoir la Chine, rebonjour l'Europe!

Des entreprises européennes dont l'activité a été bouleversée par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine envisagent de rapatrier leurs usines sur le continent, pour réduire leur dépendance au grand atelier chinois, analyse ce journal conservateur espagnol.

— **El Mundo** (extraits) Madrid

La pandémie, la crise de la chaîne d'approvisionnement liée à la paralysie du commerce maritime à Noël dernier et, aujourd'hui, la guerre en Ukraine: autant d'éléments qui ont accéléré le changement du modèle de production que l'Europe avait construit ces dernières décennies. La Chine, grand atelier du monde, n'est plus aussi bon marché et compétitive qu'autrefois, et des entreprises de tous les secteurs déplacent leur production vers des pays plus proches afin de réduire leur dépendance au géant asiatique.

"Ces derniers mois, il s'est produit une série d'événements qui nous ont amenés à reformuler beaucoup de choses, explique Ramón Gascón, expert de l'EAE Business School [dont les campus sont à Madrid et à Barcelone], qui a vécu plus de vingt ans en Asie. Ce modèle de main-d'œuvre bon marché que nous avons privilégié ces vingt-cinq dernières années est en bout de course. Il ne s'agit pas seulement de relocaliser, mais de changer de modèle."

La Chine est le plus grand exportateur de la planète. Pas moins de 90 % des biens que nous consommons y sont fabriqués, et dans certains cas ils sont essentiels, comme on l'a vu avec la crise des semi-conducteurs qui a affecté de nombreux secteurs, notamment celui de l'automobile. "La pandémie a été un choc, car elle a entraîné des fermetures d'usines, poursuit Ramón Gascón. Les entreprises se sont rendu compte de leur vulnérabilité. Mais il n'y a pas que le Covid. Avant, il y a eu la guerre commerciale. La dépendance à un seul marché a provoqué des goulets d'étranglement dans tous les secteurs."

La diversification accrue, la baisse des stocks et le fait que la Chine ait perdu son avantage concurrentiel accélèrent cette relocalisation. Aujourd'hui, l'Ukraine est attaquée par son grand voisin et Pékin est allié à la Russie, ce qui oblige les entreprises à réagir, "car il est désormais prouvé que la dépendance à un seul marché peut être dangereuse", explique un chef d'entreprise espagnol ayant une grande expérience des affaires en Asie.

De plus en plus de sociétés, à l'instar de Mango, Inditex [qui possède Zara], Nike ou Adidas rapatrient leur production. "Le modèle qui consistait à rechercher toujours les coûts les plus bas n'est plus d'actualité, poursuit l'entrepreneur. Le problème n'est pas tant la Russie, c'est que la Chine est devenue

un marché cher, la main-d'œuvre n'y est plus si bon marché et sa politique 'zéro Covid' n'aide pas, car si des usines ferment on peut perdre en une semaine plus que ce qu'on a économisé en faisant fabriquer là-bas." Peu à peu, on déplace la production vers des pays comme la Turquie, le Portugal, le Maroc ou l'Espagne, pour servir les marchés locaux.

Les risques de cette dépendance sont devenus évidents en novembre et en décembre, quand les ports chinois ont été paralysés. Il n'y avait pas assez de bateaux ni de conteneurs pour transporter les marchandises. Le prix du fret est monté en flèche, comme celui des matières premières (bois, aluminium, verre...). La demande était supérieure à l'offre, d'où des retards de livraison, des goulets d'étranglement et des défauts d'approvisionnement.

"LA CHINE EST DEVENUE UN MARCHÉ CHER ET SA POLITIQUE 'ZÉRO COVID' N'AIDE PAS."

Ramón Gascón, EXPERT ET PROFESSEUR À L'EAE BUSINESS SCHOOL

"Ce problème n'a pas été résolu, explique Jaume Hugas, professeur à l'Esade [une école de commerce située à Barcelone]. Les entreprises veulent avoir davantage de fournisseurs, et plus proches, non seulement pour éviter les ruptures de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi parce qu'elles "gèrent la fabrication en flux tendus, elles n'ont plus de stocks, ce qui les oblige à rapprocher la production de nos pays et contraint les fournisseurs à être situés à proximité des usines".

La mondialisation ne va pas disparaître, elle va être plus régionalisée, à en croire les spécialistes. Nous allons vers un système hybride, où la valeur ajoutée sera produite plus près du consommateur, même si la Chine restera notre principale usine.

Le textile est un bon exemple. C'est le secteur qui a le plus accéléré ce processus, du fait des changements survenus dans l'industrie de la mode et dans les habitudes de consommation. Les marques n'ont plus besoin de produire un millier de tee-shirts: elles proposent des collections capsules, qui restent en boutique deux semaines ou un mois avant d'être renouvelées. Ce qu'il faut pour cela, c'est de la souplesse et de la réactivité, ce qui est rendu possible par la proximité. → 30

← Dessin de Patrick George, Royaume-Uni.

Lexique

Les mots de la démondialisation

DÉLOCALISATION

(en anglais *offshoring*). Mouvement apparu dès le début de la mondialisation, quand les entreprises ont commencé à transférer les emplois manufacturiers des pays développés vers les économies émergentes, pour profiter des avantages compétitifs en main-d'œuvre ou en coûts de production.

RELOCALISATION

(*reshoring*). Les pays les plus touchés par les délocalisations ont "appelé à un retour des emplois à la maison", explique Le Devoir, qui n'a pas encore trouvé de traduction française pour "nearshoring", un "retour aussi près que possible" de la production.

AMILOCALISATION

(*friendshoring*) et sa variation (non traduite) *ally-shoring*. Souhaitée par Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, à la mi-avril, en même temps que l'exclusion de la Russie du G20. Il s'agit de "ramener les chaînes d'approvisionnement vers des pays partenaires (amis ou alliés) plus fiables, plus stables et aux valeurs plus proches", explique le quotidien québécois. Janet Yellen a déclaré: "À l'avenir, il sera de plus en plus difficile de séparer les questions économiques des considérations plus larges d'intérêt national, y compris la sécurité nationale."

SLOWBALISATION

Mot-valise emprunté par **The Economist** en 2019 au penseur néerlandais Adjiedj Bakas pour décrire le mouvement enclenché depuis la crise financière de 2008-2009 d'un ralentissement des échanges commerciaux et des flux de capitaux par rapport au PIB mondial. Cette "ère de la morosité" a pris la place de "l'âge d'or de la mondialisation, entre 1990 et 2010", marqué par un commerce florissant, "grâce à la baisse du coût du transport des marchandises par bateau et par avion, aux baisses des coûts des communications, des droits de douane et à la libéralisation du système financier".



SOURCE

EL MUNDO
Madrid, Espagne
Quotidien, 266 290 ex.
elmundo.es

"Le Monde", fondé en 1989, a toujours revendiqué le modèle du journalisme d'investigation à l'américaine, bien qu'il ait parfois tendance à privilégier le sensationnalisme au détriment du sérieux des informations. Sa ligne éditoriale penche du côté conservateur.

29 ← Toutes les enseignes de prêt-à-porter – Inditex [espagnole], Mango [espagnole], H&M [suédoise] – rapatrient leur production vers le continent européen, surtout en Turquie, en Espagne et au Portugal, ou encore au Maroc, même si la Chine conserve un poids énorme. “Ce qu’on sacrifie sur la production à moindre coût, on le gagne en agilité et en flexibilité”, explique-t-on chez Mango, la seule entreprise à avoir publié une liste complète de ses ateliers de confection, au nombre de 1 000, dont 400 situés dans des zones “de proximité”. La Chine reste en tête, avec 263 ateliers, même si “depuis l’année dernière, ce mouvement de rapprochement s’accélère”.

LE PROCESSUS EST IRRÉVERSIBLE. DES ENTREPRISES PROCÈDENT DÉJÀ À UNE ANALYSE COMPLÈTE DES RISQUES. MAIS CHANGER DE MODÈLE PRENDRA DU TEMPS.

Inditex fabrique la mode au plus près des marchés, et produit “en Asie les articles à moindre valeur ajoutée, les ‘commodities’ (tee-shirts, etc.)”, précise Jaume Hugas. H&M fabrique déjà en Éthiopie, et le Brésil et le Mexique aspirent à devenir de nouveaux centres de production. Il y a aussi le Vietnam, la Thaïlande ou la Birmanie, et d’autres membres de l’Association des nations d’Asie du Sud-Est (Asean). Selon Ramón Gascón, ces pays sont très prometteurs, mais le problème est l’“instabilité politique”. En Europe, la Turquie “est un marché très dynamique et, même si elle ne fait pas partie de l’Union européenne, nous avons un bon accord commercial”.

“Les entreprises ont parfaitement analysé la situation, mais il ne sera pas facile de passer d’un modèle à l’autre”, commente-t-il. Pour Jaume Hugas, ce changement “prendra beaucoup de temps, les entreprises ont des accords avec des fournisseurs et des usines, et on n’y met pas fin du jour au lendemain”.

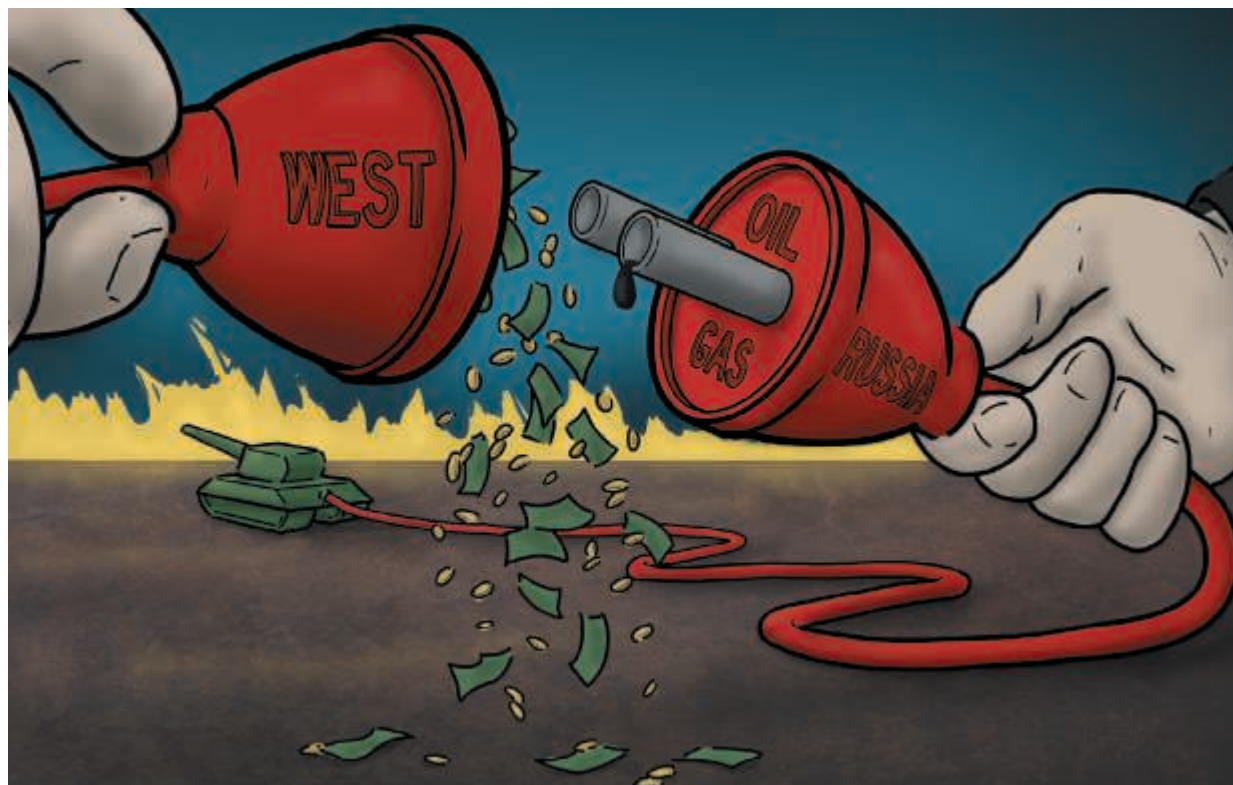
Certains secteurs auront du mal à se passer de la Chine. Les cadres et les fourches de vélo, par exemple, “sont fabriqués par trois ou quatre entreprises en Asie, et l’assemblage est fait en Europe [au Portugal]”, note Ramón Gascón. La crise des semi-conducteurs, survenue l’année dernière, est un autre exemple de la difficulté à changer de modèle.

L’Asie continue à être très importante, “parce que des familles entières de produits y sont fabriquées et qu’il est compliqué de les trouver ailleurs”, explique-t-on chez Mango.

Le processus est irréversible. Les entreprises les plus à la pointe procèdent déjà à une analyse exhaustive des risques et “passent en revue leur cascade de fournisseurs, parce que le fournisseur de votre fournisseur de proximité peut être situé en Chine, et on se retrouve avec le même problème”, fait valoir Jaume Hugas. “Nous assistons à une réorganisation géopolitique, avec un rééquilibrage des pouvoirs, et l’Europe joue là un rôle très important. Mais on ne détruit pas en un an le modèle qu’on a mis vingt ans à construire”, insiste Ramón Gascón.

—Raquel Villaécija et Dina Sánchez

Publié le 3 avril



LA FIN DU LIBRE-ÉCHANGE

Le conflit en Ukraine a tué l’espoir d’un commerce mondial équilibré et apaisé, né après la chute de l’URSS. Les sanctions contre la Russie marquent une nouvelle ère de blocs antagonistes et d’accords commerciaux entre pays amis.

—The Wall Street Journal New York

L’effort entrepris par les États-Unis pour exclure la Russie du commerce international marque une nouvelle fracture dans la vision du libre-échange tel qu’il guide la politique américaine depuis près de trente ans, augurant d’un avenir où les États et les entreprises ne commerceront plus avec n’importe qui, ami ou ennemi, et privilégieront les partenaires de même sensibilité.

Les décisions de Washington et de ses alliés européens depuis que la Russie a envahi l’Ukraine ont été rapides et drastiques, notamment l’interdiction ou la diminution des achats de pétrole, de gaz et de charbon pour faire pression sur le président russe, Vladimir Poutine.

Les Occidentaux ont aussi pris des mesures pour exclure les banques russes des réseaux financiers internationaux, tandis qu’au Congrès américain, une coalition bipartite a présenté une proposition de loi appelant Washington à faire pression pour suspendre la Russie de l’Organisation mondiale du commerce (OMC)

[Le 11 mars, les pays alliés contre la Russie ont décidé son exclusion du régime normal de réciprocité régissant le commerce mondial].

“Le commerce international tel que nous le connaissons, axé sur l’OMC et un ensemble de règles de base régissant tous les échanges, est en train de s’effondrer”, résume Jennifer Hillman, avocate spécialisée en droit du commerce qui enseigne à l’université Georgetown [à Washington].

Guerre commerciale de Trump. Le concept de mondialisation – où les nations commercent entre elles sans entraves ou presque, chacune se spécialisant dans les biens et services qu’elle maîtrise le mieux – est malmené depuis des années déjà, sous l’effet des rivalités économiques, des fermetures d’usines dans les pays riches; mais aussi de ces voix qui s’élèvent pour estimer que l’ouverture des frontières commerciales n’est pas dans l’intérêt national, en particulier en situation de crise.

Donald Trump durant sa présidence a accentué cette tendance en déclenchant, en 2018, une guerre commerciale avec la Chine. La pandémie

↑ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

de Covid-19 a encore poussé en ce sens en mettant à nu la dépendance américaine aux importations, notamment celles d'équipements de protection et de puces électroniques.

L'avenir du commerce mondial pourrait se jouer, selon Jennifer Hillman, dans la multiplication d'accords régionaux dont les signataires partageraient davantage d'intérêts communs, à l'image du pacte entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, signé en 2020.

Pour ses partisans, pourtant, la mondialisation a largement répandu ses bienfaits, ouvrant de nouveaux marchés aux entreprises et rendant une variété de biens de consommation plus accessibles aux consommateurs. Relocaliser la production ne ferait qu'ajouter à l'inflation, déjà préoccupante.

Mondialisation, paix plombée. Pour Bill Reinsch, du Center for Strategic and International Studies, un groupe de réflexion de Washington consacré aux enjeux de sécurité aux États-Unis, les technologies du transport et des communications sont telles que les entreprises ont encore tout intérêt à la mondialisation, pour proposer les produits les plus compétitifs. Les initiatives pour isoler la Russie sont "très satisfaisantes à court terme, car ce que font les Russes aujourd'hui est très grave, mais personne ne veut trop réfléchir aux conséquences à long terme d'un affaiblissement des institutions internationales", dit-il.

Quelles que soient les vertus de la mondialisation, le monde s'en détourne depuis une bonne décennie. Son apogée a eu lieu en 2008, si on la mesure à l'aune des exportations dans le produit intérieur brut mondial: leur part a culminé cette année-là à 31 %, pour passer à 26 % en 2020. Les droits de douane, autre frein au commerce international, ont été relevés par de nombreux pays, dont les États-Unis. Depuis 2010, la valeur des échanges mondiaux soumis à des droits de douane et autres barrières est passée de 126 milliards de dollars à 1500 milliards de dollars, selon l'OMC.

L'OMC a vu le jour, en 1995, dans un élan d'optimisme d'après-guerre froide, où l'on imaginait un monde fédéré par les idéaux de libre-échange et par les avancées de la démocratie mondiale: ses membres s'engagent alors à appliquer à tous les autres les mêmes règles, sans discrimination.

"En 1995, nous avions cette vision des choses très 'village mondial', rappelle Douglas Irwin, professeur d'économie à [l'université] Dartmouth College. Il n'y a pas plusieurs systèmes, il y a un seul ensemble de règles au sein de l'OMC, les chaînes de valeur sont mondiales, les chaînes d'approvisionnement sont mondiales et tout est intégré."

Mais l'usure du système est de plus en plus visible, et cela ne date pas d'hier, assure-t-il. Lancées en 2001 pour baisser les barrières douanières sur les produits agricoles et venir en aide aux populations pauvres, les négociations du cycle de Doha se sont soldées par un échec [en 2006].

Puis, après la crise financière de 2008, la guerre commerciale Chine/États-Unis et la pandémie ont incité de nombreuses entreprises

et de nombreux États à réexaminer les conséquences pour l'économie nationale de leurs dépendances commerciales.

À Lyons, dans l'Illinois, Atlas Tool Works, un fabricant d'engrenages, transmissions et autres composants mécaniques, a vu son volume d'activité s'envoler subitement quand les États-Unis se sont mis à taxer les importations chinoises. "La Russie comme la Chine sapent activement la sécurité économique américaine", analyse Zach Mottl, dont la famille détient l'entreprise depuis 1918. L'invasion de l'Ukraine vient montrer que "la mondialisation n'est pas facteur de paix", estime-t-il. Et que les États-Unis doivent s'empresse de découpler leur économie de celle de la Russie et poursuivre leur prise de distance avec la Chine.

L'initiative de parlementaires visant à exclure la Russie de l'OMC va dans ce sens, même si un vote au Congrès américain n'a aucune force contraignante. Jamais dans son histoire l'OMC n'a vu naître une volonté sérieuse de mettre dehors l'un de ses 164 membres. Les statuts de l'organisation n'ont pas même formalisé de procédure d'expulsion.

Apple, Ford et Dell ont coupé les ponts ou suspendu leurs activités en Russie, d'autres, comme les géants pétroliers BP, Shell et Exxon Mobil, retirent leurs investissements ou ferment leurs sites de production. "Les entreprises américaines ont réagi avec force et affichent leur soutien à une réaction rapide et ferme à la crise", se félicite Myron Brilliant, vice-président exécutif et responsable des affaires internationales à la chambre du commerce américaine.

LA RUSSIE EST UNE ÉCONOMIE ISOLÉE MAIS PÉKIN PRATIQUE UN INTERVENTIONNISME AGRESSIF. LES TENSIONS SINO-AMÉRICAINES NE PEUVENT QU'ENFLER.

Jamais non plus aucun signataire du Gatt, le prédécesseur de l'OMC, n'en avait été exclu – l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce avait été fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec pour objectif d'empêcher les conflits commerciaux et les guerres entre grandes puissances.

L'accession de la Russie à l'OMC en 2012 est venue parachever à certains égards des décennies d'efforts pour mettre à bas le système de blocs qui caractérisait l'économie mondiale, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique. Pendant toute une génération, les économistes ont classé l'économie entre "premier monde" (les pays riches et développés, soit les États-Unis, l'Europe, le Japon et leurs alliés) et "second monde", le bloc soviétique et ses alliés communistes en Europe de l'Est et en Chine. Le "tiers-monde", qui renvoyait d'abord aux pays non alignés, en viendra plus tard à désigner de façon péjorative les pays pauvres.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Depuis plus de vingt ans, *Courrier international* a plusieurs fois consacré sa une à la mondialisation, sa contestation et ses travers. Ainsi, dès 1999, avec le sommet de l'OMC, à Seattle, qui devient, pendant quatre jours, un "Woodstock de l'antimondialisation".



473. 23 novembre 1999.



561. 1^{er} août 2001.



779. 4 octobre 2005.



1332. 11 mai 2016.

Après la chute de l'Union soviétique, en 1991, ses anciens satellites se sont empressés de rejoindre l'OMC: l'Estonie, la Lettonie et le Kirghizistan en 1999, la Géorgie en 2000, la Lituanie et la Moldavie en 2001, l'Arménie en 2003. Les trois États baltes entraient aussi, en 2004, dans l'Union européenne.

La Russie elle-même n'a pas résisté longtemps, et en 2006 George W. Bush et Vladimir Poutine se rencontraient à Hanoï, au Vietnam (un pays communiste qui allait rejoindre l'OMC l'année suivante), pour signer l'accord bilatéral ouvrant la voie à l'accession de Moscou à l'organisation commerciale.

"C'est un bon accord pour les États-Unis et un accord tout aussi important pour la Russie", avait alors déclaré le président Bush. "Et c'est un bon accord pour tous les acteurs du commerce mondial."

Si les relations avec la Russie aujourd'hui se gâtent, Derek Scissors, chercheur à l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion conservateur, estime que faire entrer la Chine à l'OMC [fin 2001] a été une bien plus grave erreur: la Russie est une économie relativement petite et isolée – un dixième de celle de la Chine –, et Pékin pratique un interventionnisme aux antipodes du système américain. Si bien que les tensions entre les États-Unis et la Chine sont vouées à s'exacerber, prédit le chercheur.

Restrictions d'informations. Aujourd'hui, le monde pourrait revenir à une séparation plus nette entre blocs commerciaux. Les États-Unis vont certes cesser leurs achats de pétrole russe, mais d'autres continueront. La guerre commerciale entre Washington et Pékin n'a pas détourné la Chine de son programme "Made in China 2025" [lancé en 2015], avec notamment la mise au point de hautes technologies capables de rivaliser avec l'Occident.

Si les législateurs américains planchent encore sur les détails, certaines mesures recueillent déjà un large soutien, tous partis confondus. C'est le cas du plan d'investissement de 52 milliards de dollars destiné à relancer la production nationale de semi-conducteurs – un type de politique industrielle qui, il y a dix ans, aurait été inimaginable.

Cependant, la fracture est telle qu'elle a peu de chances d'être comblée. Sous l'effet d'un phénomène qui a déjà le nom de "Splinternet" [mot-valise avec l'anglais "to split", "se scinder", et Internet], Internet lui-même se fragmente, la Russie imitant la Chine dans sa volonté de couper les ponts numériques avec l'Occident pour restreindre l'accès à l'information.

Le temps de la belle entente commerciale et du libre-échange sans cesse plus libre, y compris avec des adversaires, apparaît de plus en plus comme une aberration.

"Ce fut une période exceptionnelle, naïve, et à peine y avons-nous goûté que déjà nous n'en voulions plus, résume Derek Scissors. En ce temps-là, à partir de 1993, nous avons cru pouvoir avoir un système commercial mondial. De mon point de vue, ce n'était rien de plus qu'une toquade."

— Josh Zumbrun
Publié le 10 mars

Le repli sur soi n'est pas la solution

Les démocraties doivent-elles entretenir des relations économiques normales avec les régimes autocratiques? La question embarrasse ce magazine, foncièrement libéral.

—The Economist (extraits) Londres

C'est la troisième fois en dix ans que la mondialisation est ébranlée, cette fois-ci par l'invasion de l'Ukraine. Il y a d'abord eu les guerres commerciales de Donald Trump, pendant son mandat à la Maison-Blanche. Puis une pandémie qui a quasiment interrompu la circulation transfrontalière des capitaux, des biens et des personnes. Et, aujourd'hui, un conflit armé dans le grenier à blé de l'Europe, le siège des ports de la mer Noire, et les sanctions contre la Russie qui provoquent un choc de l'offre dont l'onde se propage dans toute l'économie mondiale.

Le cours du blé a grimpé de 40 %, les Européens risquent la pénurie de gaz en fin d'année et le nickel, utilisé dans les batteries dont celles des voitures électriques, traverse également une crise. Partout dans le monde, nombre d'entreprises et de consommateurs subissent des chaînes d'approvisionnement qui se révèlent – une fois de plus – trop fragiles.

Au-delà de ce chaos, le bellicisme de Vladimir Poutine soulève aussi, sur la mondialisation, une question embarrassante pour les tenants

du libre-échange tels que *The Economist* : est-il prudent pour les sociétés ouvertes d'entretenir des relations économiques normales avec les sociétés autocratiques – comme la Russie et la Chine – qui ne respectent pas les droits humains, menacent la sécurité et deviennent plus dangereuses à mesure qu'elles s'enrichissent?

En théorie, les démocraties doivent optimiser les échanges commerciaux sans compromettre la sécurité nationale. En pratique, c'est plus délicat. La guerre menée par la Russie montre qu'une réorganisation ultraprécise des chaînes logistiques est nécessaire pour empêcher les autocraties d'intimider les pays libéraux.

Dépendance et sécurité. Pour l'essentiel des dernières décennies, les règles du commerce avec l'ennemi étaient claires. Pendant la guerre froide, l'Occident et le bloc soviétique s'achetaient et se vendaient de l'énergie et des céréales, mais leurs liens restaient limités. Après la chute du mur de Berlin, tout le monde a supposé que le libre-échange et la liberté conquerraient ensemble le monde, en se renforçant mutuellement.

Pendant un temps, c'est effectivement ce qui s'est passé. Dans les années 1990, le nombre de

pays démocratiques a augmenté, parallèlement à la chute des tarifs douaniers et à la hausse du trafic maritime. Les Russes ont découvert le Big Mac et les élections en l'espace de dix-huit mois. En 2000, Bill Clinton a souhaité à la Chine la bienvenue dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et déclaré que cette adhésion aurait dans ce pays "un profond impact sur les droits humains et la liberté politique".

Mais depuis la fin des années 2000, la liberté a reculé, et moins de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui en démocratie. Les autocraties représentent 31 % du PIB mondial, 14 % sans la Chine. Contrairement à l'URSS, ces autocraties sont étroitement liées, sur le plan économique, aux sociétés libérales. Un tiers des marchandises importées par les démocraties vient de ces régimes autoritaires, et un tiers

AUJOURD'HUI, MOINS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION MONDIALE VIT EN DÉMOCRATIE, ET LES AUTOCRATIES CONCENTRENT 31% DU PIB MONDIAL.

des investissements multinationaux dans les autocraties vient des démocraties. Les sociétés ouvertes commercent à hauteur de 15 milliards de dollars par jour avec les sociétés fermées, achetant des ordinateurs assemblés en Chine, du pétrole saoudien, en vendant des [articles de luxe] Bulgari et des Boeing.

L'invasion russe a révélé à l'Occident les périls du commerce avec des adversaires. Il y a d'abord la question morale. Tous ces contrats portant sur le pétrole de l'Oural et le blé de la mer Noire ont financé la politique de répression de Poutine et l'augmentation de ses dépenses militaires.

Puis il y a la question de la sécurité, dans la mesure où l'Europe est accro au gaz russe et où de nombreux secteurs dépendent, par exemple, des engrais et des métaux. Cette dépendance risque de renforcer les autocraties, d'affaiblir la détermination des démocraties et de les exposer aux représailles en temps de guerre. Aucun pays n'incarne mieux ce pacte avec le diable que l'Allemagne.

Cette tension entre la logique du libre-échange et le soutien au libéralisme politique élargira les fractures. Depuis des années déjà, le monde vit ce que *The Economist* a naguère appelé la "slowbalisation", un ralentissement des flux commerciaux et financiers par rapport au PIB.

Des régimes totalitaires chercheront peut-être à se dissocier davantage de l'Occident. La Chine voit l'effondrement de la forteresse économique russe, face aux sanctions occidentales, comme une expérience ratée dont il faut tirer les leçons avant d'envisager de faire la guerre à Taïwan. L'Arabie Saoudite se rapproche de la Chine. Les autocraties n'ont pas assez de points communs pour former un bloc économique soudé, mais elles veulent toutes s'affranchir de l'influence occidentale, aussi bien pour les nouvelles technologies que pour les réserves monétaires.

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
1 583 955 ex.
economist.com

Fondé en 1843 par un chapelier écossais, *The Economist* est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libérale, cette institution de la presse britannique défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.



En Occident, la tentation est de privilégier les échanges avec les seuls alliés militaires, voire de défendre l'autosuffisance. Ce serait une erreur. Et ce serait extrêmement coûteux. Des investissements à hauteur d'environ 3 000 milliards de dollars passeraient par pertes et profits, remplacés par une production moins rentable qui renforcerait l'inflation et dégraderait le niveau de vie.

Option diversification. Ce serait également discutable sur le plan moral : la mondialisation a permis à plus d'un milliard de personnes de sortir de la pauvreté, et les liens en matière de commerce et d'information avec les classes moyennes dans les pays autocratiques jouent en faveur du libéralisme. L'autosuffisance ne renforcerait même pas la sécurité des démocraties. Les chaînes logistiques sont consolidées par la diversification, et non par la concentration.

Comment, alors, reconfigurer la mondialisation ? En temps de guerre, la rupture des relations économiques a du sens. En temps de paix, l'objectif doit être de ne limiter les exportations vers les régimes illibéraux que pour les technologies les plus sensibles. Quand les autocraties sont en mesure d'intimider, comme la Russie avec le gaz, le but ne doit pas être l'autosuffisance, mais plutôt d'obtenir des entreprises qu'elles diversifient leurs fournisseurs, ce qui poussera à investir dans de nouvelles sources d'approvisionnement, que ce soit l'énergie ou l'électronique.

Vladimir Poutine a donné une leçon cinglante aux démocraties : dans ces domaines, elles doivent changer de posture. La guerre est une tragédie mais aussi un moment de clarification. La vision des années 1990 selon laquelle le libre-échange et la liberté iraient de pair s'est fracassée. Les gouvernements libéraux doivent trouver une nouvelle voie, qui associe ouverture et sécurité et empêche que le rêve de la mondialisation tourne au vinaigre. —

Publié le 19 mars

✎ *Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.*

Le supplice chinois de l'Allemagne

●●● Les entreprises allemandes sont "dangereusement dépendantes" de la Chine, relève la **Süddeutsche Zeitung**. Les constructeurs automobiles comme Volkswagen, Daimler et BMW "réalisent 30 %, 40 % et plus de leur chiffre d'affaires en Chine". Des chefs d'entreprise comme Rupert Stadler, l'ancien patron d'Audi, en ont "toujours parlé comme de leur deuxième marché national". Mais "la guerre contre l'Ukraine a jeté un froid dans les conseils d'administration". Les problèmes du moment ne sont que le "prélude d'un drame bien plus grave". Le conflit en Ukraine "montre à quel point les choses peuvent aller vite", depuis la rupture des chaînes d'approvisionnement jusqu'aux échanges commerciaux interrompus, aux usines fermées et à une stratégie énergétique "pulvérisée". Même si les entreprises "ont du mal à l'admettre", la Chine pourrait ne plus "peser des milliards dans les comptes des grands groupes allemands dans les années à venir". Car l'Allemagne "ne peut et ne doit pas" dépendre d'un seul pays pour "un tiers de sa production". Ses élites économiques doivent au plus vite sortir du dilemme entre "politique et affaires".

LES ÉTATS DOIVENT REPRENDRE LE CONTRÔLE DE LEUR ÉCONOMIE

Le modèle actuel de mondialisation, à bout de souffle, doit être repensé au profit des citoyens et de la planète, estime ce chroniqueur du Guardian.

—The Guardian (extraits) Londres

La guerre risque d'accélérer la fragmentation mondiale en plusieurs blocs économiques antagonistes, a mis en garde le Fonds monétaire international (FMI), le 19 avril. Le FMI craint un retour aux années 1930. Il redoute que la tendance actuelle à la démondialisation n'entraîne l'ajout de barrières commerciales, l'adoption de normes technologiques nationales et l'émergence de monnaies de réserve concurrentes, susceptibles de menacer la suprématie du dollar. Une catastrophe, à l'écouter.

Mais... pas si vite. Le renforcement de la coopération internationale est un atout, ça ne fait aucun doute. Certains problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales, comme l'a déclaré à juste titre la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, lors d'une conférence de presse le 20 avril.

Malgré tout, peu d'éléments prouvent que le modèle actuel de mondialisation permet de résoudre ces problèmes. Le FMI le souligne lui-même dans la dernière édition de ses Perspectives de l'économie mondiale : le processus d'allègement de la dette est inadapté. Si la mondialisation fonctionnait correctement, la distribution des vaccins contre le Covid-19 aurait été plus équitable, au lieu d'aboutir à un apartheid vaccinal. Des mesures plus efficaces seraient prises pour s'attaquer au plus grand de nos problèmes collectifs : la crise climatique.

L'erreur vient de l'amalgame entre multilatéralisme et mondialisation, au lieu de voir cette dernière comme une variante du capitalisme international qui a émergé depuis les années 1990, avec l'effondrement du communisme.

La Chine, grande gagnante de ces trente dernières années, a enregistré une forte baisse de son taux de pauvreté, mais elle y est parvenue par un strict contrôle de sa politique économique et des mouvements de capitaux. Craignant le traitement de choc administré à la Russie au début des années 1990, Pékin a libéralisé son économie à sa manière et à son rythme. L'Inde a fait le choix d'une libéralisation prudente.

La rhétorique de la mondialisation repose sur la fluidité et l'efficacité des chaînes logistiques. La division internationale du travail et l'absence de contrôle des capitaux déplacent la production là où la main-d'œuvre coûte le moins cher, permettant ainsi de maintenir des prix bas dans les magasins.

Pourtant, force est de constater que les chaînes logistiques longues et complexes ne sont pas une protection infaillible contre l'inflation. Au contraire, quand les chaînes mondiales de production se grippent – en raison d'un pic de la demande après une pandémie ou à cause d'une guerre –, des pressions s'exercent sur le coût de la vie. Ces deux dernières années, les gouvernements ont bien vu les avantages de l'autosuffisance, que ce soit pour la nourriture, le carburant, les équipements de protection individuelle ou les traitements contre le Covid-19.

Accaparement. De plus, malgré le battage médiatique, pour la majorité des populations – au Royaume-Uni et dans les autres pays développés –, la mondialisation n'a pas abouti à une croissance plus rapide de l'économie ou du niveau de vie. Pour les riches, bien sûr, c'est une autre histoire : ils ont accaparé les bénéfices de la croissance mondiale et les ont mis de côté dans des paradis fiscaux ou – pour ce qui est des oligarques russes – sur le marché immobilier londonien.

À la fin des années 1990, dans un livre coécrit avec mon collègue Dan Atkinson, nous avertissons qu'il fallait s'attendre un jour ou l'autre à un retour de bâton, conséquence de l'insécurité créée par le capitalisme effréné issu de la guerre froide. À l'époque, la mondialisation était très tendance – chez les responsables politiques de gauche comme de droite –, et notre livre n'a pas exactement été un best-seller.

Aujourd'hui, l'état d'esprit a quelque peu changé. Au Royaume-Uni, les travaillistes et les conservateurs ont rivalisé d'interventions pour condamner P & O Ferries et sa décision de licencier les marins britanniques pour les remplacer par des équipages étrangers moins coûteux. → 34



IKON IMAGES

33 ← Les tribunaux ont reconnu que les travailleurs de l'économie "à la tâche" avaient besoin d'être mieux protégés contre le marché "flexible" du travail. On se demande s'il est sage de dépendre de sources d'énergie étrangères et de laisser la Chine mettre la main sur des secteurs stratégiques. Revendiquer une réindustrialisation ne semble plus ridiculement désuet.

Pression des électeurs. Soyons clairs : le glissement vers la démondialisation n'équivaut pas à un repli dans une autarcie de type nord-coréen. Ce n'est pas non plus la mort de la mondialisation, car les pays coopéreront toujours lorsqu'ils y trouvent un intérêt. On reconnaît toutefois que les États maîtrisaient mieux leur destinée économique avant la mondialisation et qu'ils étaient moins exposés aux crises financières. Transporter des marchandises d'un bout à l'autre de la planète est coûteux quand les prix de l'énergie sont élevés, et, de surcroît, incompatible avec la préservation de l'environnement. La relocalisation de la production a commencé bien avant que Vladimir Poutine ne déploie son armée en Ukraine.

La principale cause de ce réexamen est néanmoins politique. L'ère de l'insécurité a commencé, et elle a déclenché une réaction prévisible des électeurs, mécontents de la hausse du coût de la vie, la baisse du niveau de vie et l'accroissement des inégalités.

Le modèle actuel de mondialisation résulte de choix politiques délibérés, et l'avenir sera également dicté par des choix politiques délibérés. Si c'est ce qui permet aux gouvernements de reprendre le contrôle de leur économie et de mieux protéger leur population, alors allons-y !

—Larry Elliott
Publié le 21 avril

↑ Dessin de Valero Doval, Espagne.

3 questions à...

STEFANO MONTEFIORI, correspondant à Paris du journal centriste italien *Corriere della Sera*, constate que les questions de politique industrielle ont dépassé les clivages politiques lors de la dernière campagne présidentielle, et sont un sujet d'inquiétude en France.

Relocaliser, sujet brûlant en France

1. Le thème de la réindustrialisation et des relocalisations a été très présent pendant la campagne présidentielle et sera aussi au cœur des législatives. La France se trouve-t-elle à un tournant politique sur ces sujets ?

Oui, le clivage entre européistes et nationalistes est moins net qu'en 2017. J'ai le souvenir que lors de la précédente campagne présidentielle il y avait une lutte entre les souverainistes et les "mondialisés", comme disait Marine Le Pen. Cette année, j'ai l'impression qu'Emmanuel Macron s'est concentré davantage sur les sujets de pouvoir d'achat, de politique intérieure, et un peu moins sur les questions globales. Il a tenté, après être allé à Moscou et s'être montré très actif

par rapport à la guerre en Ukraine, de se poser en candidat attentif, plus proche des territoires. C'est un sujet qui a préoccupé l'électorat en tout cas, c'est sûr. Et ça continuera de l'être dans les prochaines années. Les candidats l'ont pris en compte. Est-ce un mouvement de fond, vraiment ? C'est difficile à dire pour le moment. Mais on se souvient que, pendant la crise du Covid-19, Emmanuel Macron avait parlé de relocaliser, notamment dans des secteurs stratégiques, comme la santé.

2. L'union de la gauche (lire p. 16-17) s'est faite autour d'un programme qui met l'accent sur la souveraineté. Est-ce cette ligne qui l'a définitivement emporté à gauche ?

C'est une question brûlante. L'effort de bâtir une gauche unie est tout à fait raisonnable, mais ça s'est fait sur des acrobaties lexicales. Par exemple sur le fait de "désobéir" aux traités européens du côté de La France insoumise, ou bien d'y "déroger" selon le Parti socialiste. C'est la faiblesse de cette union, cela peut fonctionner pour des questions intérieures, mais elle aura du mal à tenir sur les questions de fond et de politique internationale comme celle-ci. Après, on est effectivement allés sans doute trop loin dans les délocalisations. Une certaine relocalisation est souhaitable, même si c'est difficile de raisonner dans une sorte d'autarcie européenne.

3. Des débats autour de la mondialisation existent-ils aussi en Italie ?

C'est assez similaire en Italie. Mais disons que nous avons une particularité, à savoir que l'on a déjà fait l'expérience récemment d'un gouvernement de rupture. En France, on parle de l'arrivée au pouvoir de forces antisystème et ça n'arrive jamais, nous, c'est arrivé. Le premier gouvernement de Giuseppe Conte avait une majorité Ligue (extrême droite) et Mouvement 5 étoiles (M5S), des forces complètement antisystème. À cette époque, il était moins question de relocaliser, de relancer la production et l'industrie que d'atténuer les effets négatifs de la mondialisation, avec un revenu de citoyenneté [fixé à 500 euros]. Le résultat a été mitigé, ça n'a pas relancé l'activité ni réglé le problème du chômage. Ce n'était pas la bonne réponse. Ensuite, sur la question de l'énergie, ces dernières années, on a systématiquement refusé tous les projets de développement des exploitations de gaz dans la mer Adriatique. C'est surtout le M5S qui s'y est opposé, en raison d'une opposition idéologique aux grands projets. Mais là, on se trouve coincés, car on est beaucoup plus dépendants de la Russie que la France.

—Propos recueillis
par Courrier international

Décryptages

La mondialisation n'est pas morte, elle bouge encore

Voilà qu'on prédit encore sa disparition, "mais à tort", écrit le **Financial Times**. Certes, la pandémie et la guerre en Ukraine constituent le "plus grand défi" posé à la mondialisation depuis la guerre froide. Mais le quotidien économique voit cinq raisons d'être "optimiste" pour sa survie.

1. Si le principal indicateur de la mondialisation, le commerce international de marchandises, est à l'arrêt, la plupart des autres mesures du libre-échange (échanges de services, de données ou migrations) sont reparties à la hausse l'an passé. C'est que "la nature de la mondialisation a changé : le commerce des biens est moins important".

2. En se complexifiant, les chaînes d'approvisionnement sont devenues de plus en plus spécialisées, comme le montre la production des semi-conducteurs, où rares sont les usines qui produisent les puces les plus récentes. Or "les maillons à haute valeur ajoutée de ces chaînes sont souvent concentrés géographiquement et difficiles à reproduire".

3. Le prix du fret a certes gonflé avec la hausse du coût de l'énergie, mais la relocalisation de la production, qu'elle soit manufacturière ou agricole, émettrait davantage de CO₂ que le transport maritime.

4. "Il n'est pas simple de diviser le monde en sphères économiques et d'obliger les pays ou les entreprises à en choisir une", comme le prouve la croissance continue des échanges entre la Chine et l'Europe, malgré les tensions commerciales.

5. On l'a diagnostiquée mourante plus d'une fois – dans les années 1990, quand la bulle Internet a éclaté; après le 11 septembre 2001; avec l'épidémie de Sras, en 2003; ou encore avec la crise financière de 2008 –, mais à chaque fois, la mondialisation "s'est relevée de son lit de mort, l'air plutôt en forme". Le **Financial Times** fait le pari qu'il en sera de même cette fois-ci.

Surproduire à bon marché, c'est du passé

La refonte du commerce mondial pourrait alimenter une inflation durable.

Et si le Covid-19 et la guerre en Ukraine changeaient durablement les règles du commerce mondial? Au cours des trente dernières années, entreprises et consommateurs américains ont profité de la libre circulation des biens d'un pays à l'autre, et l'approvisionnement en "jouets, produits électroniques, vêtements et autres marchandises" a non seulement été "régulier", mais il a aussi été "si abondant qu'il contribuait à maintenir les prix bas", relève **The New York Times**. La pandémie et la guerre de Vladimir Poutine "pèsent sur les affaires et les relations commerciales" et pourraient mettre fin à "cette période de surabondance", estime le quotidien américain.

Les entreprises "réexaminent la provenance de leurs achats et constituent des stocks", même si cela leur coûte plus cher. Les économistes se demandent s'il s'agit d'"une reconfiguration de la production mondiale" dans laquelle les usines délocalisées reviendraient "aux États-Unis et dans d'autres pays présentant moins de risques politiques". Dans tous les cas, la nouvelle donne contribuera à nourrir l'inflation, affirme le journal. Car, avec la mondialisation, les prix des voitures et autres équipements électroniques ont contribué à "freiner" la flambée des étiquettes, tandis que "les prix de biens non durables comme les vêtements et les jouets n'ont souvent augmenté que lentement". Le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, à qui l'on posait en avril la question de la fin éventuelle de la mondialisation, a répondu : "Ce serait incontestablement un monde différent – un monde avec une inflation peut-être plus élevée et une productivité peut-être plus faible, mais avec des chaînes d'approvisionnement plus solides et plus résilientes."



Pour commander, scannez le code QR

Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50€*

Comment ça va les français ?

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation? Qu'est-ce qui nous divise? La France racontée par la presse étrangère.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



8,50€*

Best of 2021

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans- versales.

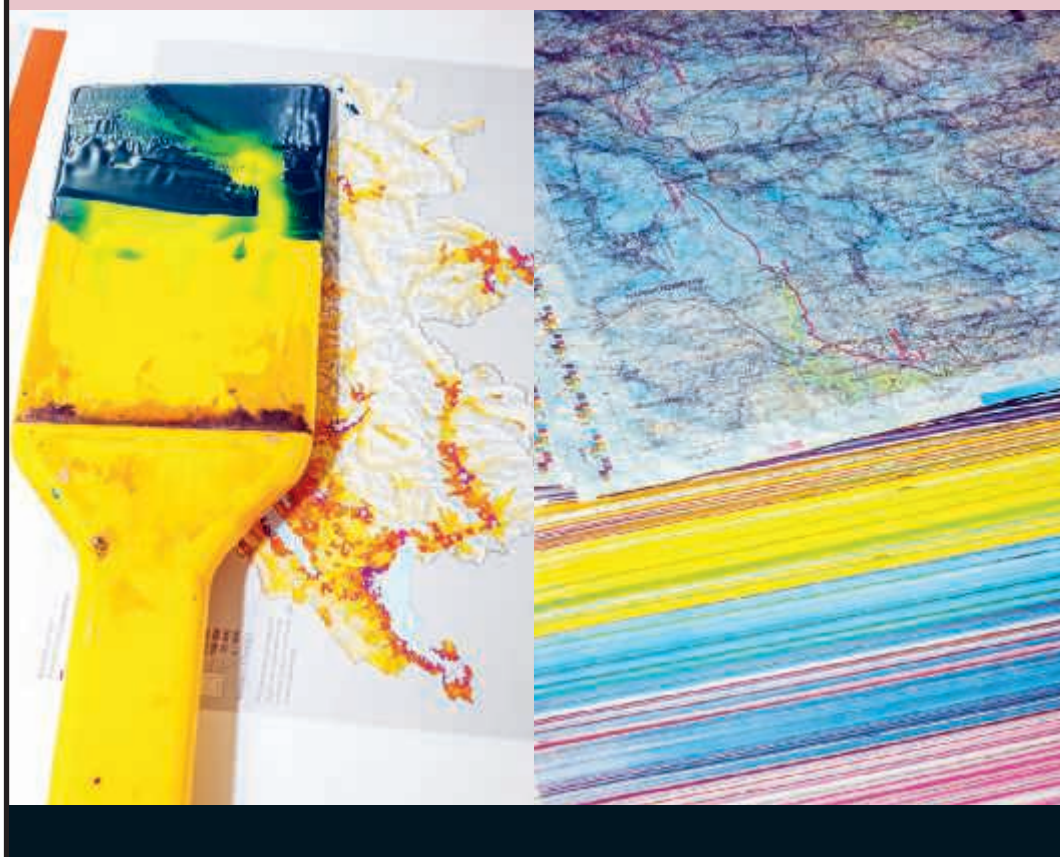


sciences

Environnement... 37
Économie..... 38

Croqueurs de montagnes

Cartographie. Dans les Alpes suisses, la fonte des glaciers implique une mise à jour des cartes. Trois experts aux compétences de plus en plus rares en ont la responsabilité.



—The New York Times
New York

En Suisse, l'Office fédéral de topographie envoie régulièrement l'un de ses avions survoler les Alpes pour en cartographier le moindre centimètre. Le pilote parcourt la région en long, en large et en travers et photographie les évolutions du paysage. Dans l'ensemble, les modifications apportées à la carte officielle de la Suisse sont marginales et automatisées : une nouvelle maison par ici, un nouveau funiculaire par là. Mais ces

derniers temps, pour quelques-uns de la trentaine de cartographes, l'ampleur des révisions nécessaires s'est intensifiée.

“Les glaciers fondent et ça me donne plus de travail”, résume Adrian Dähler. Il est l'un des trois cartographes autorisés à intervenir dans les Alpes suisses, joyau de la carte nationale. À Swisstopo, autre nom de l'Office fédéral de topographie, le petit groupe auquel il appartient est surnommé les “felsiers”, un surnom suisse-allemand qui signifie “les personnes qui dessinent les rochers”. Ses membres, Jürg Gilgen et Markus

Heger, en plus d'Adrian Dähler, sont spécialistes du relief ombré, une technique d'illustration des montagnes (et de leurs glaciers) pour qu'elles apparaissent en 3D. Leurs compétences et leur créativité les aident aussi à recenser les conséquences de la fonte du pergélisol, comme les glissements de terrain, l'évolution des crevasses et l'apparition de nouveaux lacs. “C'est un peu comme être un dieu, avance Jürg Gilgen. On crée un monde.”

Ce travail est encore fait à la main. “Actualiser les infrastructures, la toponymie ou les frontières

est assez aisé, mais matérialiser le dérèglement climatique sur une carte est plus complexe, précise Andreas Huggler, responsable du département de cartographie. *La morphologie de notre monde s'en trouve modifiée à plus grande échelle.*”

À Swisstopo, travailler sur le dessin des montagnes est un honneur. À l'entrée des locaux, à Wabern, en périphérie de Bern, une immense carte des Alpes est affichée. À l'intérieur, une carte du Blüemlisalp sert de papier peint dans une salle de réunion; le Cervin orne les cravates en soie de la boutique; la pointe Dufour figure sur les gourdes en métal.

Malgré tout, les méthodes actuelles sont archaïques et chronophages. Jürg Gilgen, Adrian Dähler et Markus Heger sont les seuls cartographes qui travaillent avec un stylo sur une tablette graphique. Pendant que leurs collègues mettent à jour des feuilles de calcul, ils travaillent directement sur la carte. “Pendant des semaines et des mois, on trace de petites lignes, explique Adrian Dähler. Au moins une personne qui s'y est frottée a renoncé. Ça convient mieux à certaines personnalités.” (Il recommande de la patience, du calme et un amour sincère pour la montagne.)

Esquisses. La première chose à faire est de supprimer tout glacier qui n'a plus lieu d'être. Les données aériennes servent de guide. Superposées à l'ancienne carte, elles donnent un aperçu du relief en couleurs translucides. Ensuite, le cartographe élimine les reliefs ombrés obsolètes grâce à une gomme numérique. Resteront les anciens contours du glacier, comme des esquisses à moitié effacées dans un cahier de coloriage; ces lignes sont ensuite sélectionnées au curseur, quelques-unes à la fois. Enfin, la seule touche “Suppr” permet de faire disparaître ce qu'il reste des glaces, aussi simplement qu'une coquille ou un courriel indésirable.

Faire des ajouts nécessite davantage de dextérité. Le relief ombré suisse est réputé dans le monde entier, à la fois pour son exactitude et son style naturaliste. Jürg Gilgen et ses deux collègues ont eu quatre ans d'apprentissage à Swisstopo avant de pouvoir postuler au dessin du relief alpin classique. Pendant la première année, ils se sont entraînés à tracer des

↳ Des cartes de Swisstopo.

Photo Lucia Buricelli/
The New York Times

lignes et des ovales tous les matins. Il précise : “Il faut savoir maîtriser son geste et même sa respiration.”

Pour dessiner une montagne, l'un des moyens est de la subdiviser en plusieurs petites formes plus simples, toutes sortes de triangles et de losanges, puis de rajouter les détails. Les cartographes les plus chevronnés se passent de cette étape préliminaire : Jürg Gilgen, par exemple, dessine une montagne en une seule fois et son ébauche est définitive à mesure qu'il intervient sur la page. Le résultat est le même : une chaîne montagneuse composée de milliers de petites hachures. Ces lignes parallèles penchées dans la même direction représentent la pente, avertissant ainsi les randonneurs d'éventuels versants abrupts ou des plateaux. De près, la texture des lignes imite aussi la nature de la roche : le calcaire érodé (anguleux, rugueux), le terrain sous un glacier (lisse, régulier), le granit escarpé (“tremblant”, ou *zitterig* en allemand).

Le relief ombré suisse est réputé dans le monde entier pour son exactitude et son style naturaliste.

“Nous appliquons de nombreuses règles”, concède Jürg Gilgen, comme le nombre de lignes qui peuvent figurer dans un carré de 2 millimètres sur la carte. (Six sous la lumière directe du soleil, sept en moyenne, huit à l'ombre.) “Mais nous avons aussi des libertés.”

Pour traduire un sujet complexe en une représentation lisible et portable, les cartographes font confiance à leur intuition et à leur imagination. “Il est normal qu'il y ait une certaine distorsion”, explique-t-il. Ils prennent des libertés avec les proportions, exagèrent les principales caractéristiques et minimisent les détails qui n'apportent rien (un seul rocher dessiné alors qu'il y en a trois; une très grande crevasse pour signaler un danger). Pour Jürg Gilgen, une bonne carte est minimaliste et expressive, plus proche d'une caricature que d'un portrait.

Les styles d'une zone à l'autre des Alpes sont tous semblables pour l'observateur moyen. Mais certains experts à Swisstopo affirment qu'ils savent identifier

ENVIRONNEMENT



Réparer plutôt que remplacer

Technologie. Les géants de la tech commencent à proposer des services de réparation de certains équipements. Un petit pas en faveur de l'environnement, selon le site spécialisé Grist.

des différences à la loupe. “C’est comme une écriture manuscrite”, estime Adrian Dähler. Des traits “très réguliers” indiquent qu’il s’agit du travail de son voisin de bureau, Markus Heger. Au contraire, Gilgen a un style naturellement “dynamique”. Adrian Dähler pense quant à lui avoir un style intermédiaire.

Automatisation. Il est possible que Gilgen, Dähler et Heger soient les derniers à apposer leur empreinte distinctive sur ces montagnes. Swisstopo a l’intention de mettre fin progressivement à cette cartographie manuelle, au moins en partie, pour faire des économies. Cette mission pourrait être complètement automatisée dans une dizaine d’années, si la technologie peut répondre aux exigences de l’agence. Le pierrier de la carte est déjà réalisé par un logiciel, qui peut éparpiller des cailloux le long d’un versant avec un gain de temps exponentiel par rapport au même travail fait par les cartographes. (Il faut au programme environ trois minutes, contre trois jours.)

Pendant ce temps, l’équipe est occupée par les nouvelles missions que nécessite la fonte des glaciers, des missions qui font un meilleur usage de leurs talents. Le fait que leur métier devienne plus intéressant en raison de graves dégradations environnementales ne leur a pas échappé. Jürg Gilgen aime son travail, mais s’inquiète aussi de ce qu’il sous-entend. De temps à autre, supprimer des glaces sur la carte l’angoisse particulièrement. Il confie : “C’est parfois terrifiant de voir de tels changements. Je crains qu’on soit face à un phénomène incontrôlable.”

Markus Heger et Adrian Dähler sont plus détachés. Ils s’abstiennent de tout jugement sur les mises à jour qui leur sont confiées. “Notre point de vue personnel n’entre pas en ligne de compte”, estime Heger. Dähler partage cette opinion et dit “rester neutre quand il dessine des rochers”. Quoiqu’il en soit, ils sont convaincus que leur travail constitue un témoignage essentiel. “Les souvenirs du passé ont tendance à s’estomper”, observe Heger. “Les cartes nationales et les photos du paysage immortalisent des périodes de l’histoire.”

— Zoey Poll
Publié le 15 mars

Plus besoin de changer votre smartphone quand une pièce est en panne, vous pouvez le réparer. Cette affirmation, qui, pour certains, semble marquée au coin du bon sens, n’est que pure science-fiction chez les géants de la tech. Mais voilà que les choses sont en train de changer, signale **Grist**, un site américain spécialisé dans les problématiques environnementales. Le 27 avril, Apple a annoncé que la réparation en libre-service de certains de ses équipements était désormais disponible pour ses clients aux États-Unis, et le serait plus tard dans l’année dans d’autres pays, à commencer par l’Europe. Deux jours plus tard, la société Microsoft a fait savoir qu’elle prendrait, elle aussi, des mesures pour permettre une plus grande réparabilité de ses appareils d’ici la fin de l’année. Quant à Samsung et Google, ils avaient déjà fait part, fin mars et début d’avril, de leur intention de rendre disponibles des pièces pour la réparation de leurs smartphones à la fin de 2022 grâce à des partenariats avec le site de guides de réparation iFixit.

– pour s’en offusquer – que l’absence de programme de réparation est en contradiction avec les objectifs de ces grosses sociétés en matière de climat et de durabilité.

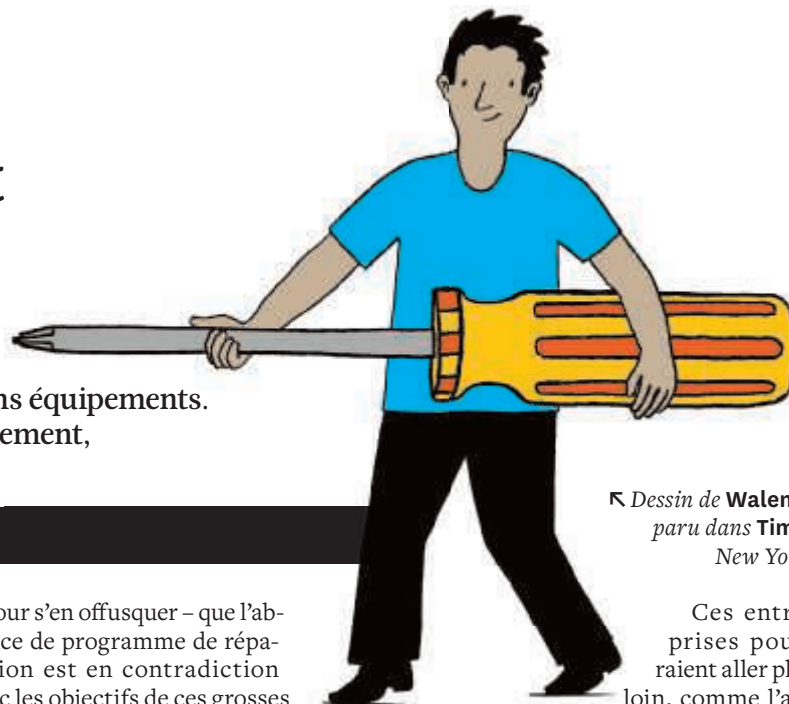
Revirement. Si, du point de vue des consommateurs, ces mesures des géants de la tech ne sont que de petits pas vers un monde plus durable, elles marquent néanmoins un véritable changement. “Des sociétés comme Apple, Microsoft et Google, non contentes d’avoir toujours conçu des produits difficiles à réparer, n’ont eu de cesse de batailler contre des projets de loi qui auraient consacré le droit des consommateurs à la réparation”, retrace **Grist**, qui précise : “Pour ces grands groupes, les programmes de réparation représentent un vrai revirement. Il aura fallu pour cela la pression à la fois des consommateurs et des actionnaires, ainsi que la menace de lois et de réglementations visant à contrer les pratiques anti-réparation des géants de la tech.”

Apple a annoncé que la réparation en libre-service de certains équipements était désormais disponible aux États-Unis.

Grist rappelle que l’annonce récente de Microsoft vient concrétiser un accord que l’entreprise avait conclu avec l’association de défense des investisseurs As You Sow l’année dernière.

Cette mesure est devenue plus d’actualité que jamais après l’enquête indépendante commandée par l’entreprise elle-même, dont “les conclusions confirment ce que les partisans du droit à la réparation disent depuis des années : réparer les appareils au lieu de les remplacer réduit non seulement les déchets mais aussi les émissions liées à la production de nouvelles unités.”

En outre, relève **Grist**, les actionnaires ont de plus en plus tendance à souligner



↳ Dessin de **Walenta** paru dans **Time**, New York.

Ces entreprises pourraient aller plus loin, comme l’appellent de leurs vœux les partisans du droit à la réparation interrogés par le site, notamment en rendant les pièces de rechange et la documentation disponibles pour un plus grand nombre de leurs produits. “[Elles] pourraient aussi se déclarer ouvertement en faveur du droit à la réparation lors d’auditions au Congrès [des États-Unis] et cesser de faire du lobbying contre [ce] droit”, fait remarquer le site américain.

Reste que l’existence même du programme de réparation d’Apple et sa mise en service dès maintenant ont une portée symbolique non négligeable. Nathan Proctor, qui dirige la campagne pour le droit à la réparation au sein de l’organisation à but non lucratif U.S. Public Research Interest Group, note : “En bien ou en mal, Apple a une énorme influence sur le comportement de ses concurrents.”—
Publié le 29 avril

PENSER LIBREMENT LE MONDE

GÉOPOLITIQUE
AFFAIRES PUBLIQUES
CYBERSÉCURITÉ
GESTION DES RISQUES

ILERI

Institut Libre des Relations Internationales et des Sciences Politiques

PROGRAMMES BAC +4/5
EN INITIAL ET ALTERNANCE

PARIS - LYON
ILERI.FR

ÉCONOMIE



Malades de télétravail ?

Santé. La généralisation du travail à distance transforme le rapport des salariés à leur santé. Même un peu patraques, beaucoup continuent à assurer du fond de leur lit.



IKON IMAGES

— **Financial Times**
(extraits) Londres

Quand Rachel* a eu le Covid, son employeur attendait d'elle qu'elle télétravaille plutôt qu'elle prenne un congé maladie. *“J’étais très très fatiguée, dit-elle. J’avais beaucoup de mal à me concentrer.”* Cette éducatrice spécialisée du sud-est de l’Angleterre a donné ses cours depuis chez elle aux enfants réunis en classe, avec l’aide d’un assistant pédagogique. *“On avait l’impression que si on ne le faisait pas, on les laissait tomber.”*

Cet exemple montre combien les outils introduits pendant la pandémie pour aider élèves et professeurs confinés ont transformé le travail. Réunions Zoom, courriels et chaînes Slack ont facilité la vie professionnelle durant les confinements et permis aux salariés de rester chez eux s’ils avaient le Covid, mais ils ont également rendu plus difficile de s’arrêter quand on est malade.

Elizabeth Rimmer, la directrice de LawCare, une association de soutien à la santé mentale des professionnels du droit, a assisté ces dernières semaines à plusieurs webinaires et réunions virtuelles où certains participants avaient le Covid. *“Ils n’avaient pas l’air bien. Les gens restent parfois au lit avec leur ordinateur portable et continuent vaillamment que vaillent, même s’ils ne vont pas bien.”* Jane van Zyl, la directrice de Working Families, une organisation de défense du droit du travail, insiste : *“Il faut bien se rappeler que la leçon de la pandémie, c’est la flexibilité du travail, pas travailler 24 heures sur 24.”*

Le sujet est d’importance pour les entreprises. Anne Sammon, chargée de l’emploi au cabinet

Même s’il existe des signes, les problèmes de santé mentale peuvent être difficiles à repérer.

d’avocats Pinsent Masons, reçoit de plus en plus de demandes de sociétés inquiètes du présentisme numérique de leurs employés – qui travaillent alors qu’ils sont malades. *“Elles veulent donner le ton juste quant à leurs exigences. Le défi, du point de vue de l’employeur, c’est de trouver un juste équilibre.”*

Ce n’est pas seulement le fait qu’avec Internet il est plus facile de travailler malade depuis son lit, mais aussi que le télétravail et le travail hybride risquent de relâcher les liens entre collègues. Les recherches montrent que les personnes qui jouissent d’un “soutien social” sont plus susceptibles de révéler qu’elles sont malades et donc de faire baisser la pression qui les pousse à travailler.

Les données sur l’effet du télétravail sur les arrêts maladie sont encore récentes. En 2021, l’Office national des statistiques (ONS) du Royaume-Uni a constaté une baisse sans précédent du nombre de jours d’absence pour cause de maladie. Les heures de travail perdues sont passées de 3,1 % en 1995 à 1,8 % en 2020. D’après l’ONS, cette évolution s’explique probablement par le chômage technique et le télétravail destinés à prévenir la propagation des virus. Et le Chartered Institute of Personnel and Development, une association de professionnels des ressources humaines, relève que l’immense majorité des personnes interrogées (84 %) [dans le cadre d’une enquête] ont constaté du présentisme.

Jours de congé. D’après une étude réalisée en 2020 aux États-Unis, les salariés sont moins susceptibles de s’arrêter en cas de maladie du fait de la possibilité de travailler à la maison et parce qu’ils pensent que ce sera mal vu. Une recherche réalisée avant la pandémie sur une entreprise chinoise dont le personnel travaille à distance montrait également que les salariés prenaient moins d’arrêts maladie parce qu’ils télétravaillaient.

Certaines entreprises ont réagi aux nouvelles pressions subies par les employés en télétravail durant la pandémie en leur accordant des jours de congé supplémentaires pour veiller à leur bien-être. LinkedIn et Hootsuite, notamment, leur ont donné une semaine de plus. Les arrêts maladie sont essentiels pour inciter les salariés

“La leçon de la pandémie, c’est la flexibilité du travail, pas travailler 24 heures sur 24.”

Jane van Zyl, DIRECTRICE DE WORKING FAMILIES

à s’arrêter. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, l’a souligné en février, en demandant à ses compatriotes d’être comme les Allemands, “disciplinés”, et de “ne pas aller au travail en cas de maladie”. On lui a reproché d’ignorer le fait que les indemnités maladie légales versées au Royaume-Uni sont maigres en comparaison à l’Allemagne, où les employés reçoivent l’intégralité de leur salaire pendant les premières semaines de leur arrêt maladie. Des recherches passées montrent que si l’on tente de réduire l’absentéisme en réduisant les indemnités maladie, on risque d’augmenter le présentisme et, finalement, “d’augmenter les maladies et de faire baisser la productivité”.

La pandémie a malgré tout modifié l’attitude des entreprises, selon Laura Empson, professeure en gestion des entreprises à la Bayes Business School [une école de commerce à Londres]. *“Il est maintenant possible de dire : j’ai besoin d’une pause pour ma santé mentale. Ce n’est pas que c’est bien de le dire, mais au moins on le dit. Certaines choses qui étaient impensables avant le Covid sont désormais possibles mais pas encore acceptables.”*

Selon l’avocate Anne Sammon, ses clients prennent conscience que travailler quand on ne va pas bien peut être contreproductif et avoir un impact sur l’engagement des salariés. Tandis qu’Alun Baker, directeur général de GoodShape, une société [américaine] spécialiste de santé mentale et de bien-être au travail, déclare : *“Travailler quand on ne va pas bien physiquement ou mentalement fait courir un risque important à la personne, à l’entreprise et aux finances.”* Ce qui devrait encourager les employeurs à propager une culture “dans laquelle les salariés ne se sentent pas obligés de travailler à tout prix”.

Le problème, c’est que la politique en matière d’arrêt maladie n’est efficace que si elle est correctement présentée au personnel et comprise. Il s’agit de

↳ Dessin de Marina Labella, Espagne.

faire comprendre à la hiérarchie les risques qu’il y a à laisser les salariés malades continuer à travailler, et de gérer la charge de travail de façon à réduire la pression sur les personnes qui ne vont pas bien.

Le télétravail ajoute une autre difficulté : il est difficile de surveiller le bien-être des salariés. *“Quand quelqu’un vient au bureau et ne va manifestement pas bien, on peut le prendre à part, explique Anne Sammon. Avec le télétravail, il arrive qu’on ne lui parle pas de toute la journée.”* Les problèmes de santé mentale peuvent être difficiles à repérer, même s’il existe des signes, comme les connexions à des heures bizarres ou l’absence d’implication.

Montrer l’exemple. Sam Rope, vice-président des ressources humaines du géant de l’intérim Adecco pour le Royaume-Uni et l’Irlande, explique que son entreprise laisse chaque individu déterminer s’il est en état de travailler pendant les sept premiers jours, si bien *“qu’il n’y a pas d’obligation de déclarations contraignantes”*, et encourage *“les managers et les chefs de service à montrer l’exemple”*.

Et Maria Karanika-Murray, qui enseigne la psychopathologie du travail à l’université de Nottingham Trent, relève que le terme “présentisme” est peut-être trop brutal pour être utile. Elle décrit dans un article scientifique le phénomène comme *“un mécanisme d’adaptation visant à répondre aux exigences de travail et de performance pendant une baisse de capacité due à une mauvaise santé”*. Elle ajoute : *“Dans un monde idéal, s’il y a suffisamment de possibilités pour une flexibilité au travail, on n’a peut-être pas besoin de congé maladie. Tout est une question d’ajustement.”*

Une consultante qui a travaillé alors qu’elle avait des symptômes du Covid-19 a, elle, trouvé utile de continuer à diriger son projet. *“Paradoxalement, la montée d’adrénaline [liée au stress] a contribué à éclaircir mes idées”,* confie-t-elle. Cependant, elle n’irait pas au bureau si elle ne se sentait pas bien. *“Je ne vois pas l’intérêt de venir avec un rhume ou un autre virus et de contaminer ses collègues.”*

— Emma Jacobs
Publié le 19 avril

* Le prénom a été modifié.

RADIO
CLASSIQUE

La Folle soirée de L'Opéra!

Les plus beaux airs par les plus belles voix

24 - 25
JUN
2022

THEATRE
DES
CHAMPS-ELYSEES

15 AVENUE MONTAIGNE
— PARIS —

Jeanne Gérard | soprano
Marina Viotti | mezzo-soprano
Kévin Amiel | ténor

Alexandre Duhamel | baryton
L'Orchestre national d'Île-de-France

Michele Spotti | direction
Jean-Michel Dhuez | présentation

Orchestre
national d'Île-de-France

Région
Île de France



360

MAGAZINE

Quand les séries se font joueuses • Plein écran... 44
Aryana Sayeed, au nom des Afghanes • Musique... 46



Les merveilles cités *tropicales*

On les a crues maudites, car bâties au sein d'une nature hostile. Pourtant, avant que les Européens colonisent le monde, de vastes villes ont connu une vie florissante au milieu des forêts. Quel rôle celles-ci ont-elles vraiment joué dans l'histoire de l'humanité? La science le redécouvre aujourd'hui. — *Süddeutsche Zeitung* Munich

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne
 Quotidien, 317 200 ex.
 sueddeutsche.de
 Le "Journal du sud de l'Allemagne",
 créé en 1945 et de tendance libérale,

est l'un des quotidiens suprarégionaux de référence du pays. Il emploie les meilleures plumes allemandes et se distingue par l'importance qu'il accorde à la culture, traitée dans ses pages juste après l'actualité politique.

✓ La cité maya de Tikal, dans l'actuel Guatemala. Au IX^e siècle, elle comptait plus de 200 000 habitants.

Photo Domingo Leiva/Getty Images



Armés de machettes, les membres du groupe se fraient un passage à travers la végétation. De part et d'autre, ils taillent dans les branches sinueuses et le sous-bois imposant. Face à eux, tout n'est que vert, un vert intense, impénétrable. Ils finissent par heurter un escalier de pierre grise, adroitement taillé à la main.

John Lloyd Stephens et son équipe gravissent les marches et débouchent sur une vaste terrasse ornée d'imposantes statues parées de bas-reliefs et de hiéroglyphes. L'architecture, la sculpture, la peinture, tous les arts qui embellissent la vie ont prospéré dans cette forêt luxuriante, écrira ensuite cet Américain, fasciné par sa découverte, dans ses Mémoires [*Aventures de voyage en pays maya*, éd. Pygmalion].

Nous sommes en 1839, et John Lloyd Stephens est l'un des tout premiers Blancs à contempler les ruines de l'ancienne cité maya de Copán [aujourd'hui au Honduras]. Il était explorateur – ou plutôt, on le considérait comme tel.

Bien sûr, il n'est pas vraiment le premier homme à avoir "exploré" Copán : les habitants de la région connaissaient déjà les lieux. C'est d'ailleurs un certain José qui l'a conduit jusqu'à la cité, ouvrant la voie avec sa machette.

Si l'Américain ne pouvait offrir une quelconque expertise technique aux autres membres de l'expédition, il était en revanche pétri de curiosité et d'enthousiasme... et faisait preuve d'un certain penchant pour le pathos. À en croire son récit, tout n'était que mystère, un mystère sombre et impénétrable que chaque instant venait épaissir un peu plus ; la ville était ravagée, et seuls les cris des singes s'agitant dans les arbres venaient troubler le silence de la cité engloutie.

Le tableau dépeint par l'Américain dans ses souvenirs de Copán colle parfaitement à la vision occidentale traditionnelle des cités anciennes, perdues dans les régions tropicales. Une vision sans cesse reproduite depuis le XIX^e siècle dans les romans, les films et les jeux vidéo, celle de villes perdues dans la forêt tropicale, où la nature a repris ses droits, de sites nimbés de légende, paraissant à la fois sacrés et ensorcelés à tout jamais. Une sorte de mise en garde de la nature, nous rappelant qu'elle se réapproprie toujours son territoire.

Une vie citadine au beau milieu de forêts tropicales ? Impossible, tout le monde en était persuadé. Les ruines éparpillées aux quatre coins du monde n'étaient-elles d'ailleurs pas la preuve que ces cités avaient, de toute évidence, toujours été vouées à la chute ?

Cette idée a longtemps prédominé, même chez les spécialistes. Ses défenseurs s'appuyaient d'ailleurs sur des arguments convaincants : pour nourrir les habitants d'une grande ville, il aurait fallu pratiquer une forme d'agriculture intensive, incompatible avec les sols humides, acides et pauvres en nutriments des forêts tropicales. Ajoutez à cela d'immenses défis écologiques, comme la nécessité de défricher de grandes parcelles, au risque de provoquer glissements de terrain et inondations. Et puis, de toute façon, qui aurait eu envie de vivre au beau milieu des serpents venimeux et des nuées de moustiques ? Certainement pas des citadins, en tout cas.

Mais depuis quelque temps déjà, cette image des cités ensorcelées s'effrite. Cela fait plusieurs décennies que les archéologues et les anthropologues s'emploient à esquisser une nouvelle vision, plus réaliste, des villes tropicales. D'après eux, l'image d'Épinal des ruines envahies par les lianes doit céder la place à celle de villes immenses et vibrantes, constituées d'un vaste réseau de communautés.

Copán, la cité maya qui a tant ensorcelé John Lloyd Stephens, aurait ainsi accueilli jusqu'à 25 000 habitants il y a environ 1 500 ans. C'est plus que la population de Munich en 1700. Or Copán était loin d'être la plus peuplée. Non loin de là, **la cité maya de Tikal** [au Guatemala] regroupait sur l'ensemble de son périmètre 200 000 habitants au moment de son apogée, au IX^e siècle. Certains spécialistes évoquent même 450 000 habitants.

Mais ces deux villes font pâle figure aux côtés d'Angkor, dans l'actuel Cambodge, qui, d'après de nouvelles estimations, aurait rassemblé jusqu'à 900 000 habitants au XII^e siècle. La cité s'étendait alors sur 1 000 km², entourés de 3 000 km² de terres cultivées. Au beau milieu de la forêt tropicale.

À titre de comparaison, la surface actuelle de Berlin n'atteint même pas les 900 km² [quand celle du Grand Paris est de 814 km²]. "*Angkor était la plus grande ville de l'ère préindustrielle – dans le monde entier*", rappelle Patrick Roberts, qui dirige un groupe de recherches à l'Institut Max-Planck pour l'histoire de l'humanité, à Iéna [dans le centre-est de l'Allemagne]. Cet archéologue et anthropologue s'intéresse de près aux modes de vie dans les forêts tropicales, un thème peu étudié jusqu'à présent.

"*La recherche est baignée d'idées préconçues*", déplore Patrick Roberts. Peu de ses pairs sont attirés par les projets de recherche dans les forêts tropicales – ce qu'il peut





↑ Sur le site maya de Copán, au Honduras.
Photo Diegograndi/iStock / Getty Images



↑ Le monumental Bouddha d'Aukana, au Sri Lanka. Ce chef-d'œuvre de la statuaria cingalaise date du v^e siècle. Photo Carlos Delgado/Creative Commons

tout à fait comprendre. Dans ces régions, les grandes campagnes de fouille de cités antiques, qui durent généralement plusieurs années, se heurtent à des difficultés considérables liées aux conditions climatiques : la densité de la végétation, les espèces venimeuses – animales et végétales – et les précipitations parfois violentes compliquent le travail des chercheurs. Sans oublier l'acidité des sols, qui rend toute persistance de matière organique pratiquement impossible. En comparaison, exhumer une cité égyptienne ou sumérienne est une véritable partie de plaisir.

Cette inégalité de traitement entre régions reste particulièrement visible dans le monde universitaire allemand. À l'université Louis et Maximilien de Munich, par exemple, l'équipe pluridisciplinaire de l'ArchaeoBioCenter explore la relation que l'homme entretient avec son environnement naturel et les répercussions de l'activité humaine sur celui-ci, mais aucun membre du groupe n'étudie les régions tropicales. Friedhelm Hoffmann, le porte-parole du centre, regrette cette lacune, qu'il justifie néanmoins par un héritage de l'histoire des sciences. *“On commence par explorer les régions les plus proches. Et quand il y a des disciplines qui correspondent, ce sont elles qui se développent.”*

Ce parti pris vis-à-vis des zones tropicales n'est pas circonscrit à l'archéologie et, pendant longtemps, il a également orienté la pratique des paléanthropologues. Depuis les travaux de Darwin, les recherches sur l'histoire évolutive de l'homme se concentraient sur les terrains dégagés, *“l'hypothèse de la savane”* faisant alors figure de référence.

Selon cette théorie, l'évolution des hominidés, nos ancêtres très lointains, serait étroitement liée à leur émigration des régions tropicales. Dans la savane africaine, ils auraient progressivement quitté la cime des arbres pour pouvoir se déplacer plus efficacement. Ils se seraient alors redressés puis, ayant soudain les mains libres, se seraient mis à chasser les herbivores et à fabriquer des outils avec des pierres. Ils auraient ensuite domestiqué le feu pour faire cuire leurs proies, leur cerveau se serait développé et leurs incisives auraient progressivement rétréci.

Pendant longtemps, on a cru que l'homme moderne était né ainsi. Cette théorie était également étayée par l'idée qu'*Homo sapiens* cherchait tout naturellement à s'installer dans des prairies ouvertes et sur les côtes, nous distinguant ainsi des autres espèces de primates quadrupèdes. Mais cette croyance a restreint le champ de la recherche : les paléanthropologues ont sillonné la savane africaine à la recherche de nos ancêtres, négligeant les forêts tropicales. *“Ils ne s'intéressaient tout bonnement pas à cette zone”*, résume Patrick Roberts.

Un autre postulat erroné a induit la recherche en erreur pendant de nombreuses années : [contrairement à ce que l'on a longtemps imaginé], ce n'est pas parce qu'un site préhistorique se trouve aujourd'hui dans une prairie qu'il l'était déjà il y a plusieurs millions d'années. Au miocène inférieur (de –23 à –16 millions d'années), la Terre s'est progressivement recouverte de forêts denses et humides, sous l'effet des températures élevées. Dans bien des régions du monde, la végétation était très différente de celle que l'on observe actuellement, et un fossile retrouvé dans ce qui est aujourd'hui la savane éthiopienne peut très bien avoir appartenu, en fonction de son âge, à un hominidé vivant dans la forêt tropicale. Cette erreur d'appréciation a longtemps entraîné les paléanthropologues sur de fausses pistes.

A contrario, Patrick Roberts et ses collègues sont convaincus que les forêts ont joué un rôle primordial dans notre évolution. De nouvelles découvertes indiquent même que les premiers hominidés ne se sont pas redressés dans les prairies, mais lorsqu'ils vivaient encore dans les forêts tropicales. *“Cette conclusion jette un éclairage totalement nouveau sur les premiers pas de l'homme”*, se réjouit le chercheur.

Il y a plus de trois millions d'années, Lucy, illustre représentante de l'*Australopithecus afarensis*, évoluait ainsi dans un environnement tropical – et presque exclusivement sur ses deux jambes. Les arbres jouaient néanmoins un rôle essentiel dans la vie de Lucy, qui se nourrissait et s'abritait des prédateurs dans la forêt. En 2016, une étude a même révélé que notre lointaine cousine serait morte à la suite d'une chute de 12 mètres. Une chute de 12 mètres... Peut-être Lucy était-elle tout aussi à l'aise dans la cime des arbres que sur ses deux jambes.

L'hypothèse de la savane n'a toutefois pas encore été totalement réfutée, soulignent certains chercheurs. *“On peut encore établir avec quasi-certitude un lien entre les écosystèmes de type savane et les restes des premiers hominidés”*, rappelle ainsi le paléanthropologue espagnol Manuel Domínguez-Rodrigo. Selon lui, les terrains dégagés ont bien joué un rôle dans notre évolution, mais la transition s'y serait déroulée plus progressivement qu'on l'a longtemps pensé. Une certitude demeure néanmoins : on avait jusqu'à présent sous-estimé l'importance des forêts tropicales. Et l'idée qu'*Homo sapiens* ait cherché, comme par magie, à s'installer dans les prairies et sur les côtes est désormais inconcevable.

Patrick Roberts en a d'ailleurs apporté la preuve grâce à ses recherches au Sri Lanka. Avec l'aide d'une équipe de chercheurs locaux, il a retracé l'apparition de nos ancêtres dans le pays. Les premiers hommes seraient arrivés sur cette île de l'océan Indien il y a environ 45 000 ans. Ils avaient alors l'embaras du choix : des côtes fertiles, où la nourriture se trouvait en abondance, et de vastes espaces à la végétation luxuriante s'offraient à eux. Ils auraient pu élire domicile n'importe où, mais ont choisi la forêt tropicale, où ils sont restés pendant au moins 30 000 ans, sans jamais s'installer ailleurs.

Jusqu'au début du xxi^e siècle, la plupart des chercheurs estimaient impossible qu'*Homo sapiens* ait pu élire domicile dans les forêts tropicales il y a plus de 18 000 ans, car ses connaissances techniques n'étaient pas assez développées pour lui permettre de surmonter les conditions hostiles du milieu. Or les travaux de Patrick Roberts et son équipe montrent que la forêt n'a jamais constitué un obstacle pour notre espèce. *“Nos découvertes plaident en faveur d'un élargissement des zones de recherche de la présence humaine”*, conclut le chercheur. Il faudrait donc s'intéresser davantage aux régions tropicales, qui sont pour l'heure peu étudiées.

La cité d'Anuradhapura, au **Sri Lanka**, a commencé à sortir de terre en 500 avant Jésus-Christ – elle aussi au beau milieu de la forêt tropicale. Elle est restée la capitale du royaume cingalais pendant près de 1 700 ans, avant que les maîtres des lieux ne l'abandonnent, en

partie à cause de la sécheresse persistante. La nature a alors repris ses droits, et la cité a été engloutie par la jungle. Longtemps, seuls les vestiges des temples bouddhistes laissaient augurer l'importance de la cité. Mais on sait désormais que la ville, qui s'étendait sur 500 km², a accueilli jusqu'à 250 000 habitants.

L'ampleur de la cité est longtemps restée insoupçonnée. Il a fallu attendre les années 1990 pour qu'une équipe d'archéologues sri-lankais et britanniques se lance dans une campagne de fouilles méthodique qui a peu à peu dévoilé l'étendue de la ville. Si ces découvertes tardives ont de quoi surprendre, Nikolai Grube, lui, ne s'en étonne pas. Il enseigne à l'université de Bonn, dans le département consacré aux civilisations précolombiennes et à leurs descendants. Il a récemment participé à une expédition de recherche au Guatemala et connaît mieux que quiconque les défis que présentent les fouilles en zone tropicale. "Ce n'est qu'en 1960 que nous avons commencé à chercher des vestiges d'habitations dans ces régions", rappelle-t-il. Si cette époque peut sembler déjà lointaine, à l'échelle de l'archéologie, c'est comme si c'était avant-hier. Il aura ensuite fallu attendre quarante années supplémentaires pour que les cités anciennes des régions tropicales s'invitent dans les débats des chercheurs.

Mais comme Patrick Roberts, Nikolai Grube n'impute pas cet intérêt tardif uniquement aux conditions hostiles qui règnent dans ces régions. Il dénonce également une forme d'eurocentrisme, encore très présent dans la communauté scientifique. "Tous les paradigmes de l'archéologie et de l'anthropologie se sont forgés en Europe et en Amérique du Nord", explique Grube.

Notre conception de la société, des structures étatiques et des villes s'est développée à partir des recherches des XIX^e et XX^e siècles. Or, à l'époque, il était encore communément admis que tous les peuples aspiraient à l'idéal de l'État-nation européen, incarnation des sociétés les plus avancées au monde – la finalité de toute civilisation. Cette approche, en plus d'être profondément discutable d'un point de vue éthique, a restreint le champ de la recherche.

Les premiers archéologues occidentaux qui ont découvert les ruines mayas n'étaient pas en mesure d'identifier ce qu'ils avaient sous les yeux. "En voyant les immenses temples mayas, ils se sont dit: 'On se croirait chez nous!'", raconte Patrick Roberts. Un centre-ville dense, bâti en pierre, accueillant l'élite politique et religieuse, entouré de vastes parcelles agricoles ou destinées au pâturage: les chercheurs assimilaient les sites mayas aux villes européennes du Moyen Âge, des villes densément peuplées, de quelques milliers d'habitants. Mais en réalité, leur densité était incomparable.

La plupart des cités antiques des régions tropicales étaient en effet des regroupements de hameaux décentralisés. Très peu peuplées, elles s'étendaient sur de vastes espaces et étaient parcourues par d'ingénieux systèmes de barrages, de conduits et de canaux. Les terres cultivées étaient intégrées au sein de la ville. "Ces cités étaient bien plus vertes que nos villes européennes", souligne Nikolai Grube.

Les Mayas ne vivaient pas en luttant contre la forêt, mais avec elle. Dans leurs cités, pas de vastes champs

de monoculture, mais des jardins boisés aux multiples usages, où vivaient aussi les animaux d'élevage. Les paléobotanistes ont ainsi retrouvé des traces de diverses céréales, de maïs, de manioc, de haricots, de tomates et d'avocats, pour ne citer que quelques-unes de ces espèces. Les pratiques agricoles étaient diversifiées, comme en attestent les vestiges de brûlis et de cultures en terrasse... "Nous savons désormais qu'il existe des modes de vie permettant à de vastes communautés de s'installer de manière durable dans la forêt", conclut le chercheur.

Pour contrebalancer le climat de mousson, les habitants de l'époque ont également aménagé d'immenses réservoirs d'eau leur permettant d'arroser leurs champs même durant les périodes de sécheresse. On retrouve aujourd'hui des traces de ces constructions dans presque toutes les cités anciennes des régions tropicales. À Anuradhapura, le plus grand réservoir s'étendait sur 9 km², l'équivalent de 1 260 terrains de foot. La plupart des habitations, en revanche, étaient bâties en bois, il en reste donc peu de traces aujourd'hui. Si les

fois de plus, les chercheurs ont mis au jour une ville immense, faisant la part belle aux terrains cultivés, à l'organisation décentralisée et alimentée par un ingénieux système d'irrigation.

Mais peut-on vraiment qualifier de "ville" des espaces si peu densément peuplés? Certains spécialistes contestent encore cette qualification, admet Nikolai Grube. "Il faut totalement revoir la définition même de l'urbanisme." Les théories de Patrick Roberts ne font pas toujours l'unanimité non plus, mais les désaccords sont essentiellement liés à des questions de terminologie, confie le principal intéressé.

Le bassin amazonien, par exemple, aurait abrité de nombreuses communes de bonne taille, avec des quartiers spécialisés, qui ont rassemblé jusqu'à 20 millions d'habitants au total. "S'il ne s'agit pas d'un réseau urbain, je ne sais pas ce que c'est", fait remarquer Patrick Roberts. Les chamailleries terminologiques ne changent de toute façon rien aux conclusions scientifiques, tranche le chercheur.

Une question reste en suspens: pourquoi ces villes ont-elles fini par être désertées? Ce n'est manifestement pas dû à des problèmes de fonctionnement car, avant

leur déclin, elles ont prospéré pendant plusieurs siècles. "Quand on dit que les villes se sont effondrées, il faut se demander quelles sont les catégories de population réellement concernées, nuance Patrick Roberts. Bien souvent, c'est la classe dominante qui souffrait le plus et qui a disparu ou s'est vue contrainte d'émigrer. La plupart des cultivateurs, eux, sont restés sur place et ont continué à travailler la terre pendant encore plusieurs siècles."

Parfois, ce sont aussi les variations climatiques extrêmes qui ont forcé les habitants à quitter leur ville. Mais en Amérique centrale et du Sud, un autre facteur a joué un rôle décisif dans le déclin des villes: l'arrivée des Espagnols. On suppose aujourd'hui que durant les cent cinquante années qui ont suivi l'arrivée de Christophe Colomb, environ 90 % des populations locales ont été décimées par des maladies. Cela représente 55 millions de personnes.

Lorsque, par la suite, les colons européens ont progressivement débarqué sur le continent, ils ont découvert des sociétés déchues, anéanties par les maladies apportées par les premiers Européens – et par la violence. Il ne restait alors plus que quelques tribus disséminées dans des villages. Aujourd'hui encore, notre perception des peuples autochtones d'Amérique est imprégnée des récits de l'époque sur ces petites communautés. Le "Nouveau Monde" ne pouvait dès lors plus tenir tête aux Européens et à leur vision de l'État, de la société et de l'agriculture, qu'ils ont pu imposer sans rencontrer de grande résistance.

Hélas, les connaissances de ces peuples se sont éteintes avec eux, notamment leurs techniques de survie dans les forêts tropicales, accumulées pendant des milliers d'années. Nous pourrions tirer parti de ces connaissances pour apprendre nous aussi à vivre nombreux, de manière durable, dans la nature, en harmonie avec elle, et pour comprendre que la forêt tropicale n'est pas l'ennemie de l'homme. Les archéologues commencent tout juste à exhumer ces savoirs.



↑ Le temple Ta Prohm, à Angkor, au Cambodge. Bâti aux XII^e et XIII^e siècles, il disparaît aujourd'hui sous les racines de fromagers.

PHOTO SERGI REBORDO/WWW.PICS/UNIVERSAL IMAGES GROUP/GETTY IMAGES

premiers archéologues n'ont pas réussi à les repérer – à vrai dire, ils ne les cherchaient pas, car cette configuration ne correspondait pas à leurs hypothèses –, de nouveaux outils, comme le lidar, permettent aujourd'hui de faire de nouvelles découvertes.

Le lidar (*light detection and ranging*) est un instrument de télédétection qui permet d'évaluer des distances grâce à la vitesse de la lumière. Installé sous un avion ou un hélicoptère, il émet des rayons laser qui traversent les frondaisons pour aller se réfléchir sur le sol. [L'appareil s'appuie alors sur le temps de trajet du faisceau laser et sur la vitesse de la lumière pour calculer la distance qui le sépare de la surface de réflexion].

Cette méthode permet de créer des modélisations numériques de zones indécélables à l'œil nu – ne serait-ce qu'à cause de la densité de la végétation. Les archéologues utilisent le lidar depuis une quinzaine d'années, et cet outil s'est révélé d'une valeur inestimable pour étudier les cités anciennes des régions tropicales. C'est notamment grâce à lui que les archéologues ont découvert les véritables dimensions d'Angkor. Une

plein écran. 



↙ La série américaine *Halo*, adaptée du célèbre jeu de tir à la première personne.

Photo Paramount+

Quand les séries se font joueuses

Les services de streaming multiplient les adaptations de jeux vidéo. Réalisateurs et scénaristes, de par leur âge, sont souvent eux-mêmes des gamers. Est-ce un gage de qualité ?

—The Guardian Londres

Longtemps, il a été communément admis que les films et séries adaptés de jeux vidéo ne valaient pas grand-chose. Vous vous souvenez de *Super Mario Bros.*, le film presque cyberpunk sorti en 1993, avec Dennis Hopper ? Le résultat était si mauvais que toutes les personnes ayant participé à sa réalisation l'ont publiquement désavoué depuis. Et à la télévision ? Les enfants des années 1990 se souviennent certainement de la voix puissamment irritante de Sonic [dans les dessins animés mettant en scène le hérisson] ainsi que des innombrables rediffusions des [divers animés] *Pokémon*. Mais, en dehors de cela, le milieu du divertissement n'a jamais vraiment pris les jeux au sérieux.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Ces dernières années, Hollywood a réussi à produire une poignée de films inspirés de jeux vidéo et effectivement regardables, comme *Détective Pikachu* et *Sonic 2, le film*. Il ne se passe en outre pratiquement plus une semaine sans que l'on apprenne la prochaine adaptation d'un jeu vidéo en série télévisée – avec en ligne de mire un public télévisé – avec en ligne de mire un public d'adultes et non d'enfants ou d'adolescents.

On peut déjà regarder en France, sur Canal+, une série de science-fiction adaptée de *Halo*, le jeu de tir à la première personne sorti [pour le premier des nombreux volets]

en 2001 et dont les fans du début ont la trentaine bien tassée. Netflix travaille sur une version d'*Assassin's Creed*, le jeu d'aventure qui vous embarque dans l'Égypte antique ou l'Italie de la Renaissance, et qui viendra s'ajouter dans son catalogue à *The Witcher*, la série avec Henry Cavill qui parvient presque au même niveau de violence et d'obscénité que le jeu éponyme. Et pour boucler la boucle de l'inspiration entre télévision et jeux vidéo, il existe même une série [disponible sur Netflix] adaptée de *Cuphead*, titre culte du jeu indépendant qui se veut lui-même un hommage aux dessins animés des années 1920.

Que s'est-il passé ? Pourquoi la télévision brûle-t-elle subitement d'adapter des jeux vidéo au petit écran ? Et parviendra-t-elle cette fois à quelques bons résultats ?

L'explication la plus simple à cet essor des adaptations de jeux vidéo est – sans surprise – l'argent. Jamais l'industrie du jeu vidéo n'en a rapporté autant : en 2021, elle a généré 175 milliards de dollars (contre 100 milliards pour l'industrie mondiale du divertissement [respectivement 165 et 94 milliards d'euros environ]). Le nombre de joueurs a également explosé depuis la grande époque des *Pokémon*. Aux États-Unis, 80 % des joueurs ont plus de 18 ans – et plus de la moitié (52 %) ont entre 18 et 45 ans, une tranche d'âge particulièrement courtisée par les directeurs de chaînes.

SÉRIES

↓ **Bella Ramsey et Pedro Pascal**
dans l'adaptation de *The Last of Us*,
très attendue. Photo HBO

“Les jeux vidéo ne sont plus un loisir de niche mais un divertissement de masse, et Netflix espère bien conserver et attirer de nouveaux abonnés en exploitant cette popularité auprès des jeunes, explique Joost van Dreunen, spécialiste de l'industrie du jeu vidéo. À l'heure où les plateformes de streaming sont en concurrence sur les contenus, toutes recherchent les catégories susceptibles de leur conférer un avantage. C'est pour cela que HBO et Amazon Prime produisent des séries inspirées de jeux vidéo. Quand elles sont bien faites et de manière sérieuse, ces adaptations peuvent plaire à tout le monde.”

Sur les nerfs. Ce dernier point est essentiel : les spectateurs (et les critiques) voient parfaitement quand une série n'est qu'un prétexte cynique pour engranger des bénéfices. Par bonheur, les premières générations de joueurs ont maintenant entre 40 et 50 ans et occupent à présent des postes à responsabilité : quand on parle à des représentants de la télévision ou des jeux vidéo, il est évident que ces auteurs et réalisateurs ont effectivement joué à ces jeux et qu'ils les aiment. C'est par exemple le cas d'Andrew Dabb, créateur de *Supernatural* et responsable de la série *Resident Evil*, qui sortira sur Netflix en juillet et s'inspire de son “jeu vidéo préféré”.

Ces personnes aiment les jeux vidéo pour tout ce qu'ils ont de libérateur, de captivant et, parfois, d'absurdement drôle. La probabilité qu'ils en tirent de bonnes adaptations est donc bien plus élevée.

Il reste que, quand un jeu est sélectionné pour être adapté à l'écran, ses créateurs originaux sont rarement invités à participer. Ceux qui ont passé des années à inventer une histoire – pour des jeux vidéo à gros budgets, les équipes de scénaristes peuvent à elles seules compter entre dix et vingt personnes – doivent généralement attendre le résultat en se rongant les ongles. L'expérience peut

mettre les nerfs à rude épreuve, surtout quand on pense à certains précédents.

Bruce Straley est le cocréateur de *The Last of Us*, jeu postapocalyptique unanimement salué par la critique dans lequel une adolescente, Ellie, et Joel, figure paternelle réticente, traversent les ruines d'une Amérique dévastée. Quand, en 2020, son jeu a été choisi par HBO pour être porté à l'écran [le résultat ne sera pas diffusé sur la chaîne câblée américaine avant 2023], Straley a accueilli la nouvelle avec des sentiments mitigés. “Il y a quelques années, quand un jeu sur lequel on avait travaillé était adapté au cinéma, c'était une forme de consécration. Je ne pense plus ça aujourd'hui, explique-t-il. Notre industrie a démontré sa valeur et n'a pas besoin des autres médias pour la confirmer. Je n'ai rien contre les adaptations, mais l'expérience montre que le résultat n'est jamais vraiment à la hauteur. Je ne sais pas grand-chose sur la production, mais j'ai du mal à approuver sans aucune réserve.”

Cela tient en partie aux différences entre l'écriture d'un jeu vidéo et celle d'un scénario pour la télévision. “Avec *The Last of Us*, je voulais que le joueur partage les sentiments que Joel et Ellie pouvaient ressentir à tel ou tel moment, explique Straley. Pour cela, il fallait que le joueur soit présent à 100 % à leurs côtés, qu'il participe à leurs peines et à leurs joies, aux imprévus liés à leur survie. Je me suis dit qu'il fallait raconter la majorité de l'histoire non pas à travers des cinématiques [brèves séquences vidéo] mais dans des scènes interactives, pour que l'expérience ait des répercussions beaucoup plus palpables que dans un film ou une série. Il faut se demander ce qui fait un bon

“Ça se sent toujours quand les gens aux manettes comprennent l'œuvre originale et la respectent.”

Sam Winkler,
CHEF DU STUDIO GEARBOX

jeu, et si son adaptation à l'écran ajoutera ou retranchera à l'expérience.”

C'est ce fossé entre un média linéaire comme une série télévisée et une œuvre interactive comme le jeu vidéo qui explique pourquoi les adaptations sont si difficiles. “Dans un film ou une série, chaque seconde est précieuse. Tout ce qui n'est pas au service du récit est coupé”, explique Sam Winkler. Il est le responsable du studio Gearbox Entertainment, d'où sont sortis les jeux de la série *Borderlands* et, plus récemment, *Tiny Tina's Wonderlands*, une virée chaotique façon *Donjons et Dragons* qui embarque le joueur dans l'esprit d'une adolescente allègement psychopathe.

“Il y a tellement plus de liberté dans les jeux, je pense que c'est pour ça que l'humour y est très différent, poursuit-il. Dans *Borderlands*, il faut être prêt à ce que le joueur fasse un truc bizarre en plein milieu de l'histoire principale, il faut être prêt à sortir une blague à n'importe quel moment, et il faut que ça fonctionne quelle que soit la situation.”

Atmosphère. Résultat, les adaptations les plus réussies sont généralement celles qui s'efforcent de restituer l'atmosphère du jeu original plutôt que d'en suivre minutieusement la trame narrative. “Celles que les gens ont le plus appréciées, comme la série télévisée *Castlevania* [sur Netflix], reprennent l'environnement et les personnages des jeux et tentent de faire revivre aux spectateurs ce que les joueurs ont pu ressentir la première fois qu'ils y ont joué. Il ne s'agit pas de coller à l'histoire, poursuit Winkler. C'est l'erreur que tout le monde commet et, honnêtement, je ne comprends pas pourquoi ils continuent à la faire, c'est dingue. Bien sûr, ça dépend aussi d'où vient le projet : est-ce que c'est un projet personnel venant de quelqu'un qui a joué au jeu et veut lui donner corps d'une autre manière? Ou est-ce que ça vient d'un cadre supérieur qui a remarqué que les jeux rapportaient plus que les films et qui veut sa part du gâteau? C'est triste quand un projet ne sert qu'à faire du profit. Et ça se sent toujours quand les gens aux manettes comprennent l'œuvre originale et la respectent.”

Cette méfiance se retrouve chez la plupart des créateurs de jeux vidéo quand on leur parle d'adaptation – et il faut reconnaître qu'elle est en partie légitime. Longtemps méprisés par le reste de l'industrie du divertissement, les créateurs de jeux s'interrogent sur les raisons et la capacité des professionnels du petit écran à rendre justice à leurs œuvres. J'ai eu plusieurs échos de discours douloureusement obtus de la part de sociétés de production qui n'avaient manifestement pas la moindre idée de ce qu'est un jeu vidéo.

“Un costard-cravate avait mis sur pied une bande-annonce pour un projet d'adaptation de *The Last of Us* qui assumait totalement de l'abaisser à une espèce de film d'horreur gore de série B, se souvient Straley. Il était

Il est difficile de rendre à l'écran l'expérience interactive que propose un jeu vidéo.

parfaitement incapable de concevoir qu'un jeu vidéo postapocalyptique puisse susciter de véritables émotions.”

Reconnaissons que les jeux vidéo n'ont pas toujours produit des histoires et des personnages propres à provoquer d'intenses réflexions ou sentiments d'empathie (quelqu'un s'est-il déjà penché sur les motivations du soldat massacreur de démons dans *Doom*?). C'est pourtant le cas depuis quelques années – et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles la télévision s'y intéresse de plus en plus.

L'objectif des auteurs de séries inspirées de jeux vidéo n'est plus d'écrire un bon script à partir d'une intrigue tenant sur un ticket de métro, mais de faire honneur à la relation et aux sentiments qui unissent les joueurs aux personnages qu'ils incarnent, manette à la main.

“Le plus beau et le plus difficile dans ces jeux, c'est l'interactivité, poursuit Straley. C'est tellement puissant de faire entrer le joueur dans un univers et de lui permettre de construire sa propre expérience. Je suis convaincu que ça implique d'autres réseaux de neurones, une autre forme de connexion que lorsqu'on est assis face à sa télé. Cette puissance est source de nombreux problèmes pour les développeurs. Le jeu vidéo est un des médias les plus difficiles quand on veut raconter une histoire de qualité. Si on pense à tout ce qu'il faut pour faire une bonne histoire dans un jeu, c'est même assez hallucinant que ce soit possible de le réussir! Mais quand ça marche, c'est vraiment magique.”

Conclusion de Straley : “La question à se poser est la suivante : dans quel but veut-on adapter un jeu vidéo à l'écran? On ne veut pas d'une version inférieure à l'expérience de jeu, on veut quelque chose qui montre à de nouveaux fans ce qui fait la beauté d'un jeu vidéo.”

—Keza MacDonald
Publié le 22 avril



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez l'actualité des jeux vidéo, des séries télévisées et du cinéma, commentée et décryptée par la presse étrangère.

culture.

—Independent Persian New York

Le 15 juillet 2021, au moment où la guerre faisait rage dans tout l'Afghanistan, Aryana Sayeed inaugurerait sa marque, Aryana, dans le centre-ville de Kaboul. La célèbre artiste [de 36 ans] avait investi près de 30 000 dollars dans son projet, convaincue que le succès serait au rendez-vous, malgré son manque d'expérience dans les affaires. Il s'agissait d'un atelier de confection de vêtements pour femmes et d'une boutique, une initiative qui avait suscité l'espoir et l'enthousiasme parmi les Afghanes. Ses produits combinaient mode moderne et culture et tradition locales.

En tant que membre du jury de plusieurs saisons du télécrochet musical *Afghan Star* [l'équivalent afghan de *Nouvelle Star*], Aryana a par ailleurs tenté d'encourager les filles à concourir avec des garçons dans cette émission, très populaire dans le pays.

À travers toutes ces activités, Aryana Sayeed est devenue, ces dernières années, une figure inspirante et un symbole de changement pour de nombreuses jeunes filles afghanes qui ne voulaient pas succomber sous les traditions misogynes.

Mais le rêve a vite viré au cauchemar : le 15 août, un mois tout juste après l'inauguration de la marque Aryana, les talibans envahissaient des quartiers de la capitale afghane. À ce moment-là, l'artiste se trouvait dans le centre-ville. Elle ne s'attendait pas à ce que tout l'appareil militaire se désagrège sans aucune résistance. *"Je n'aurais jamais imaginé que cet effondrement se produirait aussi rapidement. [...] Nous espérions pour l'avenir et pour notre pays. Mais le président [Ashraf Ghani] nous a laissés seuls et s'est enfui. [...] J'ai tout laissé à Kaboul, le plus important, mon cœur et mon âme."*

Son atelier et sa boutique, à Kaboul, sont désormais fermés ; et ses chansons, censurées à la télévision et à la radio afghanes. Elle avait en outre créé trois clubs de football pour filles et garçons. Les joueurs se sont tous dispersés et sont désormais absents des terrains de sport.

"Je suis sûre que beaucoup de jeunes talibans écoutent mes morceaux sur leur téléphone portable."

Aryana Sayeed

À des milliers de kilomètres de son pays, à Istanbul [en Turquie], elle pense surtout à ses rêves et à ses aspirations pour les filles afghanes, anéantis par le retour au pouvoir des talibans. *"Environ 24 personnes, pour la plupart des femmes, travaillaient dans mon entreprise, racontait-elle. Malgré toutes les difficultés, j'espérais*



Aryana Sayeed, au nom des Afghanes

Contrainte de fuir à l'arrivée des talibans, cette star de la pop s'est installée à Istanbul. Depuis son exil, elle continue de défier en chansons les nouveaux maîtres de Kaboul.

pour l'avenir. En investissant dans la production de vêtements, je voulais créer des emplois pour les femmes et renforcer l'économie de mon pays. Mais notre travail a été arrêté, et ceux qui travaillaient avec nous peinent aujourd'hui à se procurer un morceau de pain", déplore la chanteuse.

Parmi les personnes les plus recherchées par les talibans, Aryana s'est précipitée vers le seul endroit sûr du pays : l'aéroport de Kaboul, sous contrôle des forces américaines. Elle et son fiancé ont été parmi les premiers à arriver à Doha, à bord d'un avion militaire américain. Quant aux nouveaux maîtres du pays, ils ont formé un gouvernement composé uniquement de talibans, appartenant presque tous à l'ethnie pachtoune.

L'anxiété et le chagrin de quitter Kaboul ne s'étant toujours pas dissipés, Aryana a sorti, au début de décembre [2021], un nouvel album, qui se démarque totalement des précédents. Baptisé *Pour les talibans*, l'album contient dix chansons, toutes en pachtoune [une des deux langues officielles d'Afghanistan avec le dari, dérivé du persan], dont les paroles sont tirées des œuvres classiques et folkloriques de la littérature pachtoune.

L'artiste y évoque notamment des

rendez-vous romantiques, l'impatience d'un jeune amoureux, et le rêve de liberté d'une jeunesse entravée par les traditions et les conventions sociales. *"Alors que les talibans interdisent la musique, je les défie à travers cet album, composé des meilleures chansons pachtounes",* dit-elle. Avant de marteler : *"Si les talibans se donnent une chance d'écouter et de comprendre ces chansons, ils arrêteront leur traitement cruel de la musique, l'une des bénédictions de la vie humaine."*

Aryana estime que les jeunes talibans finiront par s'adapter à la vie urbaine et épouseront le mode de vie moderne, et la musique. La première génération, en revanche, restera fidèle à ses vieilles convictions. Elle est persuadée que les jeunes de ce mouvement djihadiste ont écouté son album. *"Je suis sûre que beaucoup de jeunes talibans ont ces morceaux sur leur téléphone portable et les écoutent",* affirme Aryana, non sans un brin d'ironie.

Loin de son pays depuis l'été dernier, l'artiste s'insurge toujours contre les restrictions imposées à la production musicale, aux médias et aux activités artistiques en Afghanistan. Elle s'inquiète surtout du sort de ses collègues et amis restés sur place et qui continuent de produire,

✎ Aryana Sayeed à Istanbul, en septembre dernier.
Photo Ozan Kose/AFP

malgré les restrictions imposées par les talibans. *"Quand la musique est interdite et que personne n'a le droit de faire quoi que ce soit dans le domaine de l'art et du cinéma, comment des milliers de personnes, dont la seule spécialité est l'art, peuvent-elles vivre?"*

"Certains ont besoin d'être aidés à cause du manque d'emplois disponibles et vivent dans la peur des représailles des talibans. Il n'y a personne pour les soutenir dans une telle misère", ajoute-t-elle.

Figure inspirante et populaire parmi les femmes, Aryana est considérée par de nombreux hommes en Afghanistan comme une rebelle ne respectant pas les traditions culturelles et religieuses, et incitant les femmes à lutter contre les croyances en place.

"Autant les talibans sont impliqués dans l'organisation de la terreur en Afghanistan, autant la population est à blâmer, déplore l'artiste à ce sujet. Le peuple afghan s'est profondément impliqué dans l'extrémisme et s'est détruit au nom de la religion. [...] Une grande partie de la société interprète l'islam comme une religion de la violence, de la haine et de la misère. [...] La religion doit pourtant apporter la paix, la miséricorde, la bonté et la tranquillité."

La chanteuse est souvent la cible de critiques virulentes au sein de la population, notamment masculine, portée davantage sur la forme que sur les valeurs profondes, déplore-t-elle : *"Lorsque j'ai chanté une chanson au Parlement européen en signe de soutien aux femmes afghanes, des milliers d'hommes ont critiqué [sur les réseaux sociaux] mes vêtements, au lieu de plaider pour la libération des manifestantes détenues dans les prisons talibanes. C'est l'oppression et le fouet des talibans qui ont rendu la vie difficile aux gens, et il faut y faire face."*

L'artiste refuse de perdre son espoir et son enthousiasme. Alors qu'elle se prépare pour une tournée musicale en Europe, aux États-Unis, en Asie et en Australie, elle assure maintenir sa position en faveur des femmes afghanes, et vouloir continuer à crier contre la tyrannie et l'oppression des talibans sur les scènes du monde.

—Mukhtar Vafae
Publié le 22 mars

SOURCE



INDEPENDENT PERSIAN
New York, États-Unis
independentpersian.com

Lancé en 2018, ce site est la version persane du journal britannique *The Independent*. Il est géré par le Groupe saoudien de recherche et de médias (SRMG), proche de Riyad.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

15, 16, 17 juillet 2022

Couthures-sur-Garonne

UN ÉVÉNEMENT PARRAINÉ PAR LE GROUPE LE MONDE

Le Monde

L'OBSS

Télérama

Courrier international

le 12

IHUFFPOSTI



LOT-ET-GARONNE
Le Département Cœur du Sud-Ouest



Marwande
TERRE DE GARONNE

Couthures-sur-Garonne

VIGNOBLES DU
SUD-OUEST
DE L'ORIGINE À L'ORIGINALITÉ



Les Paysans
de Rougeline

PRIX PHILIPPE
CHAFFANJON

SUD
OUEST

3 nouvelle
aquitaine

LE TEMPS

EL PAÍS

The
Guardian

CORRIERE
DELLA SERA

arte

franco
inter

avec : IJBA, ALCA et Far Ouest

FAISONS
AMANDE
HONORABLE,
C'EST TROP
BON



Suggestion de présentation

100%
végétal

C'EST
BON ÇA!

Et ce qui est vraiment trop bon
c'est que nos amandes s'hydratent
majoritairement à l'eau de pluie
et poussent sous
le soleil de Méditerranée.
On le sait, on les a grillées.